

ROYAUME DE JORDANIE  
FRANCE  
DANS «ADEN»: une sélection de films et sorties pour l'été



## Les biens professionnels échapperont à l'ISF

- Le patronat a obtenu que l'impôt de solidarité sur la fortune ne soit pas étendu à « l'outil de travail »
- Les recettes augmenteront grâce à des mesures de lutte contre l'évasion fiscale
- Les bases de la taxe d'habitation devraient être modifiées

MÊME SI le gouvernement poursuit ses consultations sur la réforme fiscale dont il annoncera le détail le 22 juillet, à l'occasion d'une communication en conseil des ministres, une première décision ne fait plus de doute: les biens professionnels ne seront pas assujettis à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Une dérogation du CNPF, conduite par son président, Ernest-Antoine Sellière, a été reçue discrètement, mardi 7 juillet, par le ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn, et le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sautter. Elle a obtenu des apaisements en ce sens: « Bien que le gouvernement se refuse à confirmer ce choix, Lionel Jospin l'a lui-même suggéré, lors de son intervention, dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1, en insistant sur le rôle des entreprises: « La croissance repart, les emplois se créent, les chefs d'entreprise investissent », a-t-il dit, avant d'ajouter: « Il faut faire très attention à cela; c'est cela qui me guide- »



ra. « Plutôt qu'à un élargissement de l'assiette de l'ISF, le gouvernement prépare des mesures différentes, qui en accroîtraient le rendement. Dans un entretien au Monde, le président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Augustin Bonrepaux, se range à cette solution et estime qu'il faudrait porter les recettes de l'ISF à 15 milliards de francs, contre 10 milliards actuellement, grâce à des dispositions empêchant certaines évasions fiscales ou touchant aux œuvres d'art et aux forêts. Sur les autres volets de la réforme à l'étude, M. Bonrepaux suggère que l'on remette en cause, au moins partiellement, l'exonération des droits de succession dont profite l'assurance-vie ou encore, pour la taxe d'habitation, que l'on mette en œuvre la révision des « valeurs locatives », qui constituent l'assiette de cet impôt.



- Sixième finale pour le Brésil
- Les Bleus confiants
- 1958, 1982, 1986, les échecs en demi-finales
- Pelé, à jamais le roi

Lire page 5

## Les héritiers d'Abraham Zapruder font fortune avec un film de 26 secondes

WASHINGTON de notre correspondant  
Avant de mourir, en 1970, Abraham Zapruder savait qu'il était entré dans l'histoire. Il avait aussi compris que le film d'amateur de 26 secondes qu'il avait tourné, le 22 novembre 1963, dans une rue de Dallas, saisi de l'or. Mais, à ce point, sûrement pas! Dès le lendemain de l'assassinat de John F. Kennedy, il avait vendu la copie originale à Time Inc. pour la somme de 150 000 dollars. En 1975, lassé de devoir s'occuper de la gestion d'une si précieuse relique, Time revendit ce bout de film de 8 mm aux héritiers de l'ancien couturier, pour 1 dollar symbolique.

Or cette rente touche à sa fin: ainsi que l'a décidé le Kennedy Assassination Records Review Board, le film de Zapruder deviendra propriété nationale le 1<sup>er</sup> août. L'Etat fédéral et les héritiers doivent donc parvenir à un accord sur le montant de la transaction. Les seconds acceptent de se séparer de la poule aux œufs d'or, moyennant la somme de 18,5 millions de dollars (114,7 millions de francs). Bien trop cher, a répondu l'administration, en faisant une offre officielle à 750 000 dollars (4,6 millions de francs), tout en laissant entendre qu'elle pourrait aller jusqu'à... 3 millions de dollars.

Les Zapruder ont engagé une « star » du barreau pour défendre leurs intérêts, Robert Bennett l'avocat qui a défendu Bill Clinton dans l'affaire Paula Jones, lequel assure que ses clients ont été jusqu'ici « très raisonnables et généreux dans leurs négociations avec le gouvernement », et qu'ils doivent donc recevoir une « juste compensation » pour un morceau d'histoire de l'Amérique, qu'il juge aussi précieux qu'un manuscrit original de la Déclaration d'indépendance. Sentimentalement, peut-être. Commerciallement, c'est moins sûr: le 25 août, les Américains pourront se faire une opinion personnelle sur les circonstances de la mort - toujours controversées - du 35<sup>e</sup> président des Etats-Unis. Il leur en coûtera 19,98 dollars (environ 123 francs) pour acheter une cassette vidéo de 45 minutes incluant les 26 secondes fatidiques, et 24,98 dollars pour une cassette digitale. Intitulée *Image d'un assassinat: un nouveau regard sur le film de Zapruder*, la copie, réalisée minutieusement à partir de chacune des 480 images composant l'original, est, par ailleurs, d'une qualité très supérieure au film diffusé à la télévision, avec des couleurs et une précision propres à relancer le débat: en voyant aussi nettement le violent mouvement en arrière de la tête de Kennedy, comment ne pas conclure qu'au moins une des balles a été tirée de face?

## Les Indiens révoltés d'Amérique

LA RÉVOLTE grande parmi les Indiens des Etats-Unis. La loi de 1988, qui a autorisé l'ouverture de casinos sur leurs terres, a permis à certaines tribus de prospérer en profitant de l'exemption de taxes accordée aux réserves indiennes. Cette richesse, liée au « nouveau bison », n'a pas tardé à susciter jalousies et convoitises. Certains membres du Congrès américains contestent aujourd'hui ces « privilèges » et réclament l'abolition du statut de « nations indiennes » inscrit dans la Constitution. Laurent Zecchini a suivi ces nouveaux sentiers de la guerre, à la rencontre de quelques-unes des 554 tribus qui survivent tant bien que mal dans le creuset de la nation américaine.

Laurent Zecchini

Lire pages 10 et 11

## Le Nigeria en état de choc

Des manifestations violentes ont accueilli l'annonce de la mort subite de Moshood Abiola, l'ancien milliardaire emprisonné, devenu l'un des symboles de la démocratie bafouée par le pouvoir militaire. p. 2

## L'Europe des marchés boursiers

Le Stock Exchange britannique et la Deutsche Bourse allemande vont unir leurs marchés à partir du 4 janvier 1999, condamnant ainsi la Bourse de Paris à une alliance. p. 14 et notre éditorial p. 12

## Sang contaminé: la contre-attaque

Après l'arrêt de la Cour de cassation risquant de remettre en cause la plupart des mises en examen pour « empoisonnement », les associations de victimes ont porté plainte pour « non-dénégation de crime ». p. 7

## L'été festival

A Aix-en-Provence, *Curlew River*, composé par Benjamin Britten, crée la surprise. Deux pages quotidiennes sur les festivals de l'été jusqu'au 4 août. p. 23 et 24

## Armée: 6 000 emplois perdus

L'engagement des effectifs des armées se traduira par une perte nette de 6 000 emplois à l'horizon 2002, selon le plan annoncé, mardi, par Alain Richard. p. 9

## Silvio Berlusconi condamné

Le chef de Forza Italia a été condamné à deux ans et neuf mois de prison pour corruption par le tribunal de Milan. Il dénonce le « procès politique » qui lui est fait. p. 28

## Informatique et capacité de stockage

Un procédé mis au point par des équipes françaises pourrait permettre de repousser les limites de l'enregistrement magnétique dans les disques durs. p. 20

## « Nice-Matin » rachète « Var-Matin »

Le journal varois prépare sa nouvelle formule pour le 3 septembre; le personnel de « Nice-Matin », inquiet du coût de la restructuration, porte l'affaire devant les tribunaux. p. 16

Abonnement: 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Chine-Pologne, 850 F CFA; Danemark, 15 KR; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 DR; Italie, 1,40 E; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 FL; Maroc, 20 DH; Norvège, 14 NOK; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 100 Kč; Singapour, 850 F CFA; Suède, 16 KR; Suisse, 2,10 FF; Taiwan, 12 Din; USA, 7,50 \$; USA (hors 2,50 \$.

M 0147-700-7,50 F



**Valeo**

**HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE 11,1% AU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 1998**

Le chiffre d'affaires consolidé de Valeo au 1<sup>er</sup> semestre 1998 s'est élevé à 19 180 millions de francs, en hausse de 11,1% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 1997.

L'activité Electrical Systems acquise par Valeo à ITT Industries devrait être intégrée au périmètre de consolidation à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1998.

Valeo publiera début septembre ses comptes semestriels.

Valeo. Technologies pour l'Avenir

**Y a-t-il toujours un supergrand ?**

LE 27 OCTOBRE 1965, un an après l'éviction de Nikita Khrouchtchev par une révolution de palais, *Le Monde* publiait en première page un article, signé de René Dabernat, qui parut à beaucoup outrancier: « Il n'y a plus qu'un supergrand », en l'espèce les Etats-Unis. Convaincus d'avoir déchiffré, avec Marx, l'« énigme de l'Histoire », les communistes, encore très nombreux à l'époque, étaient persuadés d'en connaître le « sens », et que celui-ci conduisait inexorablement à la victoire mondiale du socialisme réputé scientifique.

Beaucoup de leurs adversaires partageaient cette conviction, jugeant qu'entre un Empire totalitaire qui, grâce à l'absence de toute opposition, de toute critique, pouvait se permettre d'affecter l'essentiel de ses ressources à ses ambitions industrielles et militaires, et des démocrates libéraux soumis à de constantes revendications sociales, la partie était par trop inégale.

En réalité, comme Dabernat l'avait bien compris, l'URSS s'effondrait dans une course pour « rattraper et dépasser », selon le slogan lénino-stalinien, un géant américain infiniment plus riche et plus dynamique qu'elle. Les années de terreur avaient tué l'esprit d'initiative, la folle politique khrouchtchevienne d'exploitation des « terres vierges » d'Asie centrale avait contraint un pays qui avait été longtemps l'un des principaux producteurs de céréales à en acheter massivement à l'étranger.

Et la patrie du socialisme était en train de manquer le train de la révolution informatique. Elle entrait de plain-pied, sous la direction d'apparatchiks dont la médiocrité n'avait d'égale que la vanité, dans cette ère de « stagnation » que Gorbatchev, vingt ans plus tard, n'aura de cesse de dénoncer.

Les Américains, qui avaient vécu longtemps dans la terreur d'une attaque par surprise d'un colosse surarmé, qui soutenaient partout leurs adversaires dans le monde, finirent par découvrir que ses pieds étaient d'argile et qu'il n'en fallait probablement pas beaucoup pour le mettre dans les cordes.

André Fontaine  
Lire la suite page 12

**Pour un autre centrisme**

**PHILIPPE DOUSTE-BLAZY**

EN SE FAISANT être, le 16 juin, à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale contre la volonté de François Bayrou, à qui il succède, Philippe Douste-Blazy a assis son autorité sur la famille centriste. Il veut incarner une opposition « moderne, généreuse, constructive » qui assume sa « complémentarité » avec le président de la République.

Lire page 6

International	2	Tableaux de bord	17
France	5	Aujourd'hui	20
Société	7	Météorologie, Jeux	22
Carrel	8	Culture	23
Régions	9	Culte culturel	25
Horizon	10	Science	26
Entreprises	14	Abonnements	26
Communication	14	Radio-Télévision	27

http://www.omega.ch

bosniaque...

162 kHz  
1852 m

Radio France

مركزاً من رصاص

AFRIQUE L'opposant Moshood Abiola est mort, mardi 7 juillet, à Abuja, d'une crise cardiaque...

nelle au Nigeria, au cours desquelles, selon des témoins, huit personnes auraient été tuées.

nement et jouer un rôle dans la transition politique au Nigeria.

programme de réformes et la libération des prisonniers politiques.

1993, annulée par les militaires. Il avait été emprisonné en 1994.

La mort de Moshood Abiola provoque des émeutes au Nigeria

Le principal adversaire du pouvoir militaire était sur le point d'être libéré après quatre ans de prison et aurait pu participer à la transition vers un régime civil.

IL EST inutile désormais de s'interroger sur son rôle dans la transition vers un régime civil.

M. Abiola venait d'entamer les discussions avec les envoyés du gouvernement américain.

L'extrême embarras de Washington était perceptible dans les déclarations à la presse d'une « source » du département d'Etat.

Ces explications malaisées se comprennent mieux si l'on se souvient que c'est la troisième fois en six mois qu'une figure importante de la scène politique nigérienne disparaît brusquement.

BARRICADES Selon des versions concordantes recueillies dans l'entourage du défunt chef de l'Etat, il aurait été empoisonné dans des circonstances scabreuses à l'instigation d'un de ses plus proches amis.



ment d'Abuja à « continuer ses efforts visant à restaurer la confiance publique », et le peuple nigérien à contribuer « pacifiquement » au processus de démocratisation.

barricades et ont jeté des pierres sur les forces de l'ordre. Selon des témoins, huit personnes auraient été tuées au cours de ces émeutes.

sonniers politiques, le principe de la libération de tous les autres (quelque deux cent cinquante personnes), y compris Moshood Abiola, étant acquis depuis la visite, fin juin, du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan.

« CONSEQUENCES TRAGIQUES » L'entrevue de Moshood Abiola avec Thomas Pickering et Susan Rice montre que l'on discutait les détails du scénario de « sortie de crise ».

rechange ni d'apaiser la colère et les soupçons de ses nombreux partisans dans le Sud-Ouest yoruba.

Après les espoirs et la détente qui avaient suivi la mort d'Abacha, celle d'Abiola fragilise le général Abubakar au moment où il doit rassurer la société civile et donner des gages à l'appareil militaire.

Un milliardaire tapageur devenu le symbole de la démocratie bafouée

FLAMBOYANT, gouailleur, affairiste passionné de politique et de football, le milliardaire Moshood Abiola, avant de devenir l'un des plus célèbres prisonniers politiques, avait été un peu le Bernard Tapie

PORTRAIT

Fondateur d'un empire industriel et financier, sa philanthropie l'a rendu populaire

du Nigeria, même s'il n'a jamais eu à rendre de comptes sur sa fortune devant les tribunaux.

Valéqueur présumé du scrutin présidentiel du 12 juin 1993, annulé par le général Ibrahim Babangida, il a passé plus de quatre ans en prison sans jugement pour

s'être autoproclamé « président élu du Nigeria », défiant le régime dictatorial du général Sani Abacha.

Moshood Kashimawo Olawale Abiola (« MKO » pour la presse de Lagos) est né le 24 août 1937 dans la ville d'Abeokuta, au cœur du pays yorouba, qui est aussi la patrie du musicien Fela et du prix Nobel de littérature Wole Soyinka.

Sa chance, dit-on, vient de s'être trouvée dans un avion à côté de la sœur du shah d'Iran. Avec la manne pétrolière, tombent du ciel de fabuleux contrats d'équipement, notamment pour un réseau téléphonique qui restera toujours défectueux.

privés, où le Nigeria est le plus gros importateur mondial de champagne, où Felachante International Thief (« Internationale des voleurs »).

Grand financier du Black Caucus (qui regroupe les élus noirs démocrates au Congrès américain), Abiola subventionne généralement le sport africain et des milliers de bourses d'enseignement pour des élèves musulmans ou chrétiens, au nord comme au sud du pays.

Ce fervent musulman prêche la tolérance, sinon l'austérité, et va même jusqu'à aider à construire des églises. Sa philanthropie l'a rendu populaire.

reste du bon côté, celui du pouvoir: Lié au président Ibrahim Babangida, il n'hésite pas à désavouer ses propres journalistes lorsqu'ils se montrent trop critiques envers le régime.

GLISSEMENT DU POUVOIR VERS LE SUD Moshood Abiola semble avoir remporté le scrutin. Selon les résultats partiels publiés par la Commission nationale électorale, la majorité des votes exprimés est en sa faveur, dans le nord comme à Lagos, dans les casernes comme dans les universités.

éviter, dit-il, un « bain de sang » avant de revenir quelques semaines plus tard en figure de proue de l'opposition.

Ce n'est qu'en juin 1994 que Moshood Abiola se décide à sauter le pas: il n'a plus derrière lui qu'une partie de l'ouest yorouba, de la presse et du mouvement syndical.

Une dure leçon pour cet homme énergique, qui avait dû abandonner ses prétentions: « Je ne suis pas naïf au point de croire que je vais sortir d'ici pour devenir président », avait-il confié à Kofi Annan, venu, fin juin à Abuja, négocier sa libération.

Moshood Abiola quitte le Nigeria (pour

Une des filles de M. Abiola met en doute la thèse d'un décès naturel

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondante

Le régime militaire d'Abuja serait responsable de la mort de Moshood Abiola. C'est ce qu'affirme une des filles de l'opposant nigérien, Wura Abiola, qui, contactée par téléphone à Londres, exprime des « doutes profonds » sur les « causes naturelles » du décès évoquées par les autorités.

« Mon avis et celui de ma famille, c'est que mon père n'est pas mort d'une crise cardiaque », affirme M<sup>me</sup> Abiola. Les proches du milliardaire savaient qu'il souffrait de problèmes au dos, mais ils disent n'avoir pas eu connaissance de troubles cardiaques.

Pour la première fois en quatre ans de détention, Moshood Abiola avait reçu le 6 juillet la visite de sa famille, qui l'aurait trouvé « en pleine santé ». « Selon mes frères et sœurs, mon père se portait très bien. Il n'y avait donc aucune raison pour qu'il meure quelques heures après. A notre avis, il aurait pu être empoisonné », accuse Wura Abiola.

Moshood Abiola aurait annoncé à sa famille qu'il acceptait la « précondition » du gouvernement du général Abdulsalam

Le pays le plus peuplé d'Afrique noire

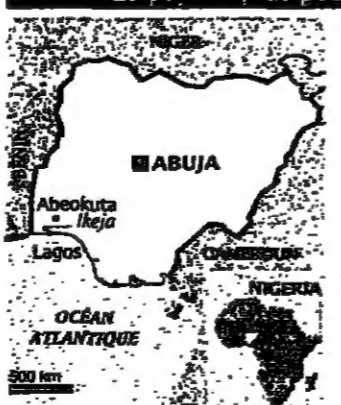


Table with characteristics of Nigeria: CARACTÉRISTIQUES, CHEF DE L'ÉTAT 1998, NATURE DU RÉGIME, SUPERFICIE, CAPITALES, POPULATION, LANGUES, RELIGIONS, ÉCONOMIE.

Abubakar pour sa mise en liberté. « Il avait accepté de renoncer à la présidence », affirme Wura Abiola. « Mais cela, à l'évidence, ne suffisait pas. Le régime s'inquiétait de la réaction des nombreux partisans de mon père », estime-t-elle.

« Ce qui me rend triste, dit encore M<sup>me</sup> Abiola, est que mon père soit mort en prison et non pas dans sa famille. Je suis d'autant plus triste que je m'attendais à le voir très prochainement, à rentrer au Nigeria pour sa libération. » D'autres proches de Moshood Abiola doutent de la thèse officielle et mettent en cause les

autorités d'Abuja. Selon le représentant de M. Abiola aux Etats-Unis, Randy Echols, le régime militaire « porte entièrement la responsabilité » de la mort de Poppasant. A l'inverse de Wura Abiola il affirme que « le régime savait que le chef Abiola avait besoin de soins médicaux ». « Mais

« Selon mes frères et sœurs, mon père se portait très bien. Il n'y avait donc aucune raison pour qu'il meure quelques heures après »

l'accès médical lui avait été systématiquement refusé, son médecin personnel n'a jamais eu le droit de lui rendre visite en prison », souligne M. Echols. « Que la mort soit naturelle ou pas, le gouvernement a sa part de responsabilité », estime-t-il.

Au siège de l'ONU à New York, le secrétaire général Kofi Annan s'est dit « profondément choqué » par la mort de Moshood Abiola, dont il a été informé par le président Abdulsalam Abubakar. « J'ai rencontré le chef Abiola la

semaine dernière et il semblait en bonne santé et complètement lucide, a déclaré M. Annan. Il était cependant évident que les quatre années d'isolement l'avaient totalement coupé du monde extérieur. Après m'avoir salué, chef Abiola m'a dit: « Mais qui êtes-vous ? » J'ai répondu: « Je suis Kofi Annan.

tionnellement tous les prisonniers politiques encore détenus et à définir un processus crédible pour la transition démocratique vers un régime civil, dans un délai raisonnable ». Il a lancé un appel au peuple nigérien à lui demandant de rester calme et de continuer le processus vers la démocratie. Le secrétaire général a souhaité que tous les Nigériens puissent « s'unir ». L'ambassadeur du Nigeria à l'ONU, Ibrahim Gambari, interrogé sur la mort de Poppasant, a affirmé que l'autopsie a eu lieu en présence « du médecin personnel de M. Abiola, ainsi que de celle des membres de sa famille ». Quant aux accusations de machination avancées par la famille du défunt, l'ambassadeur a affirmé: « Leur suspicion est tout à fait compréhensible, mais je ne vois pas en quoi la mort de M. Abiola aurait servi le gouvernement du Nigeria. Au contraire, sa mise en liberté aurait aidé le processus démocratique auquel nous nous sommes engagés. » Selon lui, les élections devront être « quelque peu » retardées pour « la période de deuil national ».

Michèle Maringues

Afsané Bassir Pour

Les Japonais boude pour les élections

Les Chinois de...





FISCALITÉ Les biens professionnels ne seront pas soumis à l'impôt sur la fortune

choix, tous les indices indiquent que Lionel Jospin, en fait, a déjà pris sa décision. Toutefois, les modalités de calcul de l'ISF devraient être modifiées afin d'éviter certaines évasions

fiscales. ● AUGUSTIN BONREPAUX, président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui, comme Dominique Strauss-Kahn et François Hollande,

fut longtemps partisan de cette intégration, explique au Monde que l'important est que le rendement de l'ISF passe de 10 milliards de francs par an à 15 milliards. ● ERNEST-

ANTOINE SEILLIÈRE, président du CNPF, a été reçu, mardi 7 juillet, par MM. Strauss-Kahn et Christian Sautter. Il n'a pas manifesté d'inquiétude à l'issue de cet entretien.

Les biens professionnels ne seront pas soumis à l'impôt sur la fortune

Lionel Jospin a renoncé à une réforme fiscale en profondeur. Des mesures devraient toutefois être prises pour accroître la rentabilité de l'ISF. Après avoir été reçus discrètement par M. Strauss-Kahn, les dirigeants du patronat n'ont pas manifesté d'inquiétude

OFFICIELLEMENT, rien n'est encore décidé. Le gouvernement annoncera, le 22 juillet, le détail de sa réforme fiscale, et, dans l'immédiat, aucun arbitrage n'a encore été rendu, pas même sur la question sensible de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

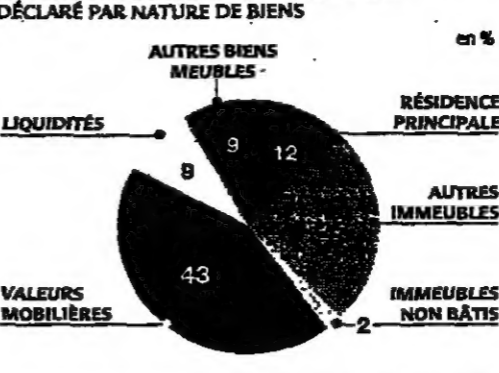
lande lui-même en est un partisan et, bien avant Robert Hue, avait multiplié les déclarations pour défendre cette réforme. Mais, subitement, le ton a changé. D'abord, à chacun de ses points de presse, M. Strauss-Kahn, souligne que le débat est ouvert mais ne parle plus de cette piste, préférant évoquer des dispositions tendant à limiter l'évasion fiscale.

SILENCE INHABITUEL

M. Hollande, quant à lui, se fait progressivement plus prudent. Dimanche 7 juin, au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », il plaide encore pour un élargissement de l'assiette, mais convient, pour la première fois, que « ce n'est pas si facile ».

LE BARÈME DE L'IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE. N'excédant pas 4 750 000 F: 0. Compris entre 4 750 000 F et 7 720 000 F: 0,5. Compris entre 7 720 000 F et 15 330 000 F: 0,7. Compris entre 15 330 000 F et 23 800 000 F: 0,9. Compris entre 23 800 000 F et 46 080 000 F: 1,2. Supérieure à 46 080 000 F: 1,5.

Les caractéristiques principales de l'ISF



grand patron, nous avons pu débattre cette fois très en amont avec le gouvernement. Et, pour finir, l'économie a gagné. En d'autres termes, même si le rendement de l'ISF est majoré de quelques milliards de francs, pour satisfaire partiellement la demande du Parti communiste français, les biens professionnels ne seront pas touchés, et le CNPF n'y verra donc rien à y redire.

Le même jour, le président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Augustin Bonrepaux, pourtant ardent défenseur de l'élargissement de l'assiette, accorde un entretien au Monde (lire ci-dessous), au cours duquel il renonce à plaider pour cette thèse.

Contrairement à la version officielle, l'affaire est donc tranchée. L'ISF fera l'objet de mesures de « rendement », mais la grande réforme, celle pour laquelle MM. Strauss-Kahn ou Hollande ont longtemps plaidé, est enterrée. Dans une phase de mise en œuvre de la réforme des 35 heures, le gouvernement ne souhaite visiblement pas donner un nouveau motif de grogne au patronat.

Des bases remontant à 1970

Plutôt que d'indexer la taxe d'habitation sur les revenus des contribuables, le gouvernement semble préférer une autre réforme, celle d'une révision des « valeurs locatives ». La taxe d'habitation est, en effet, calculée en fonction de la « valeur locative » du logement occupé, c'est-à-dire le prix que le marché local attribuerait à ce logement s'il devenait vacant.

Le président de la commission des finances souhaite que le rendement de l'ISF augmente de 50 %

QUAND il parle de fiscalité, Augustin Bonrepaux se montre excessivement prudent. Avant même de s'exprimer, il prend soin de préciser qu'il parle en son nom propre et que ses suggestions ne présentent pas forcément les réformes que le ministre de l'économie annoncera le 22 juillet.

Pour M. Bonrepaux, c'est donc là l'essentiel: même si les propriétaires d'entreprises qu'ils dirigent ne sont, finalement, pas taxés, dit-il, « nous aurons rempli notre contrat si le rendement de l'ISF passe de 10 milliards de francs actuellement à 15 milliards de francs une fois la réforme mise en œuvre ».

quel on peut jouer. « Il faut prendre en compte la fiscalité du capital dans sa totalité », souligne-t-il. Dans le cas des droits de succession, il suggère ainsi que la franchise d'impôt dont bénéficie l'assurance-vie ne soit maintenue qu'en deçà d'un seuil proche de celui de l'ISF, soit autour de 5 millions de francs.

que la solution de taxe unique ne devrait pas être favorisée pour les seules grandes agglomérations, mais que les règles actuelles « devaient être assouplies » pour inciter aussi tous les groupements de collectivités à rejoindre cette organisation.

Plusieurs ministères se félicitent des crédits dont ils disposeront en 1999

ALORS que les grandes orientations du projet de loi de finances pour 1999 doivent faire l'objet d'une communication en conseil des ministres le 22 juillet, le premier ministre a signé, dimanche 5 juillet, les traditionnelles « lettres-plafonds » qui fixent l'enveloppe des crédits de chaque ministère (Le Monde du 7 juillet).

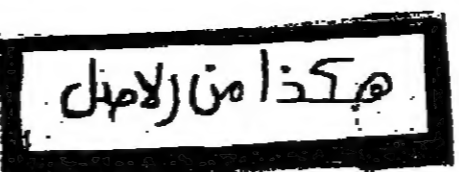
de l'administration préfectorale, constitue un relatif traitement de faveur. S'agissant des personnels de la police nationale, les crédits permettront de prolonger les créations de postes d'adjoints de sécurité, dans le cadre du plan emplois-jeunes: 7 600 emplois d'adjoints de sécurité verront le jour en 1999 (soit 1 000 de plus que l'année précédente).

sur la réforme des lycées et le plan social étudiant. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, s'est bien gardé de dévoiler les grandes lignes de son budget. Il a néanmoins révélé que les différentes mesures du plan social étudiant seront étalées sur quatre ans, à raison d'un milliard et demi de francs par an.

hausse de 3,5 % du budget. Alors que Bercy souhaitait, en contrepartie, une réduction drastique des postes pour tenir compte de la diminution des effectifs scolaires, le ministre pourrait arracher quelques créations supplémentaires en faveur de la Seine-Saint-Denis, des départements d'outre-mer et des personnels administratifs.

des objectifs que j'ai fixés, c'est-à-dire la démocratisation de la culture, la réforme des écoles d'art et surtout la possibilité pour les institutions de consacrer une part de leur budget à leur programmation artistique. Elle a ajouté que l'engagement de consacrer à la culture 1 % du budget de l'Etat « sera atteint dans la législature ».

Environnement: la priorité affichée par Lionel Jospin, et en faveur de laquelle Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, plaide vigoureusement



# Le budget de la région Centre en passe d'être annulé

**CHARTRES**  
*de notre correspondant*  
« Il nous semble (...) que le budget publié par le président du conseil régional encourt, de façon certaine, l'annulation. » Cette conclusion sans équivoque, prononcée par le commissaire du gouvernement, Corinne Ledamoisel, mardi 7 juillet, devant le tribunal administratif d'Orléans, risque de sonner le glas des espoirs qu'avait placés Michel Sapin (PS), élu à la tête de l'exécutif, le 6 avril, dans la toute nouvelle procédure dite « 49-3 régional ».

À la tête d'une majorité relative de la gauche « plurielle » (33 élus sur 77), l'ancien ministre du budget avait cru, le 29 avril, pouvoir sortir d'une situation de blocage budgétaire, en s'appuyant sur la loi du 7 mars 1998. Au terme d'une session préparée dans l'urgence – la précédente majorité relative de droite n'avait pas voté de budget primitif avant les élections du 15 mars –, M. Sapin s'était, en effet, heurté à l'hostilité de la coalition réunissant la droite et l'extrême droite qui avait repoussé les deux seules décisions marquantes de la nouvelle majorité : maintien des taux d'imposition et lancement d'un plan de gratuité des manuels scolaires pour les lycéens.

« J'ai déposé de ne pas soumettre au vote de votre assemblée l'ensemble du budget tel qu'il a été modifié en recettes comme en dépenses, car ce budget n'est plus celui de l'exécutif et il n'est plus le budget de la majorité de cette assemblée », annonce alors M. Sapin. Il a pris conseil auprès de la direction des collectivités territoriales : la procédure du 49-3 régional peut s'appliquer en cas de vote de rejet du budget ou de non-adoption du budget à la date butoir du 30 avril. Cette direction du ministère de l'Intérieur croit utile d'ajouter : « Pour quelque raison que ce soit... Pour le président de la région Centre, ces six mots valent sésame. »

L'UDF dénonce « un déni de démocratie » et le Front national, un « coup de force ». La droite et l'extrême droite, séparément, saisissent la justice administrative. La thèse soutenue est commune : ce budget régional n'a pas été rejeté par un vote et il était matériellement possible de l'adopter avant la date fatidique du 30 avril.

**PAS DE BLOCAGE INSURMONTABLE**

Les conclusions de la commissaire du gouvernement vont dans ce sens : « L'esprit de la loi du 7 mars 1998 (...) n'est nullement de permettre à un président de passer outre une majorité qui se dégageait sur un vote de budget, même si ce budget n'est plus, par le jeu des amendements, celui initialement soumis à la délibération par l'exécutif régional. » Pour M. Ledamoisel, il n'y avait pas de « blocage institutionnel insurmontable » et M. Sapin ne peut « justifier du recours » à cette procédure. « En effet, ajoute-t-elle, il ne reconnaît et même ne proclame, c'est lui qui s'est opposé à un vote global, et par le seul motif que son résultat ne lui aurait pas convenu politiquement. Il allègue, certes, s'être trouvé devant le risque de voir voter un budget qui n'aurait pas été le sien, mais celui de l'opposition, dans une situation de blocage. » Selon elle, cette situation correspondait à « une impasse politique, qui nécessitait une réponse politique ».

Cette appréciation est confortée par le projet de loi approuvé en conseil des ministres, le 10 juin, qui tend à combler le flou entourant le 49-3 régional et à empêcher les détournements dont il pourrait faire l'objet. En rendant son jugement sur ce contentieux, jeudi 9 juillet, le tribunal administratif d'Orléans ouvrira aussi la jurisprudence sur l'usage de cette procédure éphémère et, peut-être, la voie à ses homologues franciliens. Le même scénario, qui doit également être examiné par la justice administrative, a en effet été utilisé au conseil régional d'Ile-de-France.

Luc Souriau

## Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF-Alliance de l'Assemblée nationale « Le président de la République peut intervenir sur les retraites »

L'ancien ministre estime que l'« immobilisme » du gouvernement remet en cause les droits sociaux des Français

Élu président du nouveau groupe UDF-Alliance de l'Assemblée nationale, après la sécession de la majorité des députés de Démocratie libérale, Philippe Douste-Blazy, quarante-cinq ans, député (Forces démocrates

« L'opposition est partagée entre les partisans d'une « opposition constructive » et les tenants d'une opposition plus systématique au gouvernement. Dans quel sens entendez-vous peser ? »

« Il faut inventer un nouveau type d'opposition, moderne, générale et constructive. Constructive : l'opposition doit à la fois faire venir à elle la majorité, comme sur les allocations familiales, et savoir reconnaître ce qui, dans l'action gouvernementale, va dans le sens de l'intérêt général. Exemple : la Nouvelle-Calédonie. L'opposition moderne, c'est une opposition collective, une équipe prête à gouverner la France et qui permette à tous ceux qui ont moins de quarante ans de se reconnaître en elle. »

« L'Alliance est-elle le bon cadre pour cette action collective ? »

« L'Alliance peut être le meilleur comme le pire. Il ne faut pas la résumer à un problème de personnes ni à un problème de structures. L'Alliance doit être, avant tout, un projet. Si elle n'est que la juxtaposition de chapelles, nous serons dans l'opposition pour très longtemps, enfermés dans le cercle vicieux de la défiance mutuelle. Il faut créer une dynamique. Celle-ci naîtra par les députés, puis par les militants, enfin par les citoyens. »

« L'opposition ne doit pas se contenter de réagir à l'actualité gouvernementale, mais proposer, anticiper. Nous devons avoir de

« européens de cœur » aux élections européennes de juin 1999, ce qui sous-entend qu'il ne croit guère à la possibilité d'une liste commune de l'opposition. Il estime que le dossier des retraites, sur lequel le gouverne-

« Il faut souhaiter une liste des européens de cœur. Sachons rester proches de nos convictions »

« Vous voulez réduire les impôts. Lesquels ? »

« Faut-il agir d'abord sur la fiscalité directe ou indirecte ? C'est un débat que nous aurons à trancher. A nos yeux, la priorité des priorités, c'est la réduction des charges sociales sur les bas salaires, sous condition de négociations des minima de branche. Il y a un autre débat essentiel : les retraites. Michel

« européens de cœur » aux élections européennes de juin 1999, ce qui sous-entend qu'il ne croit guère à la possibilité d'une liste commune de l'opposition. Il estime que le dossier des retraites, sur lequel le gouverne-

« Il faut souhaiter une liste des européens de cœur. Sachons rester proches de nos convictions »

« Vous voulez réduire les impôts. Lesquels ? »

« Faut-il agir d'abord sur la fiscalité directe ou indirecte ? C'est un débat que nous aurons à trancher. A nos yeux, la priorité des priorités, c'est la réduction des charges sociales sur les bas salaires, sous condition de négociations des minima de branche. Il y a un autre débat essentiel : les retraites. Michel

### Philippe Séguin reproche à Jean-Louis Debré de refuser L'Alliance

**LA COLÈRE** de Philippe Séguin couvait depuis longtemps, déjà. Mais, mardi 7 juillet, lors de la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, le président du mouvement gaulliste l'a laissé exploser. Ce jour-là « aurait dû » consacrer la première manifestation de l'Alliance, grâce à l'élection du président de l'intergroupe réunissant les députés RPR, UDF et DL. « Aurait dû », car le président du groupe RPR, Jean-Louis

« LA COLÈRE de Philippe Séguin couvait depuis longtemps, déjà. Mais, mardi 7 juillet, lors de la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, le président du mouvement gaulliste l'a laissé exploser. Ce jour-là « aurait dû » consacrer la première manifestation de l'Alliance, grâce à l'élection du président de l'intergroupe réunissant les députés RPR, UDF et DL. « Aurait dû », car le président du groupe RPR, Jean-Louis

« LA COLÈRE de Philippe Séguin couvait depuis longtemps, déjà. Mais, mardi 7 juillet, lors de la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, le président du mouvement gaulliste l'a laissé exploser. Ce jour-là « aurait dû » consacrer la première manifestation de l'Alliance, grâce à l'élection du président de l'intergroupe réunissant les députés RPR, UDF et DL. « Aurait dû », car le président du groupe RPR, Jean-Louis

« LA COLÈRE de Philippe Séguin couvait depuis longtemps, déjà. Mais, mardi 7 juillet, lors de la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, le président du mouvement gaulliste l'a laissé exploser. Ce jour-là « aurait dû » consacrer la première manifestation de l'Alliance, grâce à l'élection du président de l'intergroupe réunissant les députés RPR, UDF et DL. « Aurait dû », car le président du groupe RPR, Jean-Louis

« LA COLÈRE de Philippe Séguin couvait depuis longtemps, déjà. Mais, mardi 7 juillet, lors de la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, le président du mouvement gaulliste l'a laissé exploser. Ce jour-là « aurait dû » consacrer la première manifestation de l'Alliance, grâce à l'élection du président de l'intergroupe réunissant les députés RPR, UDF et DL. « Aurait dû », car le président du groupe RPR, Jean-Louis

« LA COLÈRE de Philippe Séguin couvait depuis longtemps, déjà. Mais, mardi 7 juillet, lors de la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, le président du mouvement gaulliste l'a laissé exploser. Ce jour-là « aurait dû » consacrer la première manifestation de l'Alliance, grâce à l'élection du président de l'intergroupe réunissant les députés RPR, UDF et DL. « Aurait dû », car le président du groupe RPR, Jean-Louis

### MM. Blanc et Soisson en voie de récupération par DL

**ILS SONT** toujours « tricornés », mais plus pour très longtemps. Jacques Blanc et Jean-Pierre Soisson, en vieux professionnels de la politique, n'ont jamais cru que leur mise à l'écart durerait plus d'un an, mais leur réintégration à toutes les chances d'être plus rapide encore que prévu. Toujours membres du groupe UDF de l'Assemblée, qui les a seulement interdits de parole après leur élection à la présidence des régions Languedoc-Roussillon et Bourgogne avec les voix du Front national, MM. Blanc et Soisson pourraient bien être récupérés à l'automne... par Démocratie libérale.

Alain Madelin et ses amis veulent « élargir la base » de DL et ces deux élus-là ne sont pas à négocier. Malgré, ou plutôt en raison même de leur alliance avec le FN : « La plupart de nos électeurs ne comprennent pas que l'on rejette les voix du FN », assurent les dirigeants de DL.

L'intérêt de MM. Blanc et Soisson est d'abord qu'ils ont des troupes parmi lesquelles les libéraux retrouvent chaque jour plusieurs dizaines de leurs propres fidèles. En Bourgogne, M. Soisson conti-

**ILS SONT** toujours « tricornés », mais plus pour très longtemps. Jacques Blanc et Jean-Pierre Soisson, en vieux professionnels de la politique, n'ont jamais cru que leur mise à l'écart durerait plus d'un an, mais leur réintégration à toutes les chances d'être plus rapide encore que prévu. Toujours membres du groupe UDF de l'Assemblée, qui les a seulement interdits de parole après leur élection à la présidence des régions Languedoc-Roussillon et Bourgogne avec les voix du Front national, MM. Blanc et Soisson pourraient bien être récupérés à l'automne... par Démocratie libérale.

Alain Madelin et ses amis veulent « élargir la base » de DL et ces deux élus-là ne sont pas à négocier. Malgré, ou plutôt en raison même de leur alliance avec le FN : « La plupart de nos électeurs ne comprennent pas que l'on rejette les voix du FN », assurent les dirigeants de DL.

L'intérêt de MM. Blanc et Soisson est d'abord qu'ils ont des troupes parmi lesquelles les libéraux retrouvent chaque jour plusieurs dizaines de leurs propres fidèles. En Bourgogne, M. Soisson conti-

**ILS SONT** toujours « tricornés », mais plus pour très longtemps. Jacques Blanc et Jean-Pierre Soisson, en vieux professionnels de la politique, n'ont jamais cru que leur mise à l'écart durerait plus d'un an, mais leur réintégration à toutes les chances d'être plus rapide encore que prévu. Toujours membres du groupe UDF de l'Assemblée, qui les a seulement interdits de parole après leur élection à la présidence des régions Languedoc-Roussillon et Bourgogne avec les voix du Front national, MM. Blanc et Soisson pourraient bien être récupérés à l'automne... par Démocratie libérale.

Alain Madelin et ses amis veulent « élargir la base » de DL et ces deux élus-là ne sont pas à négocier. Malgré, ou plutôt en raison même de leur alliance avec le FN : « La plupart de nos électeurs ne comprennent pas que l'on rejette les voix du FN », assurent les dirigeants de DL.

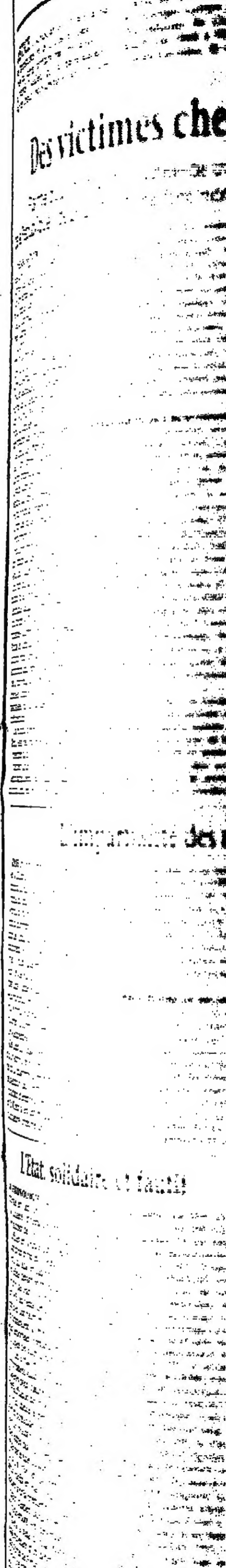
L'intérêt de MM. Blanc et Soisson est d'abord qu'ils ont des troupes parmi lesquelles les libéraux retrouvent chaque jour plusieurs dizaines de leurs propres fidèles. En Bourgogne, M. Soisson conti-

### Nouveau différend entre M. Tiberi et M. Toubon au Conseil de Paris

**À QUI IMPUTER** la « faute politique » du rejet, par le Conseil de Paris, mardi 7 juillet, d'une aide de 60 millions de francs à la RATP pour équiper ses autobus diesel d'un système de dépollution ? Forci d'avoir été mis en minorité sur cette mesure, Jean Tiberi et ses amis ont tour à tour accusé la gauche, le groupe présidé par Jacques Toubon, et même l'élu écologiste du 13<sup>e</sup> arrondissement, Laure Scheiner, d'être des « pol- »

**À QUI IMPUTER** la « faute politique » du rejet, par le Conseil de Paris, mardi 7 juillet, d'une aide de 60 millions de francs à la RATP pour équiper ses autobus diesel d'un système de dépollution ? Forci d'avoir été mis en minorité sur cette mesure, Jean Tiberi et ses amis ont tour à tour accusé la gauche, le groupe présidé par Jacques Toubon, et même l'élu écologiste du 13<sup>e</sup> arrondissement, Laure Scheiner, d'être des « pol- »

**À QUI IMPUTER** la « faute politique » du rejet, par le Conseil de Paris, mardi 7 juillet, d'une aide de 60 millions de francs à la RATP pour équiper ses autobus diesel d'un système de dépollution ? Forci d'avoir été mis en minorité sur cette mesure, Jean Tiberi et ses amis ont tour à tour accusé la gauche, le groupe présidé par Jacques Toubon, et même l'élu écologiste du 13<sup>e</sup> arrondissement, Laure Scheiner, d'être des « pol- »





مركز الاملا

Le maire de Propriano condamné à quatre mois de prison avec sursis

LE MAIRE RPR de Propriano (Corse-du-Sud), Emile Mocchi, a été condamné, mardi 7 juillet, à quatre mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende pour « détournement de fonds publics » par le tribunal correctionnel d'Ajaccio.

Mise en place de la « commission Galabert » sur les sans-papiers

LE MINISTRE de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, doit installer, jeudi 9 juillet, la « commission consultative » créée par le gouvernement pour préciser les critères de régularisation des sans-papiers.

■ AFFAIRES : l'amende imposée à Christian Nucchi, l'ancien ministre socialiste de la coopération impliqué dans le scandale du Carrefour du développement, est en cours de versement par mensualités.

■ SECTES : l'association internationale des Témoins de Jéhovah s'est offert une pleine page de publicité, dans le Herald Tribune du mercredi 8 juillet, pour protester contre le redressement que le fisc français réclame à ses adhérents (300 millions de francs).

■ CROIX-ROUGE : le footballeur français David Ginola va devenir la nouvelle figure emblématique de la campagne d'interdiction des mines antipersonnel de la Croix-Rouge internationale.

■ BANLIEUES : un lieutenant de police a été gravement blessé, vendredi 3 juillet, à Sucy-en-Brie (Val-de-Marne), en intervenant dans une bagarre entre jeunes gens.

Mme Royal présente vingt propositions pour rénover la politique éducative des collèges

Ces mesures émanent d'un audit établi par le sociologue François Dubet

La synthèse de l'audit sur les collèges, dévoilée « maillon faible » du système éducatif. Elle souligne aussi la nuisance des « classes de niveau » dans le bon fonctionnement des établissements et retient l'idée, déjà prônée par François Bayrou, de mettre en place des études dirigées pour venir en aide aux élèves en difficulté.

APRÈS le lycée, le collège. Ségolène Royal a présenté à la presse, mercredi 8 juillet, une synthèse de l'audit sur les collèges qu'elle avait commandé, début mai, au sociologue François Dubet.

Le texte souligne ensuite combien la fabrication de « classes de niveau » est préjudiciable à l'ensemble du fonctionnement du collège.

Le ministre délégué à l'enseignement scolaire a jugé que ce document, pouvait constituer une base acceptable de discussions avec les organisations syndicales et les fédérations de parents.

Elles estiment toutefois que le texte de Claude Allègre « manque de clarté et de volontarisme ». Elles préfèrent s'appuyer sur le rapport Meirieu qui comporte, selon Jean-Luc Ville-neuve, secrétaire général du SGEN-CFDT, « des leviers fondamentaux de changement » en matière d'allègement des programmes, d'accompagnement personnalisé des élèves, d'éducation à la citoyenneté et de travail des enseignants en équipe.

M. Allègre ouvre de nouvelles discussions sur la réforme des lycées

APRÈS les sénateurs, les députés de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale souhaitent l'organisation, à la rentrée, d'un débat sur la réforme des lycées et le plan social éducatif (Le Monde du 3 juillet).

Au cours de la discussion, Claude Allègre s'est efforcé de répondre aux critiques exprimées par Guy Hermyer (PCF-Bouches-du-Rhône).

« D'ores et déjà, le soutien de plusieurs d'entre elles lui est acquis. Parce qu'ils ont « une volonté commune de voir aboutir la rénovation du lycée », la FEN, le SGEN-CFDT, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), l'Union nationale lycéenne (UNL) ont, lors d'une confé-

rence de presse, demandé au gouvernement « d'agir rapidement ». Comme l'a indiqué Georges Dupont-Lahitte, président de la FCPE, « il n'est pas possible d'avoir engagé le travail de fond de la consultation et du colloque de Lyon et de laisser les choses en l'état ».

CARNET

Naissances

Jacques et Suzel de LANVERSIN ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils.

Carl, au foyer de Emmanuel et Inka de LANVERSIN. Saint-Maximin, Paris, le 24 juin 1998.

Adeline et Yves-Bernard FOGEL, Arthur et Nicolas, ont la joie d'annoncer les naissances de Emma et Louise.

le 1<sup>er</sup> juillet 1998. 5, rue de l'Évière, 49100 Angers.

Didier et Shirley BARDON ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille.

Marielle, le 2 juillet 1998. 4812 Shoal Creek bid, 78756 Austin (Texas) USA.

Anniversaires de naissance - 14 juillet 1789. Prise de la Bastille. 9 juillet 1978. Prise d'une grande place dans nos cœurs. 9 juillet 1998. Notre « petite »

Déborah, a vingt ans. « Le Monde » l'écrira. Maysee et Edward le croient.

- 8 juillet 1978 - 8 juillet 1998. Marianne. « This come kiss me, sweet and twenty... »

Anniversaires de mariage

Geneviève, trente ans déjà ! Geneviève, trente ans encore ? Gérard.

Félicitations - Engruy-sur-Oise, le 6 juillet 1998. Jean-Claude, Danièle, Thomas, Emmanuelle et Lily félicitent Clémence, pour sa brillante réussite au bac.

Décès - Josiane Dabi, son épouse. Frédéric, Olivier et Alexandre Dabi, ses fils. Gilbert et Armand Dabi, Cécile Pérez, ses frères et sa sœur. Toute sa famille. Et ses amis.

André DABI, survécu le 7 juillet 1998. Les obsèques auront lieu ce mercredi 8 juillet, à 15 heures, au cimetière intercommunal de Clamart, 108, rue de la Porte-de-Trénavaux (Hauts-de-Seine).

2, rue de l'Égalité, 95630 Boissy-F-Aillerie.

- Cyrille Freiermuth, son fils. Jean Freiermuth, son père. Annie Pous, sa femme, ses amis, ont la douleur de faire part du décès subi de Jean-Claude FREIERMUTH, le 27 juin 1998, à cinquante et un ans.

La crémation aura lieu au Père-Lachaise, le jeudi 9 juillet, à 9 h 15.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30

- M. et M<sup>me</sup> Michel Bousquet, M<sup>me</sup> Françoise Bousquet, M<sup>me</sup> Claire Bousquet, M. et M<sup>me</sup> Bernard Bousquet, M. et M<sup>me</sup> Hans Auerberg, M<sup>me</sup> Marie-Claude Bousquet, M. et M<sup>me</sup> Laurent Bousquet, M. et M<sup>me</sup> Olivier Bousquet, M. Alain Bousquet et M<sup>me</sup> Sylvie Gaillon, M. et M<sup>me</sup> Ron White, M<sup>me</sup> Martine Bousquet, ses enfants, ses petits-enfants et son arrière-petit-fils.

M. et M<sup>me</sup> René Lévy et leurs enfants. M<sup>me</sup> Isabelle Gaudemard, ses beaux-enfants, M<sup>me</sup> Collette Bousquet, M<sup>me</sup> Valérie Bousquet, M<sup>me</sup> Christine Maisonnieu, M. et M<sup>me</sup> Benoit Crea, ses beau-frère et belles-sœurs, Ses neveux et nièces, Tous ses parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger BOUSQUET, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu à Fontaine, le 6 juillet 1998, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 juillet, à 10 h 30, en l'église de Boissy-F-Aillerie, suivie de l'inhumation au cimetière de Boissy-F-Aillerie.

2, rue de l'Égalité, 95630 Boissy-F-Aillerie.

- M. et M<sup>me</sup> Roger PILON, née du GARDIN, officier dans l'ordre national du Mérite, survécu le 5 juillet 1998, munie des sacrements de l'Église.

De la part de ses enfants et petits-enfants. Les obsèques auront lieu le jeudi 9 juillet 1998, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas du Charbonnet, rue des Bernardins, Paris-5<sup>e</sup>.

- Le docteur Anne Blanchard-Rémond, son épouse. Jean Gustave, Anne-Charlotte et Carole Rémond, Didier, Arthur et Renaud Perrin, ses enfants et petits-enfants. Ses sœurs. Toute sa famille et ses proches, ont la tristesse de faire part de la mort du docteur Antoine RÉMOND, directeur de recherche au CNRS, le 5 juillet 1998, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

L'inhumation a eu lieu à Corbie (Somme), dans l'intimité familiale.

Une messe sera dite en l'église Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital, Paris-13<sup>e</sup>, le samedi 11 juillet, à 11 heures.

Il était l'un des fondateurs de l'électroencéphalographie, pionnier de la recherche en neurophysiologie humaine. Ses travaux avaient un retentissement international. Il était à l'origine de la fondation de nombreuses sociétés savantes. Cet avis tient lieu de faire-part. M<sup>me</sup> Anne Blanchard-Rémond, 6, rue Scipion, 75005 Paris.

- Ses parents et amis ont le regret d'annoncer le décès, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, de M. Jean WEINBACH, ancien élève de l'École polytechnique, survenu le 3 juillet 1998.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 7 juillet, à Thiers-sur-Yèvre. M. et M<sup>me</sup> Jean Welling, 6, rue Amyot, 75005 Paris.

Remerciements - Niort. Le conseil d'administration, la direction, l'ensemble des militants et des salariés de la MAIF, remercient toutes celles et tous ceux qui ont témoigné de leur soutien et de leur sympathie à la suite du tragique accident, survenu le 1<sup>er</sup> juillet 1998, qui a coûté la vie à Pierre AILLO, Alain BONTEAN, Pierre FACHAN, Didier MERLET et Alain VERGNET.

Anniversaires de décès - Ivan DEÏDDA, 9 juillet 1996. Ceux qui l'ont connu s'associeront, ce jour, au souvenir de sa mémoire par la pensée, par un morceau de musique ou par un silence posé sur le vide. Christiane, Claire, Jane, Marguerite, Patrick, Richard. - 9 juillet 1980. Christian Luc HETRICK. Il est toujours en ceux qui l'aiment. Stéphane. déjà quatre ans. Mais « C'est qu'un aime ne meurt pas. » J. Green.

Communications diverses - Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-5<sup>e</sup>, jeudi 9 juillet, à 20 h 30. « Les Indépendants » (édition de Scott) par Daniel Bérenson. Tél. : 01-42-71-68-15.

CARNET DU MONDE - TARIFS 98
TARIF à la ligne
DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS, TARIF ABONNÉS 109 F HT
NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 500 F TTC
THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT
COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter
01.42.17.39.80 - Fax : 01.42.17.21.36
01.42.17.29.96

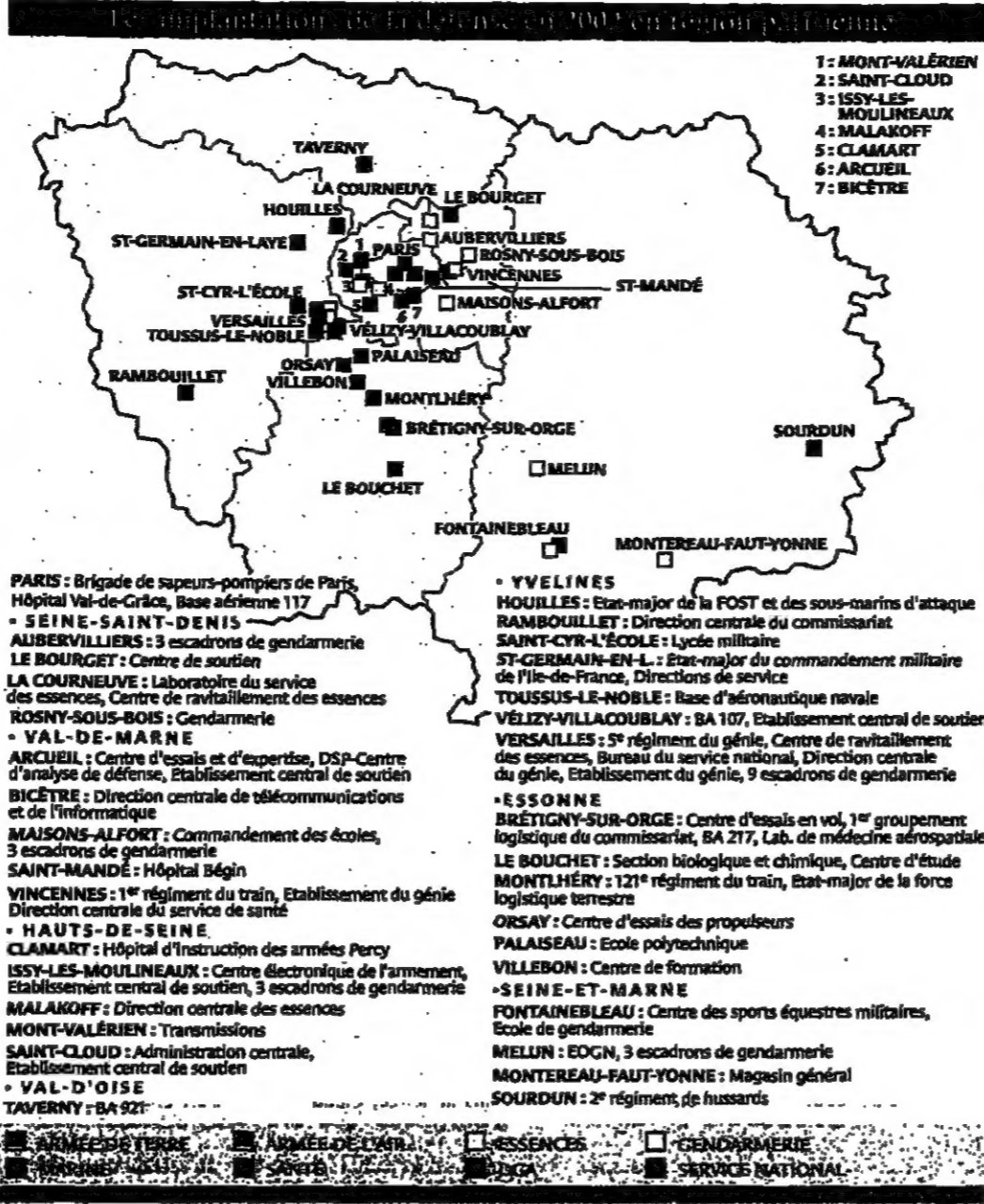


La restructuration des armées provoquera la suppression de 6 000 emplois

Plus de la moitié des régions gagneront des effectifs en 2002. Mais l'Ile-de-France et la Normandie subissent des pertes sévères. Par ailleurs, les salariés de GIAT Industries ont manifesté contre le projet de fermeture de trois usines, dans le Loir-et-Cher, la Sarthe et l'Ille-et-Vilaine

propositions... sociologue François Dubet... et surtout : idée, deux promoteurs par région...

sur la réforme des lycées... Les nouvelles mesures sont des fermetures pures et simples, des fusions suivies de regroupements...



des armées René-Le Bas à l'hôpital Louis-Pasteur. En Haute-Normandie, les deux mesures les plus sévères sont la dissolution, à Evreux, de l'escadron Astarté (140 emplois) et celle, à Rouen, des éléments du matériel et du génie (une centaine de postes). De même, en Ile-de-France...

PAS MOINS de 935 implantations militaires en France sont visées par le plan de restructuration des armées et de leurs services que le ministre de la défense, Alain Richard, a présenté, mardi 7 juillet, aux parlementaires et aux syndicats après l'avoir fait entériner, la veille, par un comité interministériel (Le Monde du 8 juillet). Au total, quelque 19 000 emplois, civils et militaires, seront supprimés d'ici à 2002 et partiellement compensés par l'ouverture de 13 000 postes nouveaux.

GIAT Industries s'appête à fermer trois usines

LE CONSEIL d'administration de GIAT Industries a été sérieusement perturbé, mardi 7 juillet, à Satory (Yvelines) lors de l'annonce, en l'absence des administrateurs salariés, du « plan stratégique, économique et social » du groupe public d'armement terrestre (lire ci-dessous). Des manifestations ont également eu lieu dans plusieurs villes de province où se trouvent des usines du groupe, notamment à Tarbes, Toulon, Bourges, Saint-Etienne, Roanne et Bourges. Ce plan, qui sera présenté, vendredi 10 juillet, au comité central d'entreprise, succède à un plan précédent, dit de « retour à l'équilibre », qui continuera de produire ses effets jusqu'à la fin de l'année, avec 430 départs, et aura fait tomber les effectifs globaux à 10 300 salariés début 1999.

Invités à suivre une formation longue. Trois des quatre sites de GIAT Industries sont appelés à disparaître. D'abord, celui du Mans (Sarthe), avec ses 130 emplois. Ensuite, celui de Salbris (Loir-et-Cher), avec ses 160 postes. La fabrication à Salbris des munitions de gros calibre sera transférée sur le site voisin de La Chapelle-Saint-Ursin, qui dépend de la filiale Luchaire. Enfin, le site de Rennes, où 270 salariés sont spécialisés dans la production de douilles, est menacé de fermeture si un partenaire n'est pas trouvé pour s'associer à ses activités.

Un conseil d'administration chahuté. MARDI 7 juillet, le conseil d'administration de GIAT Industries, devant lequel devait être présenté le plan de restructuration, s'est déroulé dans un climat houleux et s'est achevé dans la plus grande confusion en début d'après-midi. Vers 9 heures, 150 manifestants, venus par cars du site de Rennes (Ille-et-Vilaine), ont rejoint, devant le siège de l'entreprise à Versailles-Satory (Yvelines), quelques centaines de salariés du Mans (Sarthe) et de Satory. Les 400 à 500 manifestants, qui brandissaient des drapeaux rouges et avançaient sur des accords de musique bretonne, redoublés par le son de cornes de brume et les claquements de pétards, ont gagné le bâtiment de la direction distant de 500 mètres de l'entrée principale. Hissant au passage le drapeau breton à la place de l'oriflamme du GIAT, entre le drapeau français et celui de l'Europe, ils se sont ensuite introduits dans le siège pour investir la salle où devait se tenir la réunion du conseil d'administration.

RESEAUX PARALLELES ET RAISON D'ETAT. Il rend accessible au plus grand nombre par un récit fourmillant d'anecdotes et de savoureux dialogues, une politique étrangère qui laisse trop souvent les français indifférents. Christine Clerc, Le Figaro. Fournissant de détails et passant en revue tous les dossiers, l'ouvrage démontre notamment comment en mai 95, les « diplomates » d'Alain Juppé se sont emparés des postes clés à l'Élysée et à Matignon. Gilles Delafont, Le Journal du Dimanche. La diplomatie de Jacques Chirac repose sur un malentendu : celui du retour à la grandeur gaulloise d'une France ayant perdu son rang. On ne peut pas être et avoir été ! Jean Guisnel, Le Point.

LE MONDE - TARIFS 98... à la page... ABONNEMENTS... LE MONDE - 100 pages

HORIZONS

ENQUÊTE

# La nouvelle révolte des Indiens d'Amérique

**Un peuple martyrisé peut-il être spolié une seconde fois ? Alors qu'une partie des tribus connaissent une renaissance grâce à l'argent des casinos, c'est la souveraineté indienne qui est aujourd'hui menacée : certains prétendent que le concept de « nations indiennes » est archaïque à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Or, face au « nouveau Custer », le vieux rêve de l'union sacrée reste une gageure. Voyage parmi des nations indiennes en colère...**

**D**ANS les tribus, l'homme qui fait lever l'étendard de la révolte indienne est affublé de deux sobriquets : « Kit Carson » et « Le Nouveau Custer ». L'histoire crédite le premier d'avoir capturé « plus de 10 000 Indiens ». Quant au second, il fut l'ennemi juré des Sioux massacrés avec tous ses soldats, en 1876, à la bataille de Little Big Horn. C'est dire que le sénateur républicain Slade Gorton n'est pas considéré comme l'ami des quelque 2 millions d'Américains-Indiens, ces natives dont la population martyrisée avait été réduite, au début du siècle, à 250 000 âmes.

A l'observer, ce matin de mai, dans une salle du Congrès, il est difficile d'imaginer que le sénateur de l'Etat du Washington est le père d'une machine de guerre visant à remettre en cause la souveraineté des nations indiennes, avec son projet de loi N° 1691 sur l'« égalité devant la justice » des Américains-Indiens. C'est un homme ascétique, au regard doux et à la voix monocorde, qui fait penser à un recteur. En réalité, ce chrétien de l'Eglise épiscopale est le croisé d'une certaine idée de la justice. Depuis les années 70, il n'a cessé de contester dans les prétoires les « privilèges » indiens.

Son combat, il le poursuit aujourd'hui en échangeant d'acides flèches de rhétorique avec le sénateur Ben « Nighthorse » Campbell, président de la commission des affaires indiennes. Membres du même parti, les deux hommes ne s'aiment guère. Sénateur du Colorado, le second est un Cheyenne originaire du Montana. Son arrière-grand-père, Black Horse, était présent à Little Big Horn. Avec ses cheveux en queue de cheval, ses pantalons de cuir et sa Harley-Davidson, il ne cherche nullement à fondre sa différence dans la grisaille parlementaire. Il lui arrive même de penser qu'il sert d'alibi aux remords de l'Amérique blanche : « Un Indien au Congrès, dit-il, c'est un mauvais chiffre. Il devrait y en avoir bien plus, ou aucun. »

Leur dialogue, comme à l'accoutumée, est stérile. Le sénateur du Washington a posé les questions convenues : « A la veille du XXI<sup>e</sup> siècle, peut-il y avoir, sous la bannière américaine, des "gouvernements" irresponsables de leurs actions ? Une minorité d'individus peut-elle ignorer les préoccupations de la majorité de ses voisins ? » Le sénateur du Colorado a répliqué : les gouvernements tribaux exercent une forme de souveraineté qui n'est pas différente de celle des Etats et de l'administration fédérale. L'immunité dont ils bénéficient contre d'éventuelles actions en justice, ainsi que les avantages fiscaux dont ils profitent - les revenus d'une tribu, y compris ceux des casinos, sont exempts de taxes ; les Indiens, à condition qu'ils vivent sur la réserve, ne paient pas d'impôts locaux mais acquittent l'impôt sur le revenu -, résultent de leur statut d'entités tribales dotées de gouvernements souverains et autonomes.

Ce statut est inscrit dans la Constitution. Il a fait l'objet de traités avec le gouvernement des Etats-Unis (370 ont été ratifiés par le Congrès), sans compter plusieurs décisions de la Cour suprême. Le sénateur Gorton a hoché la tête en souriant, peu ébranlé dans sa logique...

C Street, Washington, au ministère de l'Intérieur, le Bureau des affaires indiennes (BIA) : une administration forte de 12 000 fonctionnaires et dotée d'un budget de 1,6 milliard de dollars. Ce jour-là, une cinquantaine de personnes assistent à l'inauguration de la salle

du personnel. Les fresques naïves, œuvres de six artistes indiens, rappellent la chasse, la guerre, la vie quotidienne des anciennes tribus.

Un chant guttural s'est élevé, rythmé par le son du tambour. Un *« médecine man »* de la tribu des Crow's a demandé au Grand Esprit de bénir les lieux. Au premier rang de l'assistance recueillie se tient Kevin Gover, le sous-secrétaire à l'Intérieur chargé des affaires indiennes. Costume gris et queue de cheval, c'est un Pawnee de l'Oklahoma. En aparté, il affirme qu'il s'opposera aux visées du sénateur Gorton, même s'il comprend que ce « Nouveau Custer » est le porte-parole de frustrations locales, nées d'une certaine renaissance financière indienne. « Les seuls progrès que les tribus ont obtenus depuis un siècle, c'est lorsque la loi américaine s'est appuyée sur la structure tribale. »

D'après Kevin Gover, le sénateur Gorton et ses partisans veulent changer le pacte historique entre le gouvernement des Etats-Unis et les tribus. « Ils essaient de montrer que, dans les circonstances actuelles, la souveraineté indienne n'est plus un concept viable. Or le gouvernement n'a jamais poursuivi une politique de respect de la souveraineté indienne. » Les Indiens, en 1998, ont-ils plus de raisons que par le passé de croire en la parole du gouvernement américain ?

Pendant cent cinquante ans, l'administration fédérale a utilisé tous les discours, toutes les tactiques : la guerre, des traités léonins ou bafoués, la rélegation dans les réserves, la déportation, les terres spoliées, morcelées, l'interdiction des langues indiennes, des religions et des coutumes, la discrimination économique. Puis, comme s'il s'agissait de réparer tant de préjudices, la loi de 1988 a autorisé l'ouverture de casinos en terres indiennes, sur la base d'un accord (le *compact*) avec les autorités de chaque Etat. Aujourd'hui, les 554 tribus indiennes n'ont plus confiance. Elles savent que le sénateur Gorton est le héros d'une certaine Amérique revancharde.

S'il échoue, il reviendra à la charge. D'autres projets de loi visent à porter le fer dans la souveraineté indienne. Au-delà, c'est l'argent des casinos, ce « nouveau bison » de la renaissance d'un peuple massacré, qui est convoité. Les tribus ont donc pris peur. Elles tentent de se mobiliser face à l'ennemi commun, sachant leur identité de nouveau menacée, conscientes des risques de faillite. 10 500 kilomètres d'un voyage aérien d'est en ouest, du sud au nord nous ont conduits à la rencontre de ces « nations indiennes » qui cohabitent dans le creuset de la nation américaine.

## 1. LES PEQUOTS, UNE TRIBU DE NOUVEAUX RICHES

**L**E trouble est peut-être venu d'eux et de leurs casinos transpirant de dollars. C'est ici, sur le territoire des Pequots de Mashantucket, dans l'Etat du Connecticut, que le poison de la jalousie a refait son apparition au cœur des Blancs : ces (nouveaux) « riches indiens » exemptés d'impôts ! C'est vrai qu'il y a chez Richard « Skip » Hayward une façon un peu provocante de vous lancer comme un défi le montant de son salaire annuel - 1,5 million de dollars (9,3 millions de francs) -, même s'il rappelle très vite qu'au début des années 80 il fut le premier salarié de la tribu, avec tout juste 1 500 dollars par mois.

Bien sûr qu'il a fallu courage et force d'âme à « Skip » et aux 530 Pequots, pour bâtir, « après trois cents ans de lutte », ce début

gouvernement de Hartford empoché au moins 160 millions de dollars par an, et les « Fox people » assurent un emploi à plus de 11 300 personnes.

Pour le reste, comme dans la plupart des tribus, les Pequots imposent une stricte loi du silence financière : Skip Hayward se refuse à confirmer un bénéfice annuel de plus de 1 milliard de dollars, tout comme il reste muet à propos du montant de la prime d'intéressement versée aux seuls employés natives. Mais les « visages pâles » n'ont pas à se plaindre : en moyenne, les salaires de Foxwoods sont 30 % plus élevés qu'ailleurs. En échange, pas de syndicats et pas de recours auprès de l'Etat ou du gouvernement fédéral. Quant aux tribunaux tribaux, ils rendent, bien sûr, une justice... indienne. C'est pour de telles « anomalies » que certains sénateurs de Washington veulent remettre en cause le statu quo indien.

**« Certains, au Congrès, ne veulent pas du progrès indien. Pour eux, nous devons rester des citoyens de seconde zone. Nous ne voulons plus être dépendants des programmes fédéraux. Les Indiens ont été trop longtemps relégués aux marges de la société, avec leur voix trop faible et leurs ressources trop limitées pour se faire entendre »**

d'empire industriel dont le Foxwoods Casino Resort est le fleuron le plus visible. Il dresse ses toits turquoise de château à la Disney au-dessus du vert intense de la forêt, comme un rêve excessif de milliardaire. Qu'importe : les patriotes de Nouvelle-Angleterre ne fréquentent pas Foxwoods, le plus grand et le plus lucratif casino de l'Amérique. Plus de 40 000 personnes se pressent quotidiennement devant les 5 567 machines à sous et les 370 tables de jeu. Beaucoup viennent de New York et Boston, pour ce tête-à-tête halluciné avec des rangées de machines brytantes qui scintillent comme des arbres de Noël.

La réserve indienne s'étend sur 325 hectares, non loin de la frontière de l'Etat du Rhode Island. C'est une enclave de droit indien, un paradis fiscal pour les Pequots. « Nos accords, explique Skip, prévoient que nous versons 25 % de nos revenus à l'Etat du Connecticut, en échange de l'exclusivité du jeu : personne n'a donc intérêt à remettre en cause le statu quo. » En effet, le

Pourtant, les Pequots, comme d'autres tribus riches, prennent leurs précautions : ils rémunèrent, à Washington, une équipe de lobbyistes chargés de défendre leurs intérêts. Lors des élections de 1996, les contributions d'origine indienne au Parti démocrate ont atteint quelque 2 millions de dollars. Depuis, dans les tribus, on sait que l'administration fédérale est prête à aider les Indiens, en particulier ceux qui aident le parti du président. Mais l'argent des casinos ne peut tout acheter. La tribu des Prairie Island, dans le Minnesota, en fait l'amère expérience.

## 2. DES FUMÉES NUCLÉAIRES SUR LA PRAIRIE

**A** l'origine, ils s'appelaient les *Mdewakantons*, « ceux qui sont nés sur les eaux ». L'histoire de leurs relations avec les « colons blancs » est une triste mélodie où les récits des massacres succèdent à ceux des pro-

messes trahies. Déportés, ils revinrent une poignée, à partir de 1880, pour s'établir sur les 215 hectares que le gouvernement fédéral leur concéda sur Prairie Island, cette île du Mississippi. « Nous étions pauvres, sans emploi. Nous dansions et vendions de l'artisanat. Mais notre culture renaissait, nous étions de nouveau chez nous. » C'est alors, en 1968, que la compagnie Northern States Power (NSP) construisit une centrale nucléaire à une portée de flèche de la réserve.

« Nous ne fûmes ni consultés ni indemnisés. Des emplois furent promis, rien ne vint. » L'avenir des 577 Indiens de la communauté des Prairie Islands apparaissait sombre. Du moins jusqu'à la création, en 1984, du *Treasure Island Bingo*. Le « nouveau bison » était né, explique Darrell Campbell, porte-parole du conseil tribal. « Nous n'étions plus des sales Indiens avec leurs squaws. Nous avions échappé à la fatalité selon laquelle les Indiens ne pouvaient faire partie du rêve américain. » Mais la centrale émettait toujours là, crachant sur l'horizon d'épaisse et inquiétantes fumées blanches.

« Avec l'accumulation des déchets nucléaires, nous avons commencé à noter un taux anormal de cas de cancers parmi les nôtres. » Aujourd'hui, les Prairie Islands ne supportent plus l'idée que leur modeste renaissance financière soit à la merci d'un accident nucléaire. « Les traités ont fait du Congrès le garant des droits des tribus : il doit nous protéger. Certains disent que nous n'investissons pas dans le casino si nous étions vraiment inquiets. Ce qu'ils ne comprennent pas, souligne Darrell Campbell, c'est que nous n'avons qu'une seule réserve, nous ne pouvons pas partir ! »

Paradoxalement, la menace de l'atome apparaît à certains comme une aubaine. Dans l'Utah, la minuscule tribu des Goshutes (100 membres) même un après combat pour accueillir un entrepôt de déchets nucléaires dans la désertique Skull Valley, moyennant, bien sûr, un loyer... Le gouvernement de l'Etat a poussé des hauts cris, mais Leon Bear, chef des Goshutes, n'en démord pas : « Nous sommes une nation souveraine et nous utilisons notre souveraineté pour attirer le seul business qui veuille s'implanter chez nous. » Telle est la faiblesse historique des nations indiennes : la nature et la chance ont engendré l'inégalité entre tribus. Encore qu'il ne faille pas parler de hasard aux industriels Choctaws...

## 3. INDUSTRIELUX CHOCTAWS

**C**HOCTAWS : « Tribu heureuse et travailleuse du Mississippi, déterminée à défendre ses acquis. » Ce soir-là, dans un salon du Silver Star Casino, où se presse la bonne société du comté de Neshoba, Phillip Martin, chef des Choctaws, met les points sur les « i » : « Certains, au Congrès, ne veulent pas du progrès indien. Pour eux, nous devons rester des citoyens de seconde zone. Nous ne voulons plus être dépendants des programmes fédéraux. Les Indiens ont été trop longtemps relégués aux marges de la société, avec leur voix trop faible et leurs ressources trop limitées pour se faire entendre. »

En 1830, le gouvernement du président Andrew Jackson a presque réussi à anéantir les Choctaws, obligeant la tribu à emprunter la « piste des larmes », ce chemin de l'exil vers l'Oklahoma. Une poignée d'irréductibles est restée, pour connaître cent cinquante ans de pauvreté. Jusqu'en 1971, 75 % des hommes et femmes d'âge adulte étaient sans travail, et les subventions fédérales constituaient 98 % des moyens de subsistance de la tribu. Aujourd'hui, le taux de chômage ne dépasse pas 4 %, et le chef, Martin, est à la tête



Blackhills Crazy Horse, mémorial indien dans le Dakota du Sud.

مركز من لاصح



Plus de 40 000 personnes se pressent quotidiennement devant les 5 567 machines à sous et les 370 tables de jeu de Foxwoods Casino Resort, fleur de l'empire industriel des Pégouts, dans le Connecticut.

d'un véritable groupe industriel: une dizaine d'usines, un casino employant 2 000 personnes, un golf, un hôtel de 500 chambres.

La presse parle du « miracle choctaw », fruit du travail, de la persévérance et d'une gestion économe, des vertus qui conviennent bien à ce coin de la Bible Belt protestante des Etats du Sud. « Si nous perdons notre souveraineté », insiste Philip Martin, tous nos efforts de développement seront réduits à néant. Pourquoi le Congrès veut-il saboter la réussite indienne ? » La suppression des avantages fiscaux aurait pour effet d'imposer une taxe de 35 % sur le chiffre d'affaires de la tribu, et de faire fuir les investisseurs privés.

Mais les fruits de cette réussite sont-ils partagés ? « Il n'existe aucun mécanisme de solidarité au niveau national, reconnaît le chef des Choctaws, chaque tribu se débrouille comme elle peut. C'est vrai, ce serait une bonne idée de créer une banque indienne, qui prêterait aux tribus pauvres. L'absence de solidarité entre tribus... Le rêve de Tecumseh, héros du panindianisme, est mort avec lui, en 1813. La Californie offre une illustration de ce chacun pour soi. En appliquant le vieux principe « diviser pour régner », le gouverneur républicain Pete Wilson est devenu l'agent objectif du sénateur Slade Gorton. Et, ajoutent les Indiens, des puissants intérêts financiers des casinos de Las Vegas.

4. LES CALIFORNIENS CONTRE « VEGAS »

ILS ont l'inimitable look des Californiens. Impassibles sous le soleil, ils sont une demi-douzaine à attendre sur le tarmac de l'aéroport d'Ontario, devant leurs 4 x 4 flambant neufs. Cheveux de jais en queue de cheval, chemises, pantalons, boots et lunettes également noirs. Les Pechangas, ou Luiseno Mission Indians, sont l'une des 105 tribus de Californie, établie « depuis plus de dix mille ans » à Temecula, entre Los Angeles et San Diego. Leur chef, Mark Macarro, trente-quatre ans, n'est pas loin d'avoir détecté la hache de guerre : « Nous savions que la bataille devait avoir lieu. Ici, le vieux concept des guerriers indiens est bien vivant. Nos ennemis sont le Congrès, Slade Gorton et Pete Wilson, et surtout les casinos du Nevada. Toutes les tribus nous regardent, car ce qui se passe en Californie aura une influence dans tout le pays. »

Il était une fois la modeste tribu des Indiens Palas, qui habite à moins de 10 kilomètres de la réserve des Pechangas. Autant dire qu'ils en étaient les cousins depuis des lustres. Les 1 200 Pechangas prospèrent grâce à l'argent de leur casino, nourrissant la jalousie des pauvres Palas. « Pourquoi ? Pete Wilson achève en novembre son deuxième mandat et il n'est pas rééligible. En revanche, on lui prête l'intention de brigner l'investi-

C'est alors que le gouverneur Wilson entra en scène. Foin des épisodes d'une longue et âpre bataille devant les tribunaux ; en mars, le gouvernement de Sacramento, la capitale californienne, signa un « accord historique » (le compact) avec les Palas, qui avait pour effet de déclarer illégal un certain type de machines à sous électroniques, les vidéo slot machines, copiées des jeux de Las Vegas.

Le Pala Compact prévoit la possibilité pour les tribus signataires d'ouvrir des casinos, avec un total de 199 machines à sous pour chacune des tribus. Celles qui ne souhaitent pas se lancer dans l'aventure du jeu pourront vendre leur quota à une autre tribu, moyennant un loyer annuel de 5 000 dollars. Aucune tribu ne pourra cependant dépasser un plafond de 975 machines, dont le nombre total est fixé à 19 900 pour toute la Californie. Le gouverneur ajouta benoîtement qu'il s'agissait de créer un mécanisme de pérennité entre riches et pauvres Indiens, espérant que les autres tribus « choisiraient sagement de suivre l'exemple des Palas ».

Dans la foulée, il annonça que quelque 13 000 slot machines existantes seraient saisies par la justice, à moins que les tribus propriétaires signent ce nouveau traité indien. Bref, faute d'obtempérer, les Pechangas ont de grandes chances d'assister à l'extermination du « nouveau bison ». En Californie, l'émotion reste grande, comme en témoigne cet éditorial de l'Union Tribune de San Diego : « C'était plus simple dans le West Ouest. Lorsque les Blancs voulaient voler quelque chose aux Indiens, ils se servaient. Lorsque ceux-



5. LE VIOLON DE LA NATION LUMMIE

BIEN des tribus accueillent les visiteurs avec des chants et tambours. Les Lummi y ajoutent un violon. Richard Marshall, poète-violoniste, est l'unique interprète de la Lummi classical music. Ses mots et ses notes racontent les épisodes douloureux de l'épopée indienne, mais l'espoir n'est pas absent de ses rêves. Quant au chef des Lummi, Henri Cagey, assailli par les difficultés économiques de la tribu, il a du mal à croire à ces lendemains radieux. Il est vrai que les Lummi sont des précurseurs dans le combat pour la souveraineté : depuis plusieurs années, une lutte épuisante les oppose aux populations blanches vivant sur leur réserve, lesquelles ont pour conseiller... le sénateur Slade Gorton !

Le différend porte en particulier sur le partage des eaux de la nappe aquifère. Bien que les Lummi aient reconquis 75 % du territoire de leurs ancêtres, plusieurs membres de la tribu ont vendu des terres à des « étrangers », qui se sont empressés d'exiger que leurs droits - notamment s'agissant de l'accès à l'eau potable - soient respectés. Henri Cagey affirme que les non-natives utilisent près de la moitié des eaux de la réserve, et il souligne que ces péninsules, situées à la pointe nord-ouest de l'Etat du Washington, appartiennent aux Lummi depuis le traité de 1855. Peu à peu, les relations entre les deux communautés se sont tendues, et les Indiens dénoncent un état d'esprit « raciste ».

Si d'aventure le sénateur Gorton devait arriver à ses fins, les tribus perdraient les avantages d'un statut qui leur permet de parler d'égal à égal avec les gouvernements locaux et avec l'Etat fédéral. Les Indiens seraient alors à la merci de coûteuses actions en jus-

ture républicaine pour la course à la Maison Blanche, en 2000. Or une telle ambition suppose un trésor de guerre électoral de plusieurs dizaines de millions de dollars. Voilà le décor campé. Pete Wilson, assument les chefs tribaux, courtise les barons des casinos de Las Vegas, lesquels ne souhaitent qu'une chose : casser les reins de l'industrie du jeu californienne, quitte à ruiner les Indiens. A Washington, Kevin Gover se montre ferme. « Le Pala compact est légal, mais le gouverneur n'a pas le pouvoir de l'imposer à d'autres tribus, et il doit continuer de négocier avec chacune d'entre elles pour trouver une solution », déclare-t-il.

Les tribus récalcitrantes mobilisent l'opinion. Elles ont réuni les 400 000 signatures nécessaires pour organiser un référendum

« Notre peuple a été obligé d'oublier son langage et sa mémoire. Aujourd'hui, "ils" reviennent à la charge, "ils" veulent nos terres, notre eau, nos saumons. Mais "ils" ne peuvent capturer notre esprit »

ci résistaient, l'armée tira dans le tas. Le Pala compact est un assaut aussi violent contre les Indiens que celui de la cavalerie, au siècle dernier, à Wounded Knee. »

Aux yeux de la loi, Pete Wilson n'a pas tort : les Indiens se sont placés dans l'illégalité, en ne signant aucun compact avec le gouverneur et en mettant en service des milliers de machines interdites. Mark Macarro, ainsi que la plupart des chefs tribaux de Californie, affirment que le gouverneur s'est refusé à toute discussion, préférant négocier en catimini avec les Palas. Pourquoi ? Pete Wilson achève en novembre son deuxième mandat et il n'est pas rééligible. En revanche, on lui prête l'intention de brigner l'investi-

d'initiative populaire, en novembre, afin de tenter de faire annuler le coup de force de Pete Wilson. L'affaire est d'importance puisque, tout en réglementant les jeux de hasard, le Pala compact écorne au passage le principe de la souveraineté indienne. S'il devait s'imposer, nul doute que le « modèle californien » donnerait des idées à bien des gouverneurs, pas fâchés de prélever un plus lourd tribut sur les bénéfices des casinos indiens.

L'essor économique des tribus n'est pas seul en cause. Le « nouveau bison » a permis à certaines d'entre elles de retrouver leur identité de nation, explique Anthony Pico, chef de la tribu des Viejas Band of Kumeyaay. Peu

« Un procès perdu peut nous briser financièrement », souligne le chef des Lummi. Lorsque les Canadiens ont ouvert un casino de l'autre côté de la frontière (située à 30 kilomètres), celui des Lummi a dû fermer, avec un déficit de 2 millions de dollars. La tribu a compris la leçon. Henri Cagey prêche le retour à un mode de développement lié à l'exploitation des ressources naturelles, plus conforme aux traditions ancestrales.

Si la « bataille de l'eau » a pris un tour si acrimonieux, c'est qu'elle touche à l'essence même de la communauté. Tribu de pêcheurs, la nation lummi exploite des fermes d'élevage, en particulier de saumons, une activité aléatoire depuis la guerre du saumon américano-canadienne, et aussi parce que bien des pêcheurs avaient été attirés par le miroir aux alouettes du casino. Les temps sont durs, reconnaît Henri Cagey, mais « nous n'avons pas d'alternative, notre tribu vient de l'eau. Hors de l'océan, nous n'avons pas d'avenir. » Ce combat pour la survie est inséparable de celui de la quête d'une identité qui, bien souvent, a été broyée par des siècles de paupérisation et d'assimilation linguistique.

Sans tradition écrite, comme les autres peuples indiens, la langue lummi, contrairement à d'autres (85 % des Choctaws parlent leur langue), est pratiquement éteinte. « Notre peuple a été obligé d'oublier son langage et sa mémoire, soupire Henri Cagey. Aujourd'hui, "ils" reviennent à la charge, ils veulent nos terres, notre eau, nos saumons. Mais ils ne peuvent capturer notre esprit. » « Ils » ? Le sénateur Gorton et ses parisiens, bien sûr. Membre influent de la commission sénatoriale des affaires indiennes, le « Nouveau Custer » est, en outre, président de la sous-commission des appropriations du ministère de l'Intérieur. A ce titre, son influence est considérable pour imposer des riders, ces fameux « cavaliers budgétaires » qui permettent de revenir à la charge lorsqu'une initiative parlementaire a échoué en commission.

Le sénateur républicain ne lâchera pas prise de sitôt. Pour lui, le concept de « nations parallèles » au sein du creuset de l'Amérique est un anachronisme. Face à une menace que beaucoup de chefs de tribu considèrent comme la plus grave depuis des décennies, les Indiens luttent en ordre dispersé, affaiblissant ainsi leur cause. « De toute façon, tente de se rassurer le chef Anthony Pico, nous n'avons jamais conduit nos guerres comme les Européens. Ce que vous appelez notre désunion est le résultat de plus de cent cinquante ans d'extrême pauvreté. Il faut du temps pour faire émerger un leadership. » Même si l'histoire a appris aux Indiens à se méfier de la parole du gouvernement américain, les traités, ces talking leaves (les « feuilles qui parlent »), demeurent les plus sûrs garants de la souveraineté indienne.

C'est pour cela que d'est en ouest, du nord au sud une même inquiétude et une même colère se font entendre dans les tribus : « Pourquoi les traités devraient-ils être remis en cause quand ils profitent enfin aux Indiens ? Les Blancs n'admettront-ils donc jamais que nous ayons deux citoyennetés, indienne et américaine ? » Ce sont ces mots que Richard, le poète lummi, chante sur son violon : « Quand une personne née avec un visage différent n'est pas acceptée dans la race humaine, le temps est venu d'apaiser l'inquiétude. »

La blessure d'un seul est la blessure de tous. La blessure d'un seul est la blessure de tous... »

Laurent Zecchini

مركز الأبحاث

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. fax : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Trahison boursière

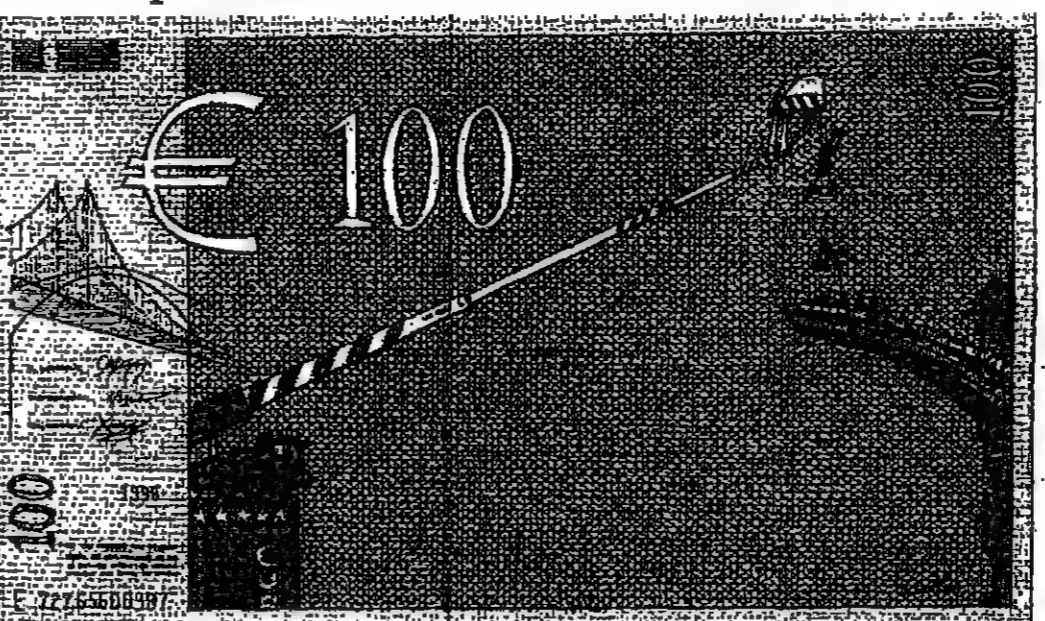
L'ANNONCE inattendue, mardi 7 juillet, d'un accord de coopération entre les Bourses de Londres et de Francfort est un coup très dur porté à la place financière parisienne, un revers pour le gouvernement français. Ce dernier, conscient des enjeux économiques d'une telle bataille, aussi bien en termes de créations d'emplois que de facilités de financement pour les entreprises nationales, entendait faire de Paris le principal centre financier de l'Europe.

Les difficiles relations de la science et de la politique

GÉNÉTIQUE ; climatologie ; physique nucléaire ; paléontologie ; astrophysique. Les avancées de ces disciplines, jadis réservées aux spécialistes, sont désormais régulièrement au centre de l'actualité et des débats. La science fascine. Nous y cherchons le rêve, le frisson des infinis, la satisfaction de notre curiosité, mais aussi le remède - ou la justification - à nos angoisses.

sur la biologie du comportement provoque systématiquement un flot de réactions. Dans Le Monde, le dernier en date traitait de l'analyse à l'aide de modèles mathématiques du comportement aux allures « altruistes » de certains animaux. Un chercheur en épistémologie et histoire des sciences a réagi par un commentaire impressionnant d'érudition sur les dérives des sociobiologistes de 1964 à nos jours à propos des racines prétendument biologiques de l'altruisme humain.

La zone par Leiter



Y a-t-il toujours un supergrand ?

Ce à quoi, de l'Afghanistan à la bataille des euromissiles et à la « guerre des étoiles », ils s'employaient d'arrache-pied, assez pour que Reagan puisse se vanter, en quittant la Maison Blanche, d'avoir gagné la guerre froide.

beaucoup plus de cas, concernant le Kosovo, des démarches de l'ambassadeur Holbrooke, qui avait pourtant montré son savoir-faire, il y a trois ans, à propos de la Bosnie. On n'ose pas parler de l'abdication générale de la prétendue communauté internationale devant les tragédies que, de la Corne de l'Afrique à la région des Grands Lacs et au golfe de Guinée, connaissent tant de pays du continent noir dont le tort commun est de pas avoir assez de pétrole pour intéresser les investisseurs. Ce ne sont là que points de détail à côté de la clique majeure que vient de subir la diplomatie américaine dans le domaine nucléaire.

CONFRONTATION PUBLIQUE
Le contrepoint est intéressant et bienvenu. Mais l'auteur dérape à son tour quand il qualifie de « radiotage » les recherches exposées dans l'article. Feignant d'ignorer qu'elles ne portent que sur des comportements animaux, voire végétaux, donc imités ; que les scientifiques qui mènent aujourd'hui ce genre de travaux précisent eux-mêmes qu'il n'est pas question de les extrapoler aux hommes et affirmant s'appuyer sur les mathématiques pour « précisément » « lutter contre les dangers de l'intuition », c'est-à-dire de l'anthropomorphisme !

Jean-Paul Dufour

que rebondissent les problèmes monétaires de l'Asie, comment ne pas conclure que, si les États-Unis restent encore à bien des égards « the sole superpower », la seule superpuissance, ils ne garderont pas nécessairement ce statut toujours. Déjà ils se heurtent, ici ou là, à des résistances difficilement surmontables ; déjà la Chine montre le bout du nez de ses ambitions pour le siècle prochain. On voudrait pouvoir ajouter que, l'enro aidant, l'Union des quinze sera elle aussi, bientôt, un supergrand. Mais il faut reconnaître qu'on est encore loin du compte. Pour le moment, et notamment concernant le problème allemand, la structure européenne la plus constante, et Madeleine Albright a eu raison de le dire, c'est l'OTAN ; cette OTAN au sein de laquelle la France est sans trop le dire en train de reprendre petit à petit sa place.

André Fontaine

RECTIFICATIFS

ARMEMENT NUCLÉAIRE
Le coût de l'armement nucléaire aux États-Unis, entre 1940 et 1996, est estimé à 5 820 milliards de dollars (et non 820 milliards, comme écrit par erreur dans le sous-titre de l'article consacré à ce sujet dans nos éditions du 7 juillet), ce qui représente en francs 1996 la valeur de 29 800 milliards de francs de l'époque (et non 36 000 milliards de francs, comme écrit par erreur dans le premier paragraphe).

SÉCURITÉ PRIVÉE
La dénomination de l'une des sociétés privées spécialisées dans la sécurité, citée dans notre article sur les « contrats locaux de sécurité » (Le Monde du 3 juillet), était incorrecte : il fallait lire AB Assurances, et non AB Sécurité.

Le Monde est dirigé par le SA LE MONDE
Président du directeur, directeur de la publication : Jean-Pierre Colson
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aloy, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Béryl Pizot
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhouéas, Robert Solal
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besse, Pierre Guezennec
Laurent Gribelance, Erik Invernizzi, Michel Raimon, Bernard Le Gendre
Directeurs artistiques : Dominique Royer
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fontmer
Médiateur : Thomas Pencaud
Directeur exécutif : Eric Pflaum ; directeur délégué : Anne Chasseboisy
Conseiller de la direction : Alain Rollin ; directeur des relations internationales : Daniel Verzet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Brette-Méry (1944-1967), Jacques Fauret (1967-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaume (1991-1994)
Le Monde est édité par le SA Le Monde
Droit de la société : créé en 1944 et révisé le 10 décembre 1994
Capital social : 960 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Brette-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs
Le Monde Presse, MSA Presse, Le Monde Prévoyance, Chantier Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde
Lamarine, député du Nord

LA VIEILLE petite ville de Bergues, qui était la perle du département du Nord, a été sauvagement détruite par les Allemands. C'est là qu'a commencé en 1940 la bataille pour Dunkerque, là qu'en 1944 Penvhaiseur a fait sauter à la dynamite le beffroi qui avait été construit au début du XV<sup>e</sup> siècle, et qui était en France le plus beau symbole des franchises municipales. L'église gothique dédiée à saint Martin a été anéantie, de même que les derniers vestiges de l'abbaye Saint-Winocq, de même que des centaines de maisons.

Une seule chose est demeurée à peu près intacte : c'est la ceinture de fortifications édifiée par Vauban. C'est pourquoi le comité des Flamands de France et l'Académie septentrionale de France ont été bien inspirés en inaugurant, l'autre dimanche à la porte de Cassel, une plaque de marbre consacrée à la mémoire du grand seigneur et architecte militaire. Comment, en une telle journée, aurait-on pu oublier Lamarine, qui fut le député de Bergues et dont le buste gracieux est toujours là, encastré dans la façade de l'hôtel de ville, miraculeusement préservé ?

« Je vais au Nord », disait-il pittoresquement quand il allait rejoindre ses électeurs de Bergues. Il fut élu le 7 janvier 1833. A la Chambre, le député de Bergues parla contre la peine de mort, sur le duel, sur l'abolition de l'esclavage, les caisses d'épargne, la conversion des rentes, sur la nécessité de créer une Ecole normale pour femmes. Il défendit le sucre de betterave : « Je crois au progrès de la betterave comme je crois au blé ou au coton. »

Louis Piérard (9 juillet 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Sans-papiers

Man d'Aristote

Vertical text on the right edge of the page, including 'Man d'Aristote' and other illegible fragments.

هكذا من لامل

et de la politique

# Sans-papiers : réponse à Lionel Jospin

par Etienne Balibar

**L'**INTERVENTION du premier ministre au cours du « Club de la presse d'Europe 1 » du 5 juillet n'a pas mis un terme à la grève de la faim des immigrés du troisième collectif. Au contraire, elle a entraîné la rupture des négociations engagées avec le ministre de l'intérieur. Cette issue désastreuse nous conduit à en examiner de plus près la teneur.

La forme n'est pas sans importance, dès lors qu'il s'agit de se faire entendre et comprendre. Lionel Jospin rappelle longuement que l'Etat est l'Etat, que la loi est la loi et que la circulaire est la circulaire. Il s'installe donc dans une position de supériorité plutôt que de dialogue. Il ne se prive pas pour autant de reprendre les formules d'un récent appel de soutien pour en renvoyer les termes à ses auteurs. C'est vouloir ajouter l'ironie à l'autorité.

Passer encore lorsqu'on parle de « régulariser de bonne foi ceux qui peuvent l'être », car la bonne foi est sujette à interprétation. C'est plus insupportable lorsqu'on suggère que les militants et les citoyens soutenant les demandes des sans-papiers – et, notamment, Emmanuel Terray – « jouent avec la santé des gens » alors que, précisément, ils ont demandé qu'on cesse ce jeu. Ou qu'ils contribuent à alimenter les filettes « criminelles » du travail clandestin, alors qu'ils ont proposé d'en supprimer la clientèle par une large régularisation. Puisqu'on nous dit vouloir gouverner autrement, nous demandons moins d'habileté et plus de respect pour l'interlocuteur.

Plus délicate est sans doute la question de la souveraineté nationale, invoquée par M. Jospin à l'appui de l'idée selon laquelle, en matière de traitement des étrangers, l'Etat seul aurait compétence, les intéressés n'étant qu'en position de sujets, et toute procédure d'arbitrage ou de médiation entre eux et le gouvernement étant par définition exclue. C'est aussi ce qui lui permet de soutenir qu'avec la récente régularisation partielle « soixante-dix mille personnes ont obtenu des droits », comme s'ils n'en avaient pas eu auparavant, comme si les droits des individus étaient octroyés par l'Etat.

Il y a à la fois un problème de fond, posé depuis l'entrée en vigueur des politiques de répression de l'immigration dite « clandestine ». Il ne sera pas résolu du jour au lendemain, ni dans les pratiques gouvernementales ni dans l'opinion publique. Nous soutenons pour notre part qu'une interprétation démocratique de la Constitution va en sens opposé : des individus présents sur le territoire français et – qu'on le veuille ou non – intégrés à la société française, protégés par les conventions internationales – notamment contre les formes plus ou moins novatrices du bannissement – ont le droit de revendiquer l'égalité de traitement, de contester la régularité des procédures administratives dont ils font l'objet, et d'appeler à des formes de médiation ou d'arbitrage public prévues par les règles constitutionnelles.

Ce droit est imprescriptible. Il n'équivaut certes pas à conférer la pleine citoyenneté politique aux étrangers résidant sur le sol français. Mais il s'oppose à une définition discrétionnaire de leurs conditions d'existence. Il va donc

au-delà de la distinction entre « droits du citoyen » et « droits de l'homme » – ou « traitement humain », par exemple en matière d'expulsions –, qu'on invoque ici bien trop facilement. Il implique pour tout administré la possibilité de faire valoir réellement son point de vue et de l'opposer juridiquement au pouvoir politique. A Jospin exclu-il un mode de gouvernement fondé sur l'antithèse de l'amour et de l'ennemi, ou du national porteur de droits et de

le pouvoir n'est pas juge et partie, même lorsqu'il se pose en « souverain ».

C'est ainsi qu'il s'éloigne toujours davantage des restes d'autoritarisme monarchique qui peuvent l'habiter.

A la demande d'une intervention de personnalités indépendantes, dans un cadre à déterminer, le premier ministre réplique qu'il est « insultant » de soupçonner l'administration de partialité. Cette formulation est assez

étonnante : si le travail de l'administration avait été irréprochable, aucune contestation de ses critères et de leur application n'aurait surgi. Le gouvernement n'aurait pas besoin de reprendre la question et de résoudre par des mesures ad hoc un problème qu'il a lui-même créé, ou laissé créer.

Mais ce n'est pas tout. L'administration dont il est ici question a une histoire ; de cette histoire, elle a tiré des habitudes en ce qui

concerne le traitement des étrangers demandeurs de visa, d'asile, de cartes de séjour. Pour une part importante, elle ne voit toujours en eux que des quémandeurs et des fauteurs de troubles, quand ce ne sont pas des métèques. Ce sont ces habitudes qui sont insultantes, discriminatoires, répressives, tantôt sous le couvert de la loi, tantôt en débordant son cadre. Elles installent le non-droit au cœur de l'Etat de droit.

L'année qui vient de s'écouler aura prouvé une fois de plus, hélas !, qu'à défaut d'une forte volonté politique d'éduquer et de réformer l'administration, c'est elle qui forme ses responsables, jusque aux plus élevés, et tend à leur inculquer une bonne conscience absolue. L'inclusion d'observateurs, de médiateurs acceptés par tous les intéressés dans une instance de recours contre des injustices éventuelles n'est donc pas une insulte, c'est une garantie minimale, et un premier pas vers la réforme de la « police », au sens large du terme. Tâche qui ne serait pas indigne d'un gouvernement de gauche.

C'est le premier ministre, on s'en souvient, qui a parlé de recours. Aussi lui disons-nous : vous ne pouvez claquer une porte en faisant mine de l'ouvrir. Vous ne pouvez prétendre – par exemple –

qu'il est juste de « revenir à l'universalité » dans le cas des allocations familiales et qu'il serait inconcevable – un « amalgame » ? – de revenir à l'égalité entre familles et célibataires dans le cas du droit de séjour des étrangers. « La fermeté d'un gouvernement, disiez-vous alors, ce n'est pas l'autisme, ce n'est pas refuser le dialogue, ce n'est pas ne pas écouter (...), la conviction, ce n'est pas forcément ne jamais changer. »

Ce qui vaut pour certains doit valoir pour tous, même les plus misérables des sans-papiers. Eux aussi ont droit à présenter leur situation et à discuter leur sort. N'auriez-vous donc aucune responsabilité dans le fait qu'il leur faille pour cela se mettre eux-mêmes en péril ? Oseriez-vous bien suggérer encore qu'il s'agit là d'un chantage, ou d'une manipulation ? Nous qui les soutenons et qui craignons pour eux, nous vous le redisons donc, après vous avoir entendu : ne jouez pas avec la vie des hommes ! Ouvrez réellement la voie du dialogue, du recours et de l'arbitrage ! A terme, votre autorité démocratique en serait renforcée.

Etienne Balibar est professeur de philosophie à l'université Paris-X-Nanterre.

Si le travail de l'administration avait été irréprochable, aucune contestation de ses critères et de leur application n'aurait surgi.

étonnante : si le travail de l'administration avait été irréprochable, aucune contestation de ses critères et de leur application n'aurait surgi. Le gouvernement n'aurait pas besoin de reprendre la question et de résoudre par des mesures ad hoc un problème qu'il a lui-même créé, ou laissé créer.

## Le ballon d'Aristote

par Emmanuel Jaffelin

**O**n connaît la thèse du Stagirite concernant la chute des corps : chaque corps a un lieu propre vers lequel il tend naturellement et où il retourne lorsqu'aucun obstacle ne l'en éloigne plus. C'est ainsi que les corps lourds doivent rejoindre le bas et les corps légers le haut (Physique, VIII). Selon cette thèse, le ballon, corps lourd, trouve son lieu propre non en fait, mais sur terre, et si possible au fond du but.

Aristote a cependant une autre théorie du lieu qui n'est pas physique, mais rhétorique, et qui présente le lieu commun comme ce topos dont Poratzeur s'inspire pour provoquer le consensus chez ses auditeurs.

Or qu'y a-t-il de plus commun que ce lieu de rencontre créé par le Mondial ? Qu'y a-t-il de plus consensuel – mis à part les dissensus nationalistes qui affleurent et sans lesquels le consensus n'aurait aucun intérêt – que cette fête qui réunit le Globe autour d'une balle ? N'a-t-on pas vu des hommes de tous milieux et de tous âges, crânes d'œuf en costume croisé, ouvriers en bleu de chauffe, têtes chevelues ou rasées en jeans douteux, SDF faméliques et personnels de sécurité musculeux, se presser, dans le métro, autour de l'écran et partager leurs impressions sur un tacle, un coup franc ou une décision arbitrale parfois jugée arbitraire ?

Serait-ce que cette rencontre ne vaut rien parce qu'elle efface, temporairement seulement, les divisions sociales, et, joyeusement pourtant, les préjugés individuels ? N'en déplaît aux tristes sires de l'intellect, aux libertaires strabillaires, aux ayatollahs de la sociologie enragée ou aux conservateurs mal embouchés, le lieu commun n'est pas celui qu'on croit : ni trisme ni altruisme, le Mondial est devenu un espace public, un « village planétaire » (Mac Luhan) au sein duquel les différences jubilent. La balle-an pied (football) nous monte à la tête : elle fait parler les hommes et installe hors de la rhétorique ce lieu commun qui reconstruit l'agora ou le forum, ce Paradis perdu par le politique.

C'est pourquoi il est plaisant d'imaginer – loin du discours critique qui voit ce Mondial comme une aliénation des masses et qui interprète tout éloge de cette fête comme la marque indéniable du cynisme populiste des élites – qu'Aristote n'aurait pas vu d'un mauvais œil ce ballon qui est à la terre ce que le microcosme est au macrocosme. D'ailleurs, si, à l'inverse de certains esprits, le ballon n'est pas carré, ce n'est pas pour qu'il roule mieux mais pour qu'il reflète dans les yeux du spectateur la sphère qui nous habite.

Emmanuel Jaffelin est agrégé de philosophie.

**AU COURRIER DU MONDE**

**KANAPA ET KAFKA**

Je lis dans l'article de Jorge Semprun (Le Monde du 26 juin) que Jean Kanapa aurait lancé dans l'Action la fameuse question : « Faut-il brûler Kafka ? » En vérité, l'enquête intitulée « Faut-il brûler Kafka ? » a été lancée dans l'Action par Pierre Fauchery (n° 90 du 24 mai 1946). Dans ce questionnaire, on trouvait, entre autres, cette demande : « Etes-vous d'avis que l'écrivain peut dire ce qui lui plaît sans autre souci que la qualité artistique ? »

Les réponses des lecteurs et des écrivains, parmi lesquels Francis Ponge, Joë Bousquet, François Mauriac, Roger Vailland, René

Char, Gaëtan Picon, Maurice Merleau-Ponty, Roger Caillois, Rudolf Léonhard et Gabriel Chevallier, furent publiées dans les numéros 94 à 99 du 21 juin au 26 juillet 1946 : tous, lecteurs comme écrivains, se prononcèrent pour la liberté d'expression des écrivains et des artistes. L'enquête se termina dans le numéro 100 du 2 août 1946 par un article de conclusion de Pierre Fauchery, intitulé « De Kafka à Spinoza », qui affirmait : « Non, nous ne brûlerons pas Kafka. » Telle était la réponse du journal dont mon père, Pierre Hervé, était alors l'un des principaux rédacteurs. Telle n'était pas alors, comme chacun le sait, la position de Jean Kanapa.

Catherine Calvié Locquirec (Finistère)

## LES ATTENTIONS FIAT



<b>PUNTO CULT CLIM</b> À PARTIR DE 52 300 F <sup>(1)</sup>	<b>BRAVO PACK CLIM</b> À PARTIR DE 79 900 F	<b>MAREA SX CLIM</b> À PARTIR DE 91 900 F <sup>(2)</sup>
Airbag Fiat* conducteur, autoradio RDS avec 4 haut-parleurs, coloris et revêtements exclusifs, pneus larges, compteur et antivol Fiat Code.	Airbag Fiat* conducteur, direction assistée, jantes alliage, autoradio haut de gamme. Bravo Pack Clim à partir de 84 100 F.	Airbag Fiat* conducteur, direction assistée, antivol Fiat Code. Marea Weekend SX Clim à partir de 96 600 F <sup>(1)</sup> . Climatatisation également disponible sur Sciento, Palio Weekend et L'Ypsilon.



**CLIMATISATION À PRIX TRÈS TEMPÉRÉS JUSQU'AU 31 AOÛT.**

LA FASSION NOUS ANIME. **FIAT**

\* Airbag disponible en option. (1) et (2) selon configuration. (3) Prix déductibles de l'impôt sur le revenu. Les prix sont exprimés en francs TTC. Les prix sont exprimés en francs TTC. Les prix sont exprimés en francs TTC.

مركزاً من لاهل

# ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 9 JUILLET 1998

**FINANCE** Le London Stock Exchange (LSE) et la Deutsche Börse ont conclu mardi 7 juillet une « alliance stratégique ». L'accord, signé à Londres, est présenté comme un

« premier pas vers un marché boursier unique européen ». Les partenaires veulent créer une filiale commune afin de coter les grandes valeurs sur la même plate-forme élec-

tronique de transactions. Ils comptent attirer les 300 premières Blue chips (valeurs vedettes) européennes dont 108 britanniques et 38 allemandes. Les règles, les conventions et la

technologie pour l'accès des deux marchés allemand et britannique seront harmonisées. ● LES MODALITÉS restent à négocier avant le 4 janvier, date de l'introduction de la monnaie

unique. ● LE PROJET britannico-germanique pourrait conduire à la fin des places financières nationales au nombre actuel de 32 (lire notre éditorial page 12).

## L'accord entre les Bourses de Londres et de Francfort marginalise Paris

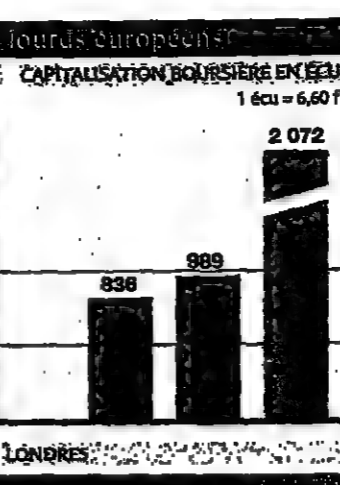
Le London Stock Exchange et la Deutsche Börse ont conclu une « alliance stratégique » afin de connecter leurs deux marchés. Ils veulent constituer « le noyau » d'un marché unique européen. La place française comptait sur un axe franco-allemand

LA GUERRE qui oppose les différentes places financières européennes vient de connaître un tournant majeur. Deux anciens rivaux, le London Stock Exchange et la Deutsche Börse, ont signé un armistice et ont décidé d'unir leur force en connectant leurs deux marchés, à partir du 4 janvier 1999, date du basculement dans l'euro. Les deux partenaires veulent constituer le « noyau » d'un marché unique européen des valeurs mobilières. L'idée, logique, n'est pas neuve, mais les tentatives précédentes n'ont jamais abouti.

Au début des années 90, l'ensemble des Bourses européennes s'était mis d'accord pour construire une plate-forme commune, baptisée Euroquote. Mais Londres et Francfort ont fait capoter le projet. Puis la City, sûre de sa puissance, avait tenté de faire cavalier seul avec le Seaq International, un marché de blocs sur les actions euro-

peennes. Les autres Bourses ont réussi, en quelques années, à contraindre ce projet. La Bourse de Londres s'est résolue, en octobre 1997, à adopter un système de négociations électroniques : Sets. Malgré son coût très élevé (1 milliard de francs), il ne fonctionne pas de manière satisfaisante et la plupart des opérations s'effectuent de gré à gré entre opérateurs. De son côté, la Bourse allemande, longtemps handicapée par un système de transactions archaïque, s'est brusquement imposée sur la scène européenne avec l'adoption de la plate-forme électronique Xetra, en novembre 1997. La France dispose également d'un système analogue (NSC), qui a fait ses preuves depuis 1995.

Si le projet britannico-germanique parvient cette fois à créer un marché paneuropéen des actions, il conduit à la fin des places financières nationales. Le marché unifié attirera en effet les investisseurs par ses atouts : simplification du mode d'accès à l'ensemble des actions européennes et réduction des coûts de transactions. Merrill Lynch, la première maison de courtage mondiale, a soutenu l'initiative germano-britannique : « Les marchés financiers de demain seront véritablement globaux et nous ne devons pas être contraints par des frontières historiques ou des cultures différentes », estime la banque dont est issu l'actuel directeur général du London Stock Exchange, Gavin Casey. Dans un tel schéma, il n'y aura de la place que pour un ou deux marchés paneuropéens, contre trente-deux places nationales actuellement.



Paris face aux deux poids lourds européens. NOMBRE DE SOCIÉTÉS COTÉES. CAPITALISATION BORSIÈRE EN EUROS (1 € = 6,607 francs).

LES 300 PREMIÈRES ACTIONS La Bourse de Paris devra tenir compte de l'intérêt de ses membres. Même si le rapport de Philippe Camus, commandé par l'Association Paris Europlace, a démontré l'attachement des sociétés françaises à leur place d'origine, ces dernières ne peuvent pas envisager d'être écartées d'un marché paneuropéen sous peine d'être privées d'un actionariat international, source profonde de financement. L'ambition du marché paneuropéen germano-britannique est de rassembler les 300 premières actions européennes dont font partie les 40 valeurs françaises composant l'indice CAC. Elles accaparent, à elles seules, près de 80 % des transactions de la Bourse de Paris. Si la place française décide de se tenir à l'écart du marché paneuropéen, elles pourraient alors décider de s'y inscrire de leur propre chef.

### L'Allemagne à l'offensive

Après avoir obtenu l'installation de la Banque centrale européenne, Francfort ambitionne de devenir le centre financier de l'Europe. La Deutsche Börse et ses filiales ont lancé une offensive de grande échelle. La Deutsche Termin Börse, marché des produits dérivés sur les instruments de taux, a conquis près de 70 % du marché de la dette européenne. Et ambitionne de s'imposer sur les options et les contrats à terme sur les indices européens d'actions, les Stoxx.

CONDITIONS D'ENTRÉE L'alliance germano-britannique est ouverte aux autres places financières mais les conditions d'entrée ne sont pas encore précisées. La Bourse de Paris, écartée des discussions mais invitée à se joindre à cette alliance, demande que le système français NSC soit pris en considération. Elle veut une « ouverture aux diverses parties européennes intéressées » et demande, enfin, une « gestion managériale, débarrassée de préoccupations d'hégémonie politique ». Le gouvernement et la place de Paris ont fait un effort de modernisation : redéfinition de l'appel public à l'épargne, renforcement de la sécurité des systèmes de paiement et de livraison des titres, réforme du marché de la titrisation, simplification du marché obligataire et lancement

d'obligations indexées sur l'inflation. Mais la Bourse de Paris est maintenant dans une position délicate. Si les Britanniques et les Allemands n'accèdent pas à ses revendications, elle devra réfléchir à la

constitution d'un marché européen concurrent en ralliant à sa cause d'autres places comme Amsterdam, Milan, Madrid ou Zurich. Toutefois, le rapport de force est clairement en faveur du couple germano-britannique. La capital-

Enguerrand Renault

## Le noyau d'un marché boursier unique européen

LONDRES de notre correspondant Une « alliance stratégique ». L'accord entre le London Stock Exchange (LSE) et la Deutsche Börse conclu mardi 7 juillet et signé dans la capitale britannique par les directeurs des Bourses de Londres et de Francfort, Gavin Casey et Werner Seifert, est présenté comme un « premier pas vers un marché boursier unique européen ». Selon M. Casey, « l'objectif de cette alliance est de fournir une infrastructure bon marché, efficace et accessible au marché des actions pour permettre aux sociétés émettrices et aux participants au marché de tirer les avantages maximum des possibilités ouvertes par le développement d'un marché paneuropéen des capitaux. Dès aujourd'hui, nous commençons à harmoniser les règles, les conventions et la technologie pour l'accès de nos marchés respectifs. A travers ce plan, en commençant par combiner les transactions sur les principales valeurs allemandes et britanniques, nous avons pour but de créer le noyau d'un marché boursier unique européen qui sera finalement basé sur une plate-forme électronique commune de transactions ». L'objectif à long terme d'une telle plate-forme sera

facilité par le fait que les deux Bourses ont une architecture électronique provenant du même fournisseur, Andersen Consulting. En vertu de cet accord-cadre, Allemands et Britanniques entendent former le « noyau » autour duquel s'agglomèreront les autres places boursières européennes, dont les dirigeants ont été officiellement contactés mardi, a indiqué le président du LSE, John Kemp-Welch. Les deux partenaires se sont refusés à dire si les autres places - dont Paris - seraient admises sur une base d'égalité, se contentant d'affirmer qu'ils entendaient fournir à leurs futurs partenaires des conditions « attractives » qu'ils auraient du mal à refuser. Mais il semble bien que ce nouvel axe boursier anglo-allemand fixera les règles auxquelles les autres seront contraints de se plier. Les modalités de cet accord restent encore floues. Les négociations, menées dans le plus grand secret, ont été tellement rapides - huit semaines - que seuls les objectifs en ont été fixés clairement. Le nom de la future institution européenne, son siège, le type de réglementation qui la régira - anglo-saxonne ou « continentale » - comme la répartition des bénéfices feront l'objet d'accords ultérieurs.

Les signataires comptent attirer les 300 premières blue chips (valeurs vedettes) européennes, à commencer par 108 britanniques et 38 allemandes, qui pourront être traitées indifféremment à Londres ou à Francfort. Ils attendent de cet accord-cadre plus d'efficacité et plus de transactions. L'objectif à long terme étant de faire jeu égal avec la Bourse de New York. Quant aux autres valeurs, elles ont, selon eux, des vocations plutôt nationales et devraient rester cotées sur les places actuelles. On assisterait donc à la mise en place d'un système boursier à deux vitesses, les valeurs les plus grandes faisant l'objet de transactions à l'échelle européenne, les autres à un niveau local. La première phase de cet accord-cadre devrait entrer en opération avec l'introduction de la monnaie unique, le 4 janvier. A cette date, Francfort passera à l'euro tandis que Londres conservera la livre sterling ; la monnaie européenne pourra être utilisée par ceux qui le souhaitent. Toutefois, M. Casey a indiqué que, si les clients le réclamaient, le LSE pourrait également adopter l'euro pour ses transactions.

Patrice de Beer

## La place financière britannique opte pour l'euro

LONDRES de notre correspondant La décision annoncée à Londres représente une petite révolution dans le monde de la City. En s'alliant avec Francfort, le London Stock Exchange (LSE), qui a vu le jour en 1773, met fin à deux siècles de sourcilieuse indépendance. Si les deux signataires ont affirmé qu'il n'y aurait ni vainqueur ni vaincu et que le seul vainqueur serait le marché des capitaux, on n'en assiste pas moins à un changement qui montre que la City - fortement poussée par le chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown - a bel et bien intégré la réalité de la situation créée par l'entrée en vigueur de la monnaie unique. Après avoir pourfendu l'euro et longtemps joué contre lui, la City vient donc de reconnaître publiquement qu'elle ne pouvait plus se permettre d'être exclue de la nouvelle donne européenne. Elle ne peut s'offrir le luxe d'un splendide isolement qui, à résumé un analyste, risquerait de reléguer la place de Londres au statut d'« une autre île Anglo-Normande ». Mieux valait donc prendre les devants, si possible avec les Allemands, pour

profiter des avantages procurés par l'Union économique et monétaire (UEM) dans les affaires comme dans les mouvements de capitaux. MALHEUREUX PRAGMATISME Le marché réglementé de Londres commençait à souffrir de l'avènement de l'euro. Selon certains chiffres non officiels, 30 % à 40 % seulement de l'indice Footsie 30 serait traité par le LSE, qui pâtirait par ailleurs de l'inadéquation de son nouveau système de négociations électroniques, baptisé le Sets. Face à une telle érosion, le traditionnel pragmatisme britannique aurait tranché. Au risque de paraître avoir cédé aux Allemands alors que, il n'y a pas si longtemps encore, la City pensait pouvoir tirer seule son épingle du jeu et rester le centre financier de l'Europe. Selon Stephen Wells, de la London School of Economics, cet accord devrait protéger la position de Londres. Bien que toujours la seconde place financière mondiale, la City a vu arriver de plus en plus d'étrangers qui ont pris le contrôle en quelques années de la plupart de

ses grandes banques d'affaires. Et l'on risque de se trouver un jour dans la curieuse situation dans laquelle le gouvernement britannique soutiendrait la survie de la livre alors que le LSE abandonnerait, à la demande de ses clients, ses transactions dans la monnaie nationale au profit de l'euro. La pression exercée sur le gouvernement pour qu'il se rallie à l'euro serait alors considérable. Il s'agit donc d'une étape très importante dans la stratégie européenne du Royaume-Uni, même si elle n'émane pas du gouvernement de Tony Blair, réticent face à l'union monétaire pour des raisons de politique intérieure. Dépassant les querelles politiques et l'opposition de ses membres eurosceptiques, la City a choisi d'entrer - nécessité faisant loi - dans un processus de rapprochement, voire d'unification, des places de part et d'autre du Channel. Comme l'a remarqué M. Seifert, directeur général de la Deutsche Börse, il ne s'agit pas d'« un mariage célébré au ciel mais d'un partenariat sur terre ».

P. de B.

DREAM TEAM: SCORSESE/COPPOLA/SPIELBERG/LUCAS  
**PREMIERE**  
RALPH STEED & UMA PEEL

**PREMIERE**  
LE MAGAZINE DU CINÉMA  
http://www.premiere.fr

Les cours du brut baissent malgré les efforts de l'OPP

هكذا من راصيل

## La crise à Air Afrique pourrait déboucher sur une évolution de son capital

La compagnie panafricaine reste surendettée

AIR AFRIQUE n'en est pas à sa première crise. Mais celle qu'elle traverse actuellement risque de changer considérablement son profil. Mardi 7 juillet, ses quatre Airbus A 310-300 étaient immobilisés à l'aéroport de Châteauroux (Indre), à la demande des assureurs du crédit qui avait été consenti par le Crédit lyonnais pour leur financement. Un réaménagement des dessertes de la compagnie est en cours pour faire face à la réduction de la flotte de 15 à 11 avions. Air Afrique louera notamment, à partir du 15 juillet, un Airbus A 340 à Air Mauritius pour compenser cette perte.

Même si, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997, elle versait à ses créanciers 300 millions de francs CFA (3 millions de francs français) par semaine pour couvrir l'encours de sa dette « avions », la compagnie panafricaine n'arrivait pas à payer les intérêts de sa dette au 31 décembre 1996, soit 31 milliards de francs CFA. Pourtant, les actionnaires d'Air Afrique (onze Etats africains à hauteur de 70,4 %, l'Agence française de développement (AFD), la Caisse des dépôts et consignations, DHL, Air France) avaient, fin 1996, élaboré une solution pour sortir de cette impasse : la création d'une société de patrimoine pour reprendre les quatre Airbus et les lui louer. Chacun des onze Etats membres d'Air Afrique devait apporter 1 milliard de francs CFA et l'Asescna (Association pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique), 20 milliards de francs CFA.

Cette solution africaine n'a jamais vu le jour. Seuls trois Etats membres, dont le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, ont respecté leurs engagements. Et l'Asescna, composée de quinze Etats, dont les onze actionnaires d'Air Afrique, semble avoir tout fait pour freiner le processus. « Il y a des Etats africains qui font partie de l'Asescna et pas d'Air Afrique et qui n'étaient pas très disposés à aider la multinationale », estime un proche du dossier. Pendant deux ans, les discussions sur la création de cette société de patrimoine ont traîné, se sont enlisées dans les considérations techniques... sans résultat.

Aujourd'hui, Air Afrique se retrouve dans la même situation qu'il y a deux ans : insuffisamment capitalisée, elle ne peut faire face au poids de sa dette (185 milliards de francs CFA), qui représente près de quatre fois ses fonds propres, et une charge financière annuelle de 12 milliards de francs CFA. Pourtant, d'un strict point de vue opérationnel, sa situation s'est améliorée.

Comme l'ensemble des compagnies internationales, Air Afrique profite de l'envoie du trafic aérien. Les mesures de redressement mises en place par le Mauricien Sir Harry Tirvengadam, qui a succédé à Yves-Roland Billecart à la tête d'Air Afrique en février 1997, commencent par ailleurs à porter leurs fruits.

A son arrivée, Sir Harry a défini un plan en deux étapes sur la période 1998-2002. La première, d'ici à l'an 2000, prévoit le retour aux bénéfices et l'ouverture du capital à hauteur de 19 %. Les mesures d'économie mises en place - notamment le gel des effectifs - n'ont pas été inutiles. Air Afrique prévoit de dégager cette année un bénéfice d'exploitation de 3,7 milliards de francs CFA, contre un déficit de 4,7 milliards de francs CFA en 1997 et de 23 milliards de francs CFA en 1996. La seconde étape doit s'achever sur la privatisation d'Air Afrique. Mais, prévient Sir Harry, pas question de fermer les lignes déficitaires : Air Afrique doit conserver une mission de service public.

### SCISSON DES ACTIVITES

Le conseil d'administration d'Air Afrique, qui s'est tenu lundi 6 juillet, a mandaté Sir Harry pour négocier avec les assureurs crédit (Coface, l'allemand Hermes...). La Banque mondiale a déjà fait des propositions qui provoquent la colère des syndicats : notamment, dans le cadre d'un espace aérien ouest-africain dérégulé, la scission de la compagnie en deux sociétés indépendantes, l'une régionale privée, l'autre internationale. Lors d'une conférence de presse, mardi, Sow Bayla, le secrétaire général de l'intersyndicale des travailleurs d'Air Afrique a estimé que cela consistait à « supprimer le service public assuré par Air Afrique pour les Etats enclavés, ramener ses effectifs de 4 300 à 2 500 agents, instaurer une concurrence dans la région qui risque d'anéantir tous les acteurs africains ».

Certains proches du dossier pensent que cette nouvelle crise pourrait être l'occasion pour les Etats actionnaires d'Air Afrique les plus riches, comme le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, de montrer en puissance au sein de la multinationale. « Par le passé, ils ont déjà proposé de racheter les parts de certains de leurs voisins », raconte un proche du dossier. Ce serait, là aussi, la fin d'Air Afrique et la constat d'un échec pour la région.

Virginie Mailhère

## Les cours du brut baissent malgré les efforts de l'OPEP

LA TENDANCE était encore à la baisse sur le marché pétrolier, mardi 7 juillet, les opérateurs restant sceptiques sur le respect des engagements de réduction de production annoncés par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet. A Londres, le baril (159 litres) de Brent, qualité de la mer du Nord, tombait sous la barre des 13 dollars dès le début des échanges pour clôturer à 12,87. A New York, le brut de référence light sweet crude a cédé 30 cents à 13,62 dollars, soit un recul de plus de 2 %. Cet accès de faiblesse s'est propagé aux valeurs pétrolières cotées à Wall Street.

Les prix sont retombés à leurs niveaux d'avant la réunion du cartel du 24 juin à Vienne. Les membres de l'OPEP, qui assurent 40 % de la production mondiale, ont décidé une nouvelle réduction de leur offre. Ensemble, ils ont annoncé une baisse de leur débit de 1,35 million de barils/jour (mbj) supplémentaire dès le 1<sup>er</sup> juillet, ce qui porte les réductions annoncées depuis mars à 2,6 mbj sur une production globale de 27,5 mbj. D'autres pays, non-membres, ont décidé de s'y associer. En incluant tous ces engagements, ce sont plus de 3,1 millions de barils qui sont re-

tirés du marché sur une production globale de 73 mbj.

Les gestes annoncés laissent perplexes les investisseurs : dans le passé, jamais les membres de l'OPEP n'ont vraiment respecté les quotas alloués. Ce sentiment a été conforté par les déclarations du ministre saoudien du pétrole Ali Ibrahim Naimi, qui a mis en cause l'efficacité de l'OPEP. Le représentant du premier producteur mondial, principal acteur du cartel, plaide pour la création d'un organisme plus souple qui pourrait intervenir sur le marché de l'énergie, à l'instar des banques centrales (Le Monde daté du 29-29 juin).

Les prémices de cette idée se retrouvent dans les interventions surprises et concertées depuis le début de l'année de trois pays, deux membres de l'OPEP - l'Arabie saoudite et le Venezuela - et un non-membre, le Mexique. Par deux fois, en mars et en juin, ce trio a pris les devants en décidant de réduire sa production pour donner l'exemple. La nécessité d'une intervention efficace est d'autant plus impérieuse que la chute des cours a des effets désastreux sur les économies des pays pétroliers dont les revenus ne cessent de diminuer.

Dominique Gallois

## Le groupe d'électronique américain Motorola affiche ses premières pertes depuis treize ans

Le déficit trimestriel s'élève à 8 milliards de francs

Le fabricant de semi-conducteurs et de téléphones portables explique ses pertes du deuxième trimestre 1998 par les lourdes provisions destinées à

financer un plan de 15 000 suppressions d'emplois, annoncé début juin. Le groupe est également affecté par la crise asiatique et par ses

propres erreurs stratégiques. Il a vu ses parts de marché baisser dans le téléphone après avoir tardé à prendre le virage du numérique.

LA DIRECTION de Motorola a promis, mardi 7 juillet, de présenter très vite un plan de réorganisation de ses activités. Son objectif sera de remettre le groupe américain d'électronique et de télécommunications sur les rails de la croissance, dont il s'est écarté depuis des mois tant du point de vue du chiffre d'affaires que des résultats. Le deuxième trimestre 1998 pourrait, à ce titre, constituer l'apogée de cette « dérive », puisque, pour la première fois depuis treize ans, les comptes de Motorola ont viré au rouge.

Les résultats à fin juin se soldent par une perte nette de 1,32 milliard de dollars (8 milliards de francs). Ce déficit est largement dû à une charge exceptionnelle visant à couvrir des mesures de restructuration annoncées début juin : 1,9 milliard de dollars (11,4 milliards de francs) ont été provisionnés afin de financer la suppression de 15 000 emplois, soit 10 % des effectifs (Le Monde du 6 juin). Hors éléments exceptionnels, le résultat, qui avait déjà baissé de 45 % au premier trimestre, s'est situé

tout juste à l'équilibre, à 6 millions de dollars (36 millions de francs). Le chiffre d'affaires, qui jusqu'alors affichait une croissance très ralentie, a reculé de 6,6 % au cours du trimestre écoulé, à 7,02 milliards de dollars (42 milliards de francs).

### EFFETS DE LA CRISE ASIATIQUE

La crise financière en Asie, qui se traduit par un renchérissement du dollar face aux monnaies de cette zone et par un ralentissement de la demande, est pointée du doigt par la direction de Motorola, qui lui impute les déboires actuels. La plupart des grands métiers du groupe, qui réalise un quart de son activité en Asie, sont touchés. A commencer par les équipements pour la téléphonie mobile, dont le chiffre d'affaires trimestriel a reculé de 1 % à 2,78 milliards de dollars (près de 17 milliards de francs). Dans le secteur des semi-conducteurs, qui est déficitaire, les ventes sont en repli de 11 % d'une année sur l'autre (à 1,81 milliard de dollars, 11 milliards de francs).

La crise en Asie devrait « conti-

nuer à avoir un impact négatif au moins pendant le reste de l'année », a prévenu Christopher Galvin, le PDG de Motorola. Elle n'est cependant pas la seule responsable des problèmes de l'entreprise. Avant son apparition, le groupe était déjà en difficulté. Sur les neuf trimestres passés, six ont été marqués par un recul des bénéfices, rappelle les analystes financiers. Et les ventes, dont la croissance annuelle moyenne avait été de 27 % entre 1993 et 1995, n'ont augmenté que de 5 % au cours des deux dernières années.

Motorola a accumulé les « bévues » dans son métier-phare, celui des télécommunications mobiles, où il demeure malgré tout le numéro un mondial. A la différence des européens Nokia et Ericsson, l'américain a tardé à prendre le train de la technologie numérique. Sur le marché américain des terminaux portables, sa part de marché est passée de 60 % en 1994 à 34 % aujourd'hui. A ces erreurs stratégiques se sont ajoutés des problèmes de qualité des produits, un comble pour un

groupe réputé pour ses capacités techniques et ses innovations. En mars, l'opérateur américain Prime Co a ainsi annulé un contrat de 500 millions de dollars (3 milliards de francs) parce qu'il ne parvenait pas à faire fonctionner correctement son réseau.

### REORGANISATION

Les réorganisations annoncées comme imminentes par la direction de Motorola devraient viser explicitement ces activités de télécommunications. Les analystes s'attendent à voir le groupe abandonner sa structure par lignes de produits pour adopter une organisation plus orientée sur les marchés. Ils pronostiquent également, dans le domaine des semi-conducteurs, une plus grande concentration sur quelques lignes de produits pouvant générer de la croissance. Ces mesures viendront s'ajouter aux suppressions d'emplois, dont l'objectif est d'économiser plus de 750 millions de dollars (4,5 milliards de francs) par an.

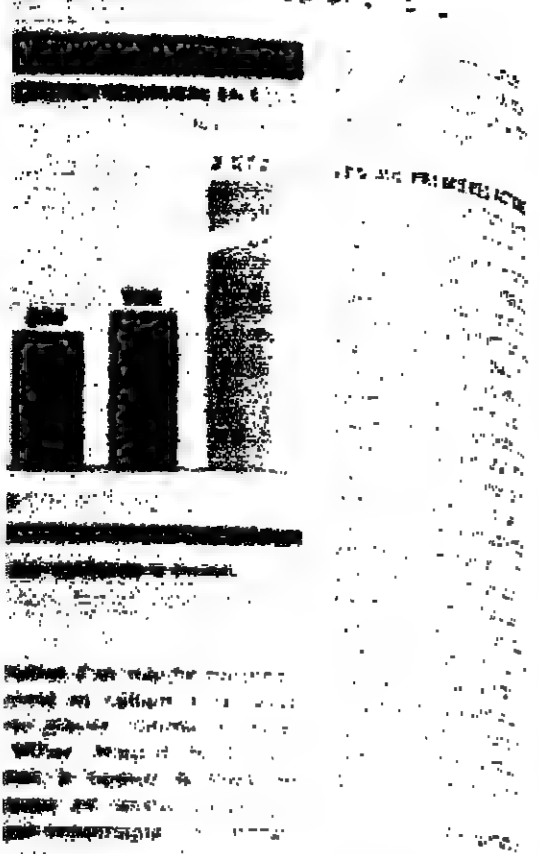
Philippe Le Cœur

Voilà ce qu'on lui dit nous, à l'Equipe de France.

RATP

La RATP adresse un très grand bravo et souhaite bonne chance aux Bleus.

... marginalise Paris



... boursier unique euro

... britannique opte pour

هكذا من الامم

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 9 JUILLET 1998

Le rachat de « Var Matin » inquiète le personnel de « Nice-Matin »

L'acquisition et la restructuration du quotidien de Toulon devraient coûter 260 millions de francs. Restent en question l'homogénéité rédactionnelle et les objectifs de vente du journal varois, qui prépare sa nouvelle formule pour le 3 septembre

TOULON de notre correspondant La contestation des salariés de Nice-Matin à l'égard de l'achat du quotidien départemental Var Matin s'exprime désormais sur le terrain juridique...

leur majorité pour imposer une décision défavorable à Nice-Matin. Cette plainte va de pair avec une autre démarche du comité d'entreprise de Nice-Matin, qui demande en outre au tribunal de commerce de désigner un expert de gestion...

a permis de survivre, avec un actif limité aujourd'hui à son fonds de roulement... Dans cette opération, dont nous faisons les frais, poursuit ce syndicaliste, c'est Hachette qui récupère la mise...

remplacer le rouge en « une ». Patrick Andrieux, ancien responsable de la région varoise à Nice-Matin, remplacera l'actuel rédacteur en chef de Var Matin, Daniel Cuxac, qui ne postule à un emploi dans aucun des deux titres.

Certains estiment qu'Hachette, à la fois vendeur et acquéreur, impose une décision défavorable au titre niçois

Le site d'impression de Var Matin sera fermé et le groupe a déjà acquis de nouveaux locaux dans le centre de Toulon - 850 mètres carrés - pour y installer un centre éditorial qui devrait regrouper la rédaction locale et les services administratifs et promotionnels.

Enfin, la rédaction de Var Matin s'enrichit et passe de 91 à 98 journalistes (dont 17 venus de Nice-Matin). Les rôles sont répartis, les promotions acquises. Mais les rivalités entre la CGT et le SNJ (Syndicat national des journalistes, auto-

nome) sont exacerbées par des négociations parfois disjointes ou parallèles, les délégués du second reprochant au premier, en termes de peine volés, d'en avoir tiré un plus large bénéfice. Reste le pari sur l'avenir. En bénéficiant de l'apport de journalistes de Nice-Matin, la rédaction du quotidien de Toulon devra faire la preuve de son homogénéité, compte tenu de la concurrence effrénée ayant opposé les deux titres depuis vingt ans...

Sur le plan méditerranéen, une autre opération inquiète les personnels de Nice-Matin: le tirage de leur édition corse (39 400 exemplaires) à Marseille par La Provence, également propriété d'Hachette, dont l'édition insulaire ne représente que 9 800 exemplaires. Les raisons techniques de surcharge qui sont avancées à propos de l'imprimerie niçoise, avec le tirage des sept éditions de Var Matin, ne sont pas vraiment satisfaisantes, fait remarquer un journaliste de Nice-Matin...

José Lenzini

Les audiences du Mondial à la télévision

BRESIL-PAYS-BAS, mardi 7 juillet, France 2 à 20 h 49: 11 889 500, 57,7 %. A la même heure sur TF1: 3 263 600, 15,8 %; France 3: 1 243 200, 6 %; M6: 1 049 300, 5,3 %; Arte: 303 900, 1,5 %.

DÉPÊCHES

PRESSE: L'Equipe Dimanche continuera à paraître après la Coupe du monde. Selon le quotidien sportif du groupe Amaury, la décision, annoncée mardi 7 juillet, a été prise « compte tenu des résultats des ventes au numéro enregistrés sur les trois premières semaines, qui se situent entre 275 000 et 305 000 exemplaires ».

La Croix a repris normalement, mardi 7 juillet, après avoir été absente des kiosques pendant trois jours, en raison d'une grève du personnel de fabrication (Le Monde du 8 juillet). L'Intersyndicale voulait ainsi protester contre les projets de la direction d'implanter le journal hors de l'entreprise. Les négociations se poursuivent.

PUBLICITE: Bruxelles donne trois mois à Paris pour clarifier la loi Evin, concernant l'interdiction de publicité pour les alcools lors d'événements internationaux. La Commission européenne a notamment demandé à Paris de préciser quels étaient les événements qui n'étaient pas soumis à cette loi lors de leur retransmission télévisée.

« Var Matin » vise les 100 000 exemplaires

Var Matin a vu sa diffusion payée passer de 73 000 exemplaires vendus en 1994 à 64 875 en 1997. En tenant compte de l'actuel lectorat varois de Nice-Matin (32 700 exemplaires), le canal devrait aboutir à un chiffre potentiel de quelque 97 500 acheteurs.

Mais le doublement entre les deux titres est d'environ 7 000 exemplaires, que le nouveau journal ne récupérera vraisemblablement pas. Le PDG de Var Matin, Michel Comboul (également patron de Nice-Matin, dont il est actionnaire) manifeste toutefois sa foi en l'avenir: « Nous comptons parvenir rapidement à un potentiel de 100 000 exemplaires, puis progresser ensuite », explique-t-il.

Il est d'autant plus optimiste qu'il est « très attaché au groupe Hachette, qui devrait arriver à prendre 70 % des actions de Nice-Matin et au sein duquel je pourrais devenir un actionnaire plus important. »

LE MONDE diplomatique

JUILLET 1998

KOSOVO

La résistante dislocation du puzzle yougoslave par Catherine Samary

L'Albanie fragilisée par Christophe Chiclet

Menaces improvisées de l'OTAN par Alain Joxe

COLOMBIE: Lueurs d'espoir, par Ignacio Ramonet.

AFRIQUE: Le Kivu, une poignée au cœur du Congo-Kinshasa, par Gérard Praher. - Guerre absurde entre l'Éthiopie et l'Érythrée, par Jean-Louis Péninou. - Aux origines d'un conflit (J.-L. P.).

TURQUIE: Une plaque tournante de trafic de drogue, par Kendaï Nezam.

NOUVELLE-CALÉDONIE: A la recherche d'un destin commun, par Alban Bensa et Eric Wittersheim.

MÉDIAS: Le « deuxième sexe » du journalisme, par Florence Beaugé.

En vente dans votre marchand de journaux - 22 F

Des distributeurs automatiques de journaux dans le métro

CERTAINS VOYAGEURS pressés s'attendent quelques secondes devant d'insolites boîtes grises installées sur les quais de huit stations de la ligne 9 du métro parisien (Mairie-de-Montreuil - Pont-de-Sèvres): depuis le 15 juin, ces distributeurs automatiques leur permettent de s'offrir leur quotidien préféré parmi les six offerts.

Cette initiative a été prise en commun par Promo Métro, filiale commerciale de la RATP, les Relais H, la Seprotect et les éditeurs des six journaux concernés (Le Monde, Le Parisien, Le Figaro, Libération, France-Soir et Le Journal du dimanche).

Contrairement aux Etats-Unis, où chaque rue possède son distributeur de presse, la France est en retard dans ce domaine. Après le succès de 1 600 distributeurs de boissons et de friandises, la RATP souhaite compléter ce réseau par des points de vente de presse, notamment dans les stations où les Relais H ne sont pas présents. C'est aussi l'occasion de préparer l'arrivée de la porte-monnaie électronique, que la RATP espère mettre en place d'ici deux ans. Il servira à la fois de titre de transport et de moyen de paiement

pour acheter boissons, friandises et journaux.

Il y a un an, les stations Auber et Basille avaient déjà été équipées d'un distributeur de presse, mais ces quelques machines isolées n'avaient pas eu un impact psychologique suffisant et les ventes n'ont jamais décollé.

MÉRITES

De son côté, Le Parisien avait imaginé, en 1993, une alternative au système des monnayeurs, qui exige un approvisionnement régulier et augmente le risque de vandalisme, en installant quatre-vingts distributeurs à carte à puce dans les rues de Poissy et d'Issy-les-Moulineaux. Mais les lecteurs restaient réticents à l'acquisition d'une carte supplémentaire. En outre, les marchands de journaux, déjà échaudés par les initiatives de certains supermarchés, s'étaient effrayés de cette nouvelle concurrence. Le Parisien avait mis fin à l'expérience, et il avait choisi d'installer une vingtaine de distributeurs à pièces dans le RER, avec des résultats plutôt positifs.

« Cette nouvelle opération a pour but de développer des ventes supplémentaires, et non de transférer des

ventes d'un endroit à un autre », affirme Philippe Auroy, responsable des quotidiens aux NMPP. Ce discours ne suffit pas à rassurer les marchands de journaux: « Nous restons pragmatiques, dans la mesure où ces distributeurs permettront à la presse quotidienne nationale de se développer, déclare-t-on à l'Union nationale des diffuseurs de presse (UNDP). Mais il ne faudrait pas que ces machines menacent à terme les 33 000 diffuseurs traditionnels en France, qui représentent plus de 30 000 emplois. »

Après quelques semaines de

mise en service, les éditeurs reçoivent les premières statistiques de vente. « Les femmes se montrent plus curieuses et spontanées que les hommes, et assurent 75 % des ventes », affirme Laurent Grumbach, de la Seprotect. Les acheteurs du Monde et de Libération sont très réactifs, ceux de France-Soir et du Parisien hésitent davantage. Le lectorat du Figaro est pour le moment absent. Les partenaires de l'opération dresseront un premier bilan à l'automne.

Catherine Holub

Résultats Bac 1998 Jeudi 9 juillet Bac professionnel Académie de BORDEAUX 3617 LMPLUS

Le Monde en été, ça vous change le quotidien!

Le Monde en été:

- Départ des juillet vers l'Égypte dans les pas de Bonaparte et ses savants.
• Cinq séries surprise - à découvrir tout l'été.
• Chaque semaine une nouvelle inédite offerte avec votre quotidien.

Pour ne manquer aucun épisode : abonnez-vous!

Bulletin spécial d'abonnement

Choisissez simplement votre durée, remplissez le bulletin et retournez-le accompagné de votre règlement, à l'adresse suivante:

LE MONDE, Service abonnements 24, avenue du Général-Leclerc 60646 Chamilly Cedex

Table with 2 columns: DURÉE and FRANCE. Rows: 2 semaines (13 n°) - 96F, 3 semaines (19 n°) - 139F, 1 mois (26 n°) - 179F, 2 mois (52 n°) - 378F, 3 mois (78 n°) - 562F, 12 mois (312 n°) - 1 980F.

Form for subscription details: Votre adresse de vacances, Votre règlement, Nom, Prénom, Adresse, Code postal, Ville, Votre adresse habituelle, Adresse, Code postal, Ville.

1 mois d'abonnement 26 n° 173F



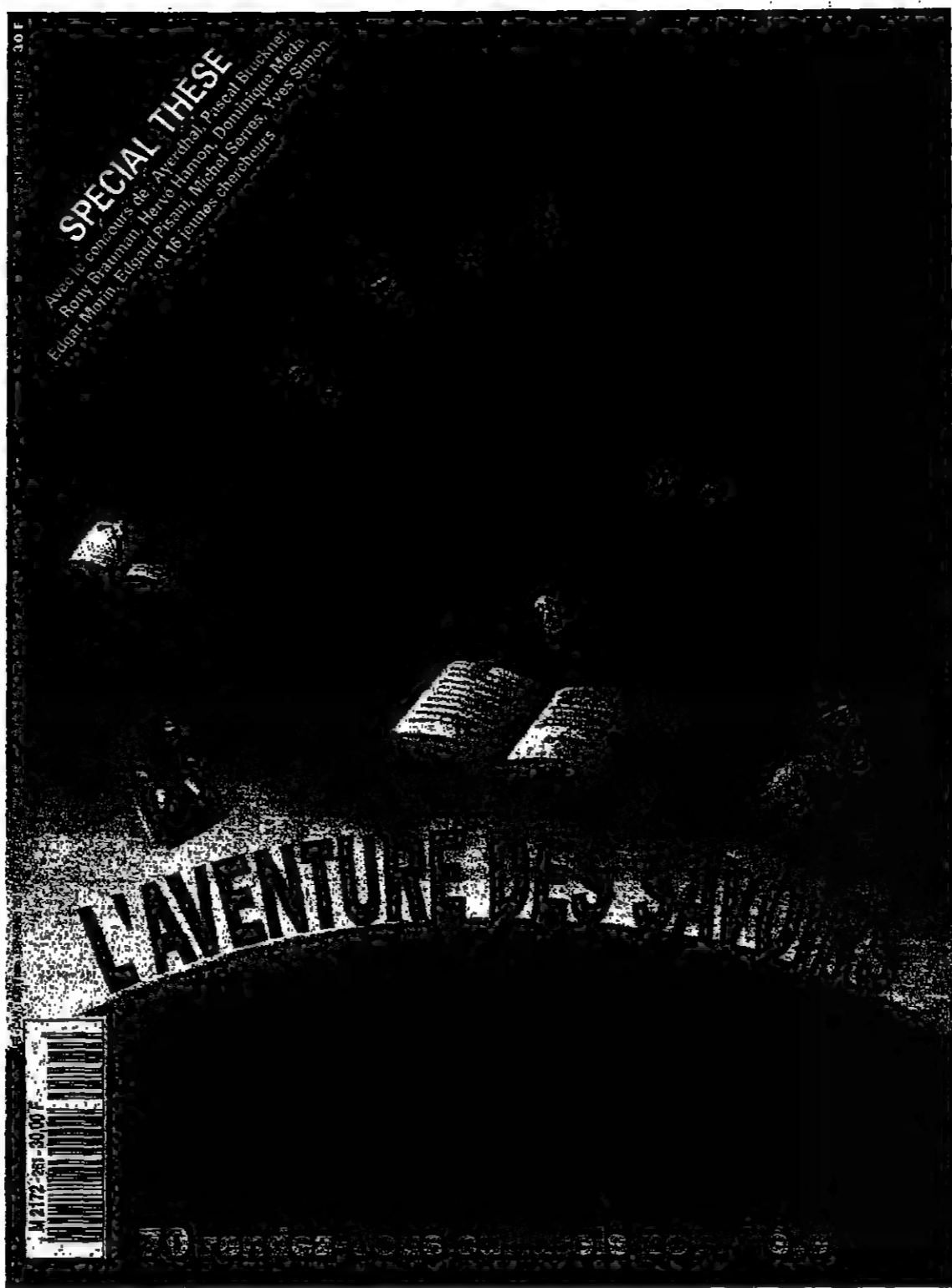
Pour tout autre renseignement: 01 42 17 32 50 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi





هكذا من الامم

# C'est l'été. Laissez-vous surprendre.



## UN MENSUEL ENTIÈREMENT CONSACRÉ AUX DÉFIS ÉDUCATIFS ET CULTURELS DE NOTRE SOCIÉTÉ

Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : littérature, religion, autorité, corps, professeur, ville, famille, art de la scène, etc.

Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, permettent l'accès

aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Chaque mois, *Le Monde de l'éducation* a rendez-vous avec celui de la culture et de la formation.



Partageons le savoir : rendez-vous chaque samedi, du 11 juillet au 29 août, à 8 h 48 sur France Inter avec « L'Aventure des savoirs » et à la rentrée pour des « soutenances bis » de thèses dans les forums FNAC

### PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT !

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : Le Monde de l'éducation - Service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex  
Offre valable jusqu'au 31 décembre 1998 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au [33] 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures

**1 AN, 11 NUMÉROS**  
**249 F**  
au lieu de 330 F  
**SOIT 24 %  
DE RÉDUCTION**

- OUI**, je souhaite bénéficier de votre offre d'abonnement au *Monde de l'éducation* pour
  - 1 an (11 numéros) pour 249 F seulement au lieu de 330 F, soit une économie de 81 F.
  - 6 mois (6 numéros) pour 150 F seulement au lieu de 180 F, soit une économie de 30 F.

801 ME002

Nom : \_\_\_\_\_  
 Prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Ville : \_\_\_\_\_

- Je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde de l'éducation*.
- Je préfère régler par carte bancaire :

N° : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Date d'expiration : [ ] [ ] [ ] [ ]

Date et signature obligatoires :

\_\_\_\_\_

Conformément à la législation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant.

SECRET  
ÉLÉ  
ENFANT  
END  
L'É  
FCP

50:20 من لاصح

FINANCES ET MARCHÉS

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 8 JUILLET
Liquidation : 24 juillet
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40

PARIS

0,19 %

CAC 40

4324,92

Table of stock market movements for French companies, including columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

Table of stock market movements for various international companies, including columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

Table of stock market movements for various international companies, including columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
MERCREDI 8 JUILLET

Table of bond market movements, including columns for bond name, previous price, current price, and percentage change.

ACTIONS

FRANÇAISES

Table of stock market movements for French companies, including columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

ACTIONS

ÉTRANGÈRES

Table of stock market movements for international companies, including columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
MERCREDI 8 JUILLET

Table of stock market movements for French companies, including columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

Table of stock market movements for various international companies, including columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
MERCREDI 8 JUILLET

Table of stock market movements for various international companies, including columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

MARCHÉ LIBRE

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
MERCREDI 8 JUILLET

Table of stock market movements for various international companies, including columns for company name, previous price, current price, and percentage change.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 7 juillet

Table of mutual fund and investment company movements, including columns for fund name, previous price, current price, and percentage change.

Table of mutual fund and investment company movements, including columns for fund name, previous price, current price, and percentage change.

rendre

DÉRS TE

dans les forums FNA



En Suède, une prison aux clés d'or

Le dernier chic à Stockholm est de passer quelques nuits dans l'ancien pénitencier construit en 1840 par Oscar Bernadotte

L'ENTRÉE de l'hôtel est avenante comme une porte de prison... Et d'ailleurs c'en est une !

Les deux cents cellules individuelles des condamnés ont été transformées en cent chambres de tourisme conservant pour la majorité d'entre elles leur étroite dimension d'origine mais étant agrémentées d'un cabinet de toilette.

Le site a été marqué en particulier par le séjour du terroriste marxiste Anton Nilson, incarcéré au Kronohuset de 1909 à 1913 et qui gagna ensuite la Russie, où il mourut plus que centenaire en 1989.

Le site a été marqué en particulier par le séjour du terroriste marxiste Anton Nilson, incarcéré au Kronohuset de 1909 à 1913 et qui gagna ensuite la Russie, où il mourut plus que centenaire en 1989.

Pertour dans les couloirs, cours et coursives, s'allignent portraits des anciens directeurs de la centrale en uniforme de parade, règlements carcéraux et objets d'art moderne inspirés par l'incarcération. Ça plait aux clients de tous âges qui s'entrephotographient, revêtus des tricots noirs et blanc rayés ou coiffés des calots rayés des deux mêmes couleurs, comme en portaient les prisonniers et que vend la réception.

Un élément au moins du mobilier nouveau des chambres déplaît à certains visiteurs, tandis que la majorité paraît en apprécier l'humour noir : le miroir mural en forme de guillotine n'a pas été omis le trou pour la tête du supplicié... Si vous croisez un fantôme, il ne peut s'agir que du seul hôte de Langholmen décapité in situ avec la guillotine, naturellement importée de France : Alfred Ander (1873-1910), assassin d'une postière débutante qu'il avait dévalisée. Le musée (qui rappelle le Musée de la Justice à Fontaine-de-

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Carnet de route

- Hôtel Langholmen, tél. : 00-46-86-68-05-00. Chambres de 120 F à 500 F la nuit (en hiver, jusqu'à 700 F).
● Manifestations : dans le cadre de « Stockholm, capitale européenne de la culture 1998 », une grande exposition sur Bernadotte - « Charles XIV Jean, une carrière européenne » - est organisée au palais royal des Trois-Couronnes. Tous les jours, de 10 heures à 16 heures, jusqu'au 13 septembre. Dans la plupart des châteaux dynastiques, ouverture cet été de

- pièces habituellement fermées comme la Bibliothèque Bernadotte. Pour aller au palais de Drottningholm, prendre le bateau-restaurant Prince-Carl-Philip. Rencontres nautiques jusqu'au 20 juillet, à Stockholm, avec voiliers, croisières, fête sur les quais. Renseignements : Office suédois des voyages à Paris, tél. : 01-53-43-26-27.
● Lectures : Bernadotte et Désirée Clary, le Béarnais et la Marseillaise, souverains de Suède, de Françoise Kermina, Perrin. Du même auteur, chez le même éditeur, Christine de Suède.

Golf : tee for tous

Hier encore, celui qui voulait goûter se heurtait à un univers élitiste. Seule issue : les golfs publics, encouragés par une fédération en quête de licenciés. En 1987, ces derniers étaient 121 382 ; en 1997, 261 508. Côté parcours, on est passé de 200 à 509 pendant ces dix années. Aujourd'hui, dans une France suréquipée, le golfeur est un client très courtois, qu'il veuille apprendre, se perfectionner ou jouer. Pour s'initier, mieux vaut privilégier les stages. Ceux de Philippe Méndibar, à Ibarritz, sur la côte basque (tél. : 05-59-43-77-87) ; ceux de John Gould (tél. : 04-94-32-50-50), à l'FHôtel-Golf de Prégate (tél. : 04-94-29-39-39), près de Bando ; ceux, économiques et ludiques, de l'UCPA (tél. : 01-43-36-05-20 ; Mini-Golf : 3615 UCPA), ainsi que les stages Golf-Leadbetter (tél. : 04-67-91-25-38) ; ceux proposés sur les

parcours de l'Open Golf Club (tél. : 01-42-89-38-72) et par Maeva (tél. : 01-46-79-53-53, et agences Havas Voyages). De la théorie, on passe à la pratique. Dans l'Hexagone, signalons les cartes diffusées par plusieurs comités départementaux du tourisme (Fédération nationale, tél. : 01-44-11-10-20), qui permettent de golfer et de se loger à tarifs réduits. Pour les séjours, consulter Pierre & Vacances (tél. : 0802-37-37-37), Maeva et Open Golf Club (déjà mentionnés). A noter aussi les forfaits associant golf, thalasso et remise en forme, notamment à Thalassa Quiberon (tél. : 02-97-50-20-00), à Carnac (tél. : 02-97-52-53-54), au Domaine de Divonne (tél. : 04-50-40-34-34) ou à Saint-Jean-de-Mourts (tél. : 02-51-59-91-08). Les chaînes hôtelières font également assaut de séduction. Citons le Club Novotel Golf Worldwide (tél. : 01-60-77-93-00), qui rassemble parcours français et étrangers, et les « week-ends

Best Western » (tél. : 0800-90-44-90). A l'étranger, on peut opter pour le soleil (Espagne, Portugal, Tunisie, Maroc) ou un retour aux sources (les Iles Britanniques), avec un petit faible pour l'Ecosse (Timberly et Glenegale) et pour l'Irlande (se procurer The Golfers Guide à l'Office du tourisme, tél. : 01-53-43-21-22). Outre-Atlantique, on a le choix entre les Etats-Unis, paradis des resorts golfeurs - dont ceux de la chaîne Hyatt (tél. : 0800-90-85-29), qui bichonne les Tiger Woods en herbe (de huit à dix-sept ans) -, le Canada - avec, notamment, les golfs des hôtels Canadian Pacific (Vacances Air Canada, tél. : 01-40-33-15-15) - et les Caraïbes, où Cuba vient d'ouvrir un golf à Varadero (Havanatour, tél. : 01-44-51-50-80). Plusieurs spécialistes programment stages, séjours et circuits en France et à l'étranger. Citons Golfissimo (tél. : 01-53-61-97-97), Les Chemins du golf (tél. : 01-30-61-46-99), Golf européen Travel (tél. : 01-47-89-45-92),

Patrick Francès



NICOLAS VIAL

Greens du monde (tél. : 04-94-55-97-77) et Galita (tél. : 01-53-43-36-36), qui propose en prime, pour 139 F au lieu de 179 F, le Peugeot Golf Guide, bible du golfeur itinérant.

PARTIR

■ UN COTTAGE EN IRLANDE. Situé aux confins nord-ouest d'une île à l'écart des sentiers battus, le Donegal conjugue rudesse et solitude. On y respire, des plus hautes falaises d'Europe, l'océan, avant d'aller se perdre sur la lande violette du Glenveagh National Park. Certains y ont jeté l'ancre : Paul Chatenoud, ex-libraire parisien, de sa thébaïde d'Ardevally, perchée sur une colline dominant le bourg d'Ardevally (réputé pour ses tweeds et ses pubs), s'attache à communiquer aux visiteurs sa passion pour cette contrée romantique. Baptisé An Geata Glas (« Le portail vert »), son cottage offre, à l'année, musique classique et concerts de soleil. Pour 20 par personne, en B&B, et une chambre (avec vue) à 25. A signaler la randonnée programmée par Explorator (10 jours, 5 980 F de Dublin) à travers le Donegal et le Connemara.

■ CHINE DE FRANCE. Amateur du dimanche éprouvé d'inolite ou de nostalgie, collectionneur à la recherche de l'objet rare, les Français ont fait de la chine l'un de leurs loisirs préférés. Premier hors-série de la collection « Un grand week-end », Un grand week-end pour chiner (Hachette) se veut le compagnon de ceux qui entendent conjuguer ce passe-temps avec des escapades touristiques. Région par région, ses auteurs ont sélectionné les meilleures foires à la brocante, salons d'antiquaires et vide-greniers avec, pour chaque destination, les renseignements utiles (itinéraires, contacts, etc.), les conseils de professionnels, ainsi que des pages thématiques sur les tendances, les codes et les spécialités régionales. Avec un choix d'hôtels, de restaurants et des suggestions de balades dans les environs.

■ Un grand week-end pour chiner (Hachette), 264 pages, 129 F.

■ CÔTES-D'ARMOR : EN VOITURE ! Un train à vapeur reprend, cet été, du service entre Paimpol et Pontrieux. L'occasion de découvrir, depuis les fenêtres des wagons des années 30 remotorisés par la dernière locomotive à vapeur de la SNCF, la 230 G 353, le sauvage et pittoresque estuaire du Trieux, inaccessible par la route. Jusqu'au 30 août, départ de Paimpol du lundi au jeudi, de Pontrieux, les dimanches. Du 31 août au 12 septembre, départ de Pontrieux les vendredis et samedis. Aller-retour : 120 F (60 F pour les enfants) avec haute-dégradation de produits locaux au manoir de Traou-Nez.
■ Renseignements et réservations au 02-96-20-52-06.

EVASION 3615 Voyages

3615 Bye Bye 2 950 Frs Kenya, 1 950 Frs Turquie, 4 690 Frs Malaisie

VOTRE SEJOUR EN OUEVRAS 500 jours de golf, piscine, tennis, sauna, jacuzzi

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS \*NN LOGIS DE FRANCE TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE

3615 DREAMS Voyages propose séjours de qualité et vols des meilleures compagnies

GO 500 Destinations à prix charter! 3617 GO CHARTER

Directours VOYAGISTE EN VENTE DIRECTE GARANTIT Les meilleurs prix du marché à qualité égale dans chaque catégorie hôtelière

Le Relais\*\*\* de Castelnaud Vallée de la Dordogne Silence d'un Hôtel à la campagne

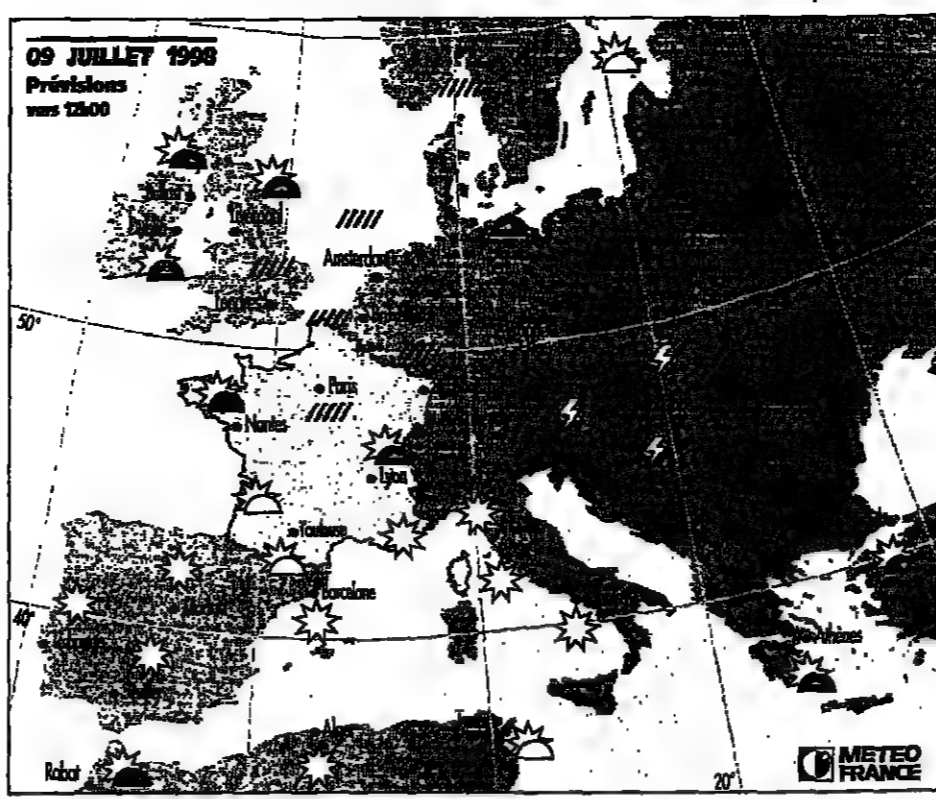
LE COMPTOIR BLEU Voyages LANGKAWI 4680 F IBIZA 1260 F DJERBA 1360 F

AIR CHINA POUR L'OUVRETURE DE SON 5e VOL/SEMAINE PARIS/PÉKIN ou PARIS/SHANGHAI 3800 F A/R en BOEING 747-400

TRAVELTOUR 5 410 F HONGKONG 3 150 F ROSARIO 680 F

Les nuages persistent au nord

JEUDI, l'anticyclone des Açores reste sur ses positions, et donc toujours trop distant pour pouvoir écarter les perturbations atlantiques de notre pays. Seules les régions au sud de la Loire pourront bénéficier d'une journée estivale. Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. En bord de Manche et jusqu'au Perche, le rideau nuageux ne se déchirera pas, et l'on peut même s'attendre à une ondé local. Le ciel restera nuageux du sud de la Bretagne au Maine, tandis que les éclaircies seront plus belles en Vendée. Il fera de 18 à 22 degrés. Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. De la Côte d'Albâtre à la frontière belge, le soleil brillera par son absence. Il faudra compter avec des pluies faibles mais fréquentes. En Ile-de-France, le ciel se couvrira l'après-midi et une ondée est possible en soirée. Le soleil daignera se montrer de l'Orléanais au Berry. Il fera 17 degrés sur les côtes, 20 à 24 ailleurs.

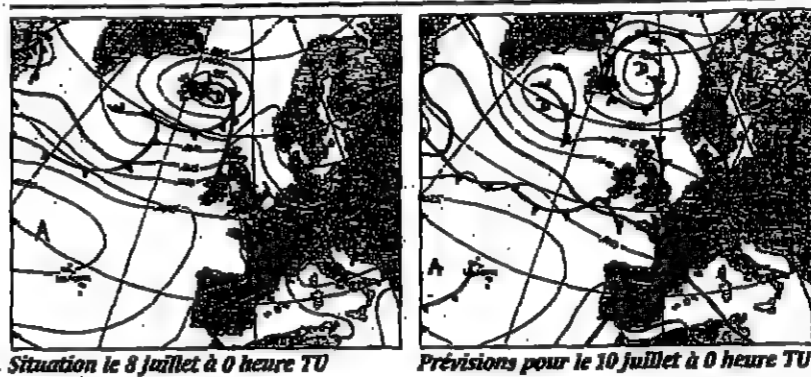


LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. Dans la sècle de ses mini-cartes l'Institut géographique national (IGN), vient d'éditer un mini-plan de Paris (11x8 cm) qui n'en indique pas moins sens n'en indique pas moins sens uniques, parkings, stations-service, aéroports, musées, offices de tourisme, piscines, campings, ports de plaisance et tennis sans oublier, en outre, le plan des lignes de métro, du RER et de la SNCF. En vente dans les librairies au prix de 20 F. EUROPE. Avec ses prix 'Jet Set', la Lufthansa propose, jusqu'au 31 août, de voler vers les principales villes d'Allemagne, de Paris et de province, à partir de 1190 F A/R TTC (950 F de Strasbourg), ainsi que vers 22 destinations en Europe, pour 1490 F (à partir de 1290 F de Strasbourg). Seules obligations : coucher un samedi sur place et revenir le 31 août au plus tard. Renseignements au 0-802-020 (à indigo).

Table with columns for location, temperature range, and weather conditions for various cities.

Table with columns for location, temperature range, and weather conditions for various cities.



PRATIQUE

Jouer à se faire peur pour mieux prévenir le danger

ADRIEN, trois ans et demi, se cache les yeux et pousse un « pouh » dégoûté : sur l'écran vient d'apparaître le visage d'un petit garçon couvert de boutons. A la Cité des sciences de La Villette, dans un espace dédié à « L'enfant face aux dangers », Adrien a cliqué sur l'armoire à pharmacie de la salle de bains... et découvre ce qui arrive aux petits curieux qu'il s'aventurent vers les meubles interdits. A côté de lui, Laura, quatre ans, a choisi le lait. Laura, quatre ans, a choisi le lait. Laura, quatre ans, a choisi le lait.

directions à choisir... Le chemin est semé de pièges à connaître et à éviter. A l'issue de cette déambulation, Nicolas reçoit un bilan décrivant son comportement de conducteur. ACCIDENTS DOMESTIQUES. Devant la grande fresque centrale, sur laquelle sont peints plusieurs enfants en pleine action (un se glissant dans un souffrail, l'autre escaladant une fenêtre...), s'est regroupée une classe entière. Chacun se met à rechercher les situations dangereuses. Il suffit d'appuyer sur le bouton correspondant à l'une d'elles, et de coller son oreille sur la paroi : une petite voix explique alors pourquoi il y a un risque.

namt à cette tranche d'âge meurent chaque année d'accidents domestiques. Les plus vulnérables étant les moins de cinq ans, particulièrement exposés aux risques de brûlures (liquides, feu, électricité) et de chutes. Ils le sont aussi pour les objets, dont les plus nombreuses et les plus graves sont dues aux chaises hautes, aux tables à langer, aux escaliers, aux meubles et aux fenêtres. Deux tiers des accidents se produisent dans la cuisine. Endroit exposé par excellence puis-

domestiques auxquels il est exposé. Imprimées. Cette même fondation a conçu des fiches d'accompagnement ou des encarts dans son magazine MAIF Infos. Pour se procurer ces documents. Adresser la demande à la fondation MAIF, Le Pavois, 50, avenue Salvador-Allende, 79000 Niort. Tél. : 05-49-73-87-04. Fax : 05-49-73-87-03. Site internet : www.maif.fr et www.fondation.maif.fr

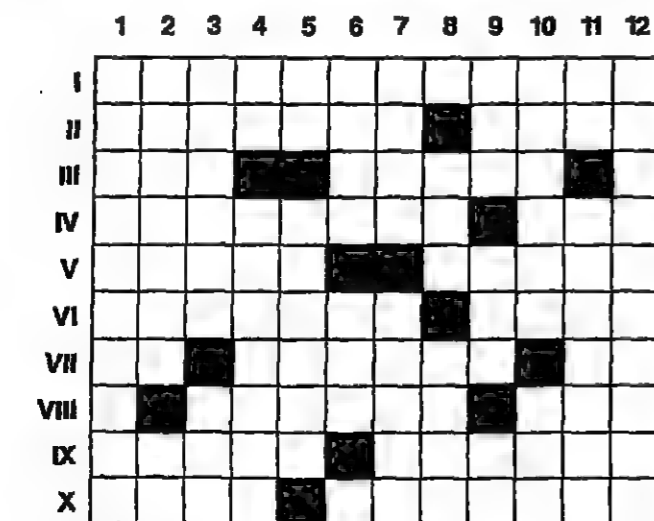
disent le plus fréquemment en ville. Les plus graves ont lieu à la campagne. La vitesse joue un rôle prédominant. Toujours en 1996, 4 000 enfants de moins de dix ans ont été blessés dans un accident alors qu'ils étaient passagers d'une voiture. 146 sont décédés. DÉCOR QUOTIDIEN. C'est pour tenter de prévenir ces drames et contribuer « à l'apprentissage du risque et des comportements à adopter pour éviter ses conséquences » que la MAIF informe (dans son magazine trimestriel, notamment) et organise des actions, principalement en milieu scolaire, sur la sécurité routière et domestique. Depuis 1993, en partenariat avec la Cité des enfants de la Cité des sciences et de l'industrie, la mutuelle anime un espace d'exposition dédié à l'enfant, sa famille et son entourage quotidien (éducateurs, enseignants pour apprendre la prudence. Après « Les risques domestiques » (de 1992 à 1994), « L'enfant piéton dans la ville » (de 1994 à 1996), c'est maintenant « L'enfant face aux dangers ». L'axe choisit - sensibiliser aux risques que

court chacun des intéressés, en fonction de son âge - s'articule autour de deux parties : les dangers de la maison, aménagés autour des contraintes de l'organisation du foyer (cuisine, lessive, bricolage) pour les plus jeunes, de trois à six ans ; les risques de la circulation, pour les sept à neuf ans, dont l'antipédisme progresse rapidement. Bonnes et écrans interactifs, dessin animés, vidéos pédagogiques, jeux manuels... se partagent un décor qui simule le quotidien de l'enfant : les pièces de la maison (cuisine, salle de bains, garage...), le jardin, la rue et son passage protégé, sa voiture et le vélo du marchand de glaces. Une mise en scène ludique pour un sujet sérieux. La prudence s'apprend, ici, en riant. Véronique Cauhapé

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98162

505 Jeux de mots : 3615 LEMONDE, toupez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT 1. Pratiquer l'ouverture. - II. Sulfure, mais il a du mal. Prise en toute décontraction. - III. Possessif. Laisse échapper les gaz. - IV. Prises au piège. Lasse. - V. Son fil a révolutionné notre mode de vie. Homme de main. - VI. Aimable propos souvent à contresens. Scientifique, il travailla à la réforme de l'enseignement. - VII. Le germinium. L'esprit du mal mis en pratique. Née de la scission de 1948. - VIII. Buffets anglais. Bâtitseur de pyramides. - IX. Mises en commun. Simple maladresse ou grosse bavure. - X. Manifestes la mauvaise humeur. Prendre de l'importance.

VERTICALEMENT 1. Baraque pour vider la baraque. - 2. Passe du propre au commun. Comme un ver. - 3. Marqué à la craie. Problème de fond. - 4. En cage. Jeux de boules. - 5. Dans la

garner. Rapprochements réussis. - 6. Prince légendaire. Symbole d'équivalence. - 7. Neige éternelle. Ciel pour les poètes, enfer pour les drapés. - 8. Sur la rose. Rois renversés. - 9. Saint étranger. Port du Japon. Participe gal. - 10. Bien vue dans l'espace. Discret en société. - 11. Préparation. Est passé de la mer à la montagne avec sa planche. - 12. Aide-mémoire.

Philippe Dupuis SOLUTION DU N° 98161 HORIZONTELEMENT I. Arrière-train. - II. Beurrés. Uña. - III. Spirites. Bai. - IV. Orna. Arabica. - V. Lied. Mima. Td. - VI. Us. Identifié. - VII. Téra. Rein. Vs. - VIII. INRA. Ast. - IX. Ouaté. Mg. ETA (Ba). - X. Néné. Bas-bleu. VERTICALEMENT 1. Absolution. - 2. Reprise. Ue. - 3. Ruine. Tian. - 4. Irradiante. - 5. Et (Ec). Ré. - 6. Réamoras. - 7. Esdras. Ma. - 8. Santiago. - 9. Ru. Balns. - 10. Albi. Tel. - 11. Inactivité. - 12. Naldes. Au.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1796

ATTENTION À CÉSAR ! Dans une donne d'un tournoi joué à Tartu, en Estonie, un des joueurs de flamc a fait un appel qui a permis au déclarant de gagner « 3 SA ». Ce même contrat a chuté à l'autre table. ... Ann. : S. don. N.-S. vuln. Sud Ouest Nord Est A. Heino X. L. Heino Y. 2 ♠ 2 ♠ 3 ♠ passe 3 SA passe passe

avoir le Roi. En effet, dans la majorité des cas il y a intérêt à déclarer le partenaire. Mais, ici, Ouest aurait peut-être dû renoncer à ce principe de jeu de flamc, car il aurait pu prévoir ce qui allait lui arriver à la fin. Le déclarant n'a pas laissé passer le 10 de Trèfle, car Est aurait pris avec le Valet et une contre-attaque à Carreau aurait empêché la fin de coup gagnante à laquelle Heino a abouti en tirant ses quatre Coeurs maîtres sur lesquels Ouest a défilé un Carreau. ... Sud tire l'As de Trèfle du mort et Ouest est obligé de jouer un Pique. Alors Heino a joué le 10 de Pique pour mettre Ouest en main avec le Valet et l'obligé à jouer Carreau après qu'il eût fait ses trois Piques maîtres. ... DANGEREUX DE CONTRER LE CHAMPION ! Un curieux contrat de « 5 SA » a été réussi en partie libre par Bob Hamman, le numéro un américain, qui avait déjà été membre de l'équipe des États-Unis il y a trente ans.

Ann. : E. don. Pers. vuln. Ouest Nord Est Sud - 3 ♠ contre passe 4 ♠ - 3 ♠ contre passe 4 ♠ - 3 ♠ contre passe 4 ♠ - 3 ♠ contre passe 4 ♠ - 3 ♠ contre passe 4 ♠ - 3 ♠ contre passe 4 ♠

Accoins de la Villa M... advertisement for a villa or property.

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 9 JUILLET 1998

Le dépouillement exemplaire de « Curlew River »

Aix-en-Provence/Musique. La version aixoise de la parabole religieuse de Benjamin Britten est une épreuve musicale et théâtrale

L'ÉTÉ FESTIVAL

A Aix-en-Provence, chaque soir apporte sa surprise. Excellente. Mardi 7 juillet, Curlew River, la première des trois paraboles d'église composées par Benjamin Britten...

CURLEW RIVER, parabole religieuse, de Benjamin Britten, sur un livret de William Plomer. Avec Michael Bennett (la Femme folle), Jussi Järvenpää (le Passer), Andrew Rupp (l'Esprit de l'enfant)...

composition de cet ouvrage au retour d'un voyage en Orient où il avait été marqué par la musique balinaise et avait découvert le théâtre nô. Britten ne chercha évidemment à singer ni la musique japonaise ni le nô...

mandé au passeur de l'accepter sur son bateau, car elle cherche son fils. Elle chante et monte à bord. Pendant la traversée, le passeur raconte qu'un an auparavant un enfant-esclave est mort, qu'il a demandé que l'on plante un arbre sur sa tombe...

soutiennent les voix solistes et le chœur quand le cor, la flûte, le violoncelle, l'alto, accolés à un rôle particulier, ne le font pas - la harpe fait généralement un lien entre ces instruments...

voyageur à celle de la femme, des apartés des uns et des autres, du départ du bateau stylisé avec une grâce inimaginable à la façon dont le passeur le fait avancer sur la rivière...

Yoshi Oida témoigne d'une confiance habileté à habiter le vide, la nudité, à les emplir d'une humanité agissante, émuovante. Les chanteurs sont parfaitement tenus, mais paraissent libres. Ils incarnent ce mystère, cette rédemption sublime, avec une force, un calme étonnant...

Alain Lompech

David Stern, qui ne perd jamais son calme

AIX-EN-PROVENCE de notre envoyé spécial

David Stern est là depuis le début de l'Académie européenne de musique. Il est le fédérateur des forces musicales et des forces théâtrales, des jeunes chanteurs et des instrumentistes...

chefs qui venaient au Châtelet pour diriger les opéras qui y étaient montés dans la saison.

David Stern n'aime pas trop la spécialisation à outrance des ensembles en fonction des répertoires et cette idée qu'il y aurait « des ghettos de la musique réservés au contemporain et d'autres au répertoire baroque »...

qu'il fallait faire dans Didon, c'est de la musique de chambre; les musiciens ne doivent pas seulement se sentir responsables de la couleur de chacun des sons qu'ils produisent, mais aussi des mots des chanteurs...

C'est un peu l'inverse avec Curlew River, ajoute David Stern. Les difficultés de lecture, de jeu sont là tout de suite, mais, quand on les a surmontées, cela devient plus facile...

A. Lo.

Les recoins de la Villa Médicis

Rome/Exposition. Les portes de l'Académie de France s'ouvrent sur un triple thème

LA VILLE, LE JARDIN, LA MÉMOIRE. Villa Médici, viale Trinita dei Monti, 1, 00187 Rome. Tél. : (06) 67-61-1. De 12 heures à 19 heures. Fermé le lundi. Jusqu'à 30 août. Entrée 9000 litres (environ 30 francs).

ROME

Sait-on que l'Académie de France à Rome, notre fameuse Villa Médici, qui a retrouvé sa blancheur d'antan et se passe enfin d'échafaudages, a deux nobles missions...

C'est avec plus ou moins de bonheur, et de discrétion, que les directeurs de l'Académie tentent depuis plus de vingt ans de coaguler l'ouvert et le fermé, et de ramener l'inspiration à plus de réalités : réalité de la création contemporaine, réalité de la vie urbaine moderne...

Trois expositions estivales mêlant pensionnaires artistes et artistes extérieurs, des débats, des colloques, sont prévues. La première des expositions est lancée. Une vingtaine d'artistes la composent dans divers lieux, de l'ancienne citerne qui s'ouvre toujours, où Lois Weinberge, un Viennois, a placé d'étranges icônes...

le hall d'entrée (où Lucius Burckhardt, de Bâle, présente le programme de l'Agence de voyages à la Villa Médici), pour en appréhender quelques secrets recoins : passages, rampes, escaliers intérieurs, et bruissements bien taillés.

Côté cour, on y verra les plantations de Fabryce Hybert, qui a transformé les pelouses en jardin potager, une vocation ancienne du terrain. Au dedans comme au dehors, tout n'y est pas convaincant, mais on tombe sous le charme de deux ou trois prestations : les photos de fleurs trop belles pour être naturelles des duettistes suisses Fischli et Weiss, par exemple, ou Le Jardin du tendre et du cruel d'Annette Messager...

SITE NATUREL

Côté jardin encore, on est troublé par la visite audio-guidée à la façon de la canadienne Janet Cardiff, qui vous perturbe l'écoute en mélangeant les sons du site naturel et les sons fabriqués, et en imposant la présence corporelle d'un promeneur qui a fait le parcours auparavant. Quand, dans la villa, l'installation dure et anachronique de Kay Hassan détonne, ce qui n'est pas un mal. L'artiste de Johannesburg évoque un shebeen, un de ces lieux miteux où, en Afrique du Sud, on va pour échanger, boire, écouter de la musique, draguer.

L'exposition a été confiée à Laurence Bossé, Hans Ulrich Obrist, tous deux du Musée d'art moderne de la ville de Paris, et Carolyn Christov-Bakargiev, critique d'art et commissaire indépendante d'expositions, qui vit à Rome. Ils ont eu peu de temps pour caler la manifestation - ce qui explique probablement le flottement ambiant. L'ensemble n'est cependant pas sans promesse de suites bien étayées.

Geneviève Breerette

LA PHOTOGRAPHIE DE FRANCK COURTÈS

RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA PHOTOGRAPHIE, ARLES



Jacques dans le grand lit, mai 1998. Exposition: « A propos du monde intérieur ».

FRANCK COURTÈS Né en 1964, il vit à Paris. Photographe de portraits et de reportages, il commence à travailler pour Libération et Les Inrockuptibles en 1988, puis vient en collaboration avec Télérama, Le Monde, Le Nouvel Observateur et la presse musicale. Depuis plusieurs années, il établit son Album de famille, qui sera exposé pour la première fois à Arles:

« Les carnets sont un journal photographique, chaque instant devient un petit moment historique et, en une semaine seulement après la prise de vue, l'image est parfois déjà empreinte de nostalgie. Voilà comment se fabrique un passé. Les carnets compensent l'éphémère du travail de commande pour la presse et rétablissent un certain équilibre. »

LE CARNET DU VOYAGEUR

le danger

هكذا من الامل

QUESTIONS A...

DJAMILA SAHRAOUI

1 Vous avez réalisé L'Autre Moitié du ciel d'Allah, un film présenté au festival Résistances...



3 Que peuvent les cinéastes pour aider l'Algérie ?

Continuer à faire des films, à s'exprimer, envers et malgré tout. Montrer qu'on n'est pas mort.

4 Dans le film, ces jeunes s'expriment en kabyle ou en arabe ?

En kabyle. C'est pourquoi il ne passera jamais à la télévision algérienne.

2 Le festival le projette au cours d'une journée sur les femmes, le 10 juillet...

Les femmes ne sont pas gâtées ! Le patriarcat, les trois religions monothéistes ne les aident pas.

Propos recueillis par Catherine Bédarida

\* Festival Résistances. Jusqu'au 12 juillet, à Tarascon-sur-Ariège.

Saison hippophagique

Saumur/Spectacle. Visite à la prestigieuse Ecole nationale d'équitation, fondée en 1814, qui présente ses exercices et des galas

SAOMUR

de notre envoyé spécial Avec Bartabas au menu d'Avignon, viril Mazeppa tournant ventre à terre, écumant, on s'était habitué aux arts hippophagiques...

produit depuis l'occasion des galas, dans une robe d'un bleu électrique qui fait se cabrer les chevaux.

Jane Manson, dans une robe d'un bleu électrique qui fait se cabrer les chevaux

Les chevaux du Cadre noir sont des bêtes magnifiques, avec leur crinière tressée de papillotes comme des carrés d'agneau.

HORS CHAMP

CINÉMA : le festival canadien Fant-Asia, consacré au cinéma fantastique, s'ouvrira à Montréal et Toronto le 10 juillet.

Succès mitigé pour Armageddon, à l'issue des trois jours du week-end de la fête nationale aux Etats-Unis.

Courbettes et croupades se succèdent, les chevaux font des bruit, épaules en dedans, mettent leur cavalier à la torture.

Le troisième « Nuit du cinéma » aura lieu le 18 juillet dans le cadre, prestigieux et insolite, de forteresses médiévales, monastères ou châteaux.

MUSIQUE : Khaled, Rachid Taha et Faudel, les trois vedettes du raï, seront réunis en concert, le 26 septembre, au Palais omnisports de Paris-Bercy.

Frédéric Edelmann

\* TEL : 02-41-53-50-66.

Erro, la démesure de toutes choses

La Seyne-sur-Mer/Exposition. Regroupées pour la première fois en France, les peintures politiques de cet Islandais sont une critique truculente et radicale du spectacle du monde

ERRO, POLITICAL PAINTING, villa Tamaris, avenue de la Grande-Maison, 83500 La Seyne-sur-Mer. Tél. : 04-94-06-84-00.

LA SEYNE-SUR-MER

de notre envoyé spécial Les tableaux sont folloissants, énormes. L'homme aussi : Gundmundur Gundmundsson, dit Erro, est un Viking costaud, né en 1932 en Islande.

L'exposition organisée par la municipalité de La Seyne-sur-Mer en montre un peu moins : une centaine d'œuvres, sur trois niveaux, et dans un accrochage bien adré.

A La Villette : « Jazz comme une image », Workshop de Lyon, Orquestra Aragon, David S. Ware, Al Jarreau, le 9 juillet; Elvin Jones Trio, Ravi Coltrane, Django Bates et François Jeanneau Double Quartet, Marcus Miller Band, le 10 juillet.

Qu'est-ce qu'un concert exceptionnel ? Un concert où la musique est là. Lee Konitz (né en 1927) l'âge ne fait rien à l'affaire est là, seul, droit dans l'immensité.

en 1968, les « Intérieurs américains », chambres douillettes ou salles de bains cossues brutalement envahies par des combattants vietnams armés jusqu'aux dents.

FESTES REBONDIES ET TENDRES

Le style d'Erro, inimitable, est tout entier soumis à la métamorphose, à l'image du Bureau-croix, peint en 1979, dont le postérieur, prolongé par des pieds de chaise, se transforme en fauteuil comme Daphné en laurier.

Cela donne des tableaux d'un réalisme hallucinant, comme les soldats blessés de Corean War, qui évoquent Otto Dix; d'un surréalisme grinçant, comme Goodbye Vietnam, un Magritte en mieux peint, où, sur fond de crânes humains empilés, Richard Nixon retire un masque à l'effigie de Spiro Agnew.

Il s'agit, avec ironie, mais jamais sans énergie ni humour, voire un brin de tendresse pour quelques grandes figures révolutionnaires, de rendre saillant le ridicule des va-et-vient, des idéologies de tout poil, qu'ils soient issus du personnel politique ou du monde de l'art.

Harry Bellet

Le bonheur à Montmajour

Arlès/Photographie. Les Italiens Donzelli, Patellani et Vitali dans les salles de l'abbaye

Abbaye de Montmajour, route de Fougères, Arles, De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 août. Tél. : 04-90-96-76-06.

ARLES

de notre envoyé spécial Le meilleur d'Arles serait-il en dehors d'Arles ? Il se peut. Loin des « group-shows », trois expositions personnelles voisinent à Montmajour, l'une dans l'église, les deux autres dans les salles ouvertes sur le cloître.

Vitali tient son rôle de figure emblématique. Il est entendu que ses images révéleront le mieux le « nouveau paysage humain » annoncé. Nouveau ? En partie seulement. Vitali emploie des procédés qui rappellent ceux de Goldbeck : il photographie du haut d'une échelle avec une chambre placée à l'extrémité d'un trépied télescopique.

La diversité des sujets qu'il a traités défendait Patellani contre ce risque. En 1935, à vingt-quatre ans, il découvre la photo lors de la guerre de l'Italie fasciste contre l'Éthiopie.

Les destructions de la guerre, les enfants mutilés, les mines de soufre en Sicile, les manifestations politiques, l'élection de miss Italia, les actrices, les grands hommes. Portraiture, Patellani ne cherche pas à plaire au modèle ou au public. Benedetto Croce apparaît travesti - ou révélé ? - en concierge bourgeois et soupçonneux. D'autres assument de moins cruelles attitudes, particulièrement les peintres, Sironi, Campigli, Guttuso. Mais le photographe réserve ses plus tendres attentions aux comédiennes, Anna Magnani, Ingrid Bergman, Silvana Manganò, Michelle Morgan. Lui qui, d'ordinaire, cherche la vérité des caractères et des situations, se fait bien moins sévère, plutôt galant, parfois presque courtois.

IL ATTEND, IL APPUÏE Resté le chef-d'œuvre, la salle dédiée à Donzelli. Un inconnu, ceint-cil, du moins en France. Il a vécu à Milan, où il organisa des expositions photographiques, tout en travaillant seul et en montrant fort peu ses travaux personnels. La chronologie est édifiante : pas une exposition de 1937 à 1967, ni de 1967 à 1983. Depuis, sa notoriété croît peu à peu, jusqu'à la reconnaissance, en 1997 à Wolfsburg et à Francfort.

Donzelli, dont sont présentés une trentaine de tirages - pas plus - est l'auteur de quelques-uns des plus intelligents et des plus beaux paysages que compte l'histoire de son art. Dans les collines aux terres fendues par la sécheresse, au bord du Pô, sur les rives de l'Adriatique, il attend. Il attend la lumière qui donne vie aux pierres, à l'eau, aux nuages, à l'architecture. Il attend le passage d'une motocyclette, le saut d'un enfant sur une barque. Il attend qu'une femme marche sur la crête d'une dune et qu'elle soit où il veut, dans un angle, à peine visible. A cet instant, il appuie.

D'autres jours, il rode dans des villages, devant les échoppes, le long des palissades et des quais de gare, dans un pays immobile et triste sous le soleil. On songe à Bassani, pour la mélancolie, et à Piero della Francesca pour la construction de l'œuvre selon les axes d'une symétrie légèrement dérogée. Autrement dit, ces paysages sont admirables.

Philippe Dagen

Toute l'histoire du jazz moderne

La Villette/Jazz. Le trio exceptionnel de l'été : Paul Bley, Lee Konitz et Charlie Haden

Paul Bley, Lee Konitz, Charlie Haden, La Villette Jazz Festival, le 2 juillet. Et au North Sea Jazz Festival à La Haye (Pays-Bas), le 11 juillet, tél. : (00-31) 15-21-48900; Umbria Jazz à Perugia (Italie) le 14 juillet, tél. : (00-39) 75-572-33-27; Jazz on the Hill à Sani (Grèce), le 27 juillet, tél. : (00-30) 31-317-327.

Qu'est-ce qu'un concert exceptionnel ? Un concert où la musique est là. Lee Konitz (né en 1927) l'âge ne fait rien à l'affaire est là, seul, droit dans l'immensité.

un son de couteau porté par une plume. C'est une improvisation d'abord sur des écarts fixes (musicale). Elle se fluidifie en phrases, esquissées, puis se transmue en discours. Côté public, le silence répond à la violence de cette affirmation. On parle avec le silence. On sait la course que Konitz embrasse : c'est, depuis les séances de Birth of the Cool (Miles Davis, 1949), l'autre histoire du jazz.

Scène II : Paul Bley entre. Il est né à Montréal en 1932 (bis). Charles Mingus et Art Blakey accompagnent, en 1953, son premier disque. Cela doit suffire. Face à son toucher, on ne mesure plus ce que le piano actuel lui doit. Ils campent le décor à eux deux, Konitz et Bley, même pas fiers : tranquilles. Acclamations. Puis, dans le même mouvement, ce sont les premiers va-et-vient d'une petite frange de public capricieux. Tel est le pari du festival de jazz de La Villette : trop à entendre pour le même prix. Passons. Charlie Haden (contrebassiste)

les rejoint, loin d'eux à droite sur l'immense plateau dans un exil intérieur et complexe. Ce qui vient d'une fragilité extrême de ses tympans. Le trio se lance alors en douceur. La suite est un miracle calme. Un miracle d'audace. Ils jouent devant Loin devant un temps que nous leur volons. Sans souci mais sans crainte d'un passé obsédant. C'est très gonflé, mais rien ne se voit. Toute l'histoire du jazz moderne remonte vers eux, vers leurs rencontres, vers leur filie. Ils n'ont cessé de s'arracher au savoir (Charlie Parker), à des amours (la vie, telle qu'elle tremble), à l'histoire (nous, la politique). Et ils persistent. Pas mal de musiciens aujourd'hui sont certainement capables d'imiter leur aisance. Ils n'auront pas ce passé. C'est toute l'histoire.

Tout du long, un public scié. Plus, aux portes de l'auditorium, un va-et-vient incessant, névrosique, d'entrées et de sorties blessantes, qui zappent sur les concerts voi-

sins. La générosité de La Villette Jazz Festival y invite. Question de démocratie. Celle-ci donne sa chance à la partie volatile du public : ce mépris que permet l'abondance ; la morgue très nouvelle devant l'inconnu ; et cette larme d'admiration qu'induit trop de musique, celle du trio joué là, devant. Devant quoi l'on ne peut que se réconcilier avec sa propre solitude ou la fuir.

Francis Marmant

La société act de quato

LES NOUVEAUX FILMS









هكذا من راصل

# Condamné pour corruption, Silvio Berlusconi s'estime victime d'un « procès politique »

Ayant fait appel, il n'effectuera pas, pour l'instant, sa peine de deux ans et neuf mois de prison

**ROME**  
de notre correspondant

Après deux ans et sept mois de procès tumultueux, Silvio Berlusconi, chef de l'opposition et président de Forza Italia, a été condamné, mardi 7 juillet, par le tribunal de Milan, à deux années et neuf mois d'emprisonnement pour corruption, soit pratiquement ce qu'avait requis le ministère public (trois ans de réclusion). Silvio Berlusconi n'ira cependant pas en prison parce qu'en Italie la sentence n'est applicable qu'après l'épuisement de tous les recours, ce qui advient en moyenne au bout d'une dizaine d'années. Son avocat a immédiatement annoncé qu'il ferait appel.

La septième section pénale a reconnu l'entière responsabilité d'*« Il Cavaliere »* pour la corruption, entre 1989 et 1992, de trois hauts responsables de la Guardia di finanza (police financière). Des « enveloppes » totalisant la somme de 380 millions de lires (1,3 million de francs) leur ont été versées afin d'acheter la bienveillance de leurs services pour les contrôles fiscaux

auxquels étaient soumises trois sociétés (Mondadori, Mediolanum et Videotime) faisant partie du groupe Fininvest, créé et présidé par Silvio Berlusconi.

Selon le tribunal, les versements de ces sommes ont été effectués par Salvatore Sciascia, conseiller fiscal de Silvio Berlusconi, lequel a également été condamné à deux années et six mois d'emprisonnement. Le député de Forza Italia, l'avocat Massimo Maria Berruti, a été condamné à dix mois de détention pour avoir demandé à la Guardia di finanza de faire le silence sur la corruption. Il s'était préalablement rendu, au mois de juillet 1994, au palais Chigi, siège du gouvernement, pour rencontrer Silvio Berlusconi, à l'époque président du conseil, afin d'établir la stratégie à suivre dans cette affaire.

**« ON N'EST PLUS EN DÉMOCRATIE »**

A cette époque, le parquet de Milan, le fameux pool des ruagistrats de l'opération « Mani pulite » (« Mains propres »), enquêtait sur ce dossier qui aboutira, en novembre 1994, à la citation à comparaître de Silvio Berlusconi. Cette citation est intervenue dans la nuit du 21 au 22 novembre 1994, alors que celui qui était encore président du conseil présidait une conférence internationale de l'ONU sur la criminalité à Naples en compagnie d'autres chefs d'Etat et de gouvernement. Elle fit sensation et, depuis, Silvio Berlusconi n'a pas cessé de dénoncer un « complot politique » ourdi par les juges de Milan. Il a d'ailleurs demandé, il y a une semaine, le transfert à une autre juridiction de tous les dossiers instruits à son encontre par ce tribunal.

La condamnation de Silvio Berlusconi ainsi que celle d'Alfredo Zucconi, directeur général de Fininvest, constituent un grave revers pour « Il Cavaliere », qui a toujours prétendu qu'il n'était pas au courant de tout ce qui s'était tramé. En revanche, son frère Paolo, contre lequel avait été réclamé vingt-six mois d'emprisonnement, a été relaxé. Le tribunal a estimé qu'il avait agi sous la contrainte de son frère. Pour leur part, les trois gradés de la Guardia di finanza ont été condam-

nés à des peines de prison ferme. La réaction de M. Berlusconi ne s'est pas fait attendre. « Quand on utilise l'arme des procès politiques pour diminuer l'opposition démocratique, on n'est plus en démocratie », a-t-il déclaré. Il a souligné le chef de file de l'opposition tandis que Gianfranco Fini, leader de l'Alliance nationale, a qualifié les juges milanais de « tribunal spécial ».

Il s'agit de la deuxième condamnation de Silvio Berlusconi. Le 3 décembre 1997, il s'était vu infliger seize mois d'emprisonnement et 60 millions de lires d'amende (environ 200 000 francs) pour falsification aggravée de bilan, peine couverte par l'amnistie. Une autre décision judiciaire devrait être prise à son encontre au début de la semaine prochaine dans le dossier All Iberian pour financement illicite à un parti politique, en l'occurrence l'ancien Parti socialiste de Benito Craxi, qui aurait touché 10 milliards de lires (34 millions de francs). Une peine de deux ans et demi d'emprisonnement a été réclamée.

**UN REGISTRE NATIONAL automatisé des refus de dons d'organes post mortem a été mis en service, mardi 7 juillet, par l'Etablissement français des greffes (EFG). En application de la loi de bioéthique du 29 juillet 1994, précisée par un décret du 30 mai 1997, ce registre doit permettre à chacun de s'opposer, de son vivant, à tout prélèvement d'organes (rein, foie, cœur, poumons, pancréas, intestins) et de tissus (cornée, os, valves cardiaques, vaisseaux, peau) destinés à greffer un malade mais qui peuvent aussi être effectués dans le cadre d'une autopsie ou à des fins scientifiques. Le principe du « consentement présumé », défini par la loi Caillaud du 22 décembre 1976, demeure en vigueur, mais l'expression du refus se trouve désormais facilitée.**

Chacun conserve la possibilité de choisir : toute personne de treize ans ou moins, quelle que soit sa nationalité et son pays de résidence, volontaire pour donner ses organes et tissus, doit en informer ses proches et sa famille et porter sur elle la carte de donneur facultatif délivrée après appel au 0-800-20-

# Mise en service du registre des refus de dons d'organes

Des fiches d'inscription sont diffusées en pharmacie

22-24 ; si la personne est contre, elle doit se munir d'un document spécifiant cette opposition et s'inscrire sur le registre des refus de prélèvement d'organes ou de tissus ; sa famille doit également en être informée. L'inscription au registre est révoquable à tout moment. La non-inscription ne vaut pas consentement automatique et la loi fait toujours obligation aux médecins de recueillir auprès de la famille le témoignage de la volonté du défunt.

Pratiquement, des documents d'information intitulés « pour ou contre, prenez position », contenant un formulaire d'inscription à renvoyer avec une photocopie de sa carte d'identité, ont commencé à être distribués dans toutes les pharmacies. Onze millions de dépliants seront diffusés au cours de l'année dans les officines, les hôpitaux, les associations et chez les médecins généralistes. Le coût de cette opération s'élève à 7,5 millions de francs.

A compter du 15 septembre, la base de données sera consultable 24 heures sur 24 par les équipes hospitalières envisageant un prélèvement à visée thérapeutique. Elles disposeront alors d'une première estimation du nombre de réfractaires aux dons d'organes.

Du seul registre du même type existant en Europe, au Portugal, où 36 000 personnes ont déjà signé pour le « non au don », a précisé le professeur Houssin. En Grande-Bretagne, un système inverse est en vigueur : plus de 3 millions de personnes sont recensées au registre des « oui au don ». L'EFG estime qu'environ 10 % des Français seraient opposés à ces prélèvements post mortem.

# Nouveau record de la traversée de l'Atlantique en monocoque

**CHRISTOPHE AUGUIN a pulvérisé, mardi 7 juillet, sur Géodis, le record de la traversée de l'Atlantique à la voile en monocoque et avec équipage. Il n'a fallu que 9 jours 22 heures 59 minutes et 30 secondes au vaisseau du dernier Vendée Globe pour rallier New York au Cap Lizard, situé à la pointe sud de l'Angleterre. Le précédent record était détenu, depuis le 6 avril 1997, par le Suédois Ludde Ingvall, sur Ni-corète, en 11 jours 13 heures 22 minutes et 58 secondes. Le record absolu reste celui établi, en juin 1990, par Serge Mader à la barre de son multicoque Jet Services V avec 6 jours 13 heures 3 minutes et 12 secondes.**

# Démission du directeur des Archives

**ALAIN ERLANDE-BRANDENBOURG, directeur des Archives de France depuis 1994, a présenté sa démission, mardi 7 juillet dans l'après-midi. Il a annoncé son départ dans les termes suivants : « Le directeur des Archives de France, ayant écouté l'émission de France-Culture ce matin, a pris acte de la décision de M<sup>me</sup> la ministre de la culture et quittera son bureau ce soir à 19 heures. » Catherine Trammann, invitée de l'émission Culture-Matin, avait été interrogée sur l'imminence d'une nouvelle nomination à la tête des Archives de France, dont le bruit courait depuis plusieurs jours. Elle avait dit qu'elle ne répondrait pas à cette question. Cette absence de réponse a été perçue comme un désaveu par le directeur des Archives, fragilisé par une crise interne qui dure depuis plusieurs mois. L'intérim sera assuré par Gérard Emisse, chef de l'inspection générale des Archives de France.**

# Un projet de loi sur le nucléaire « avant la fin de l'année »

**LIONEL JOSPIN a annoncé, mardi 7 juillet, que le gouvernement présenterait au Parlement un projet de loi sur le contrôle et la transparence en matière nucléaire « avant la fin de l'année ». Le premier ministre avait reçu une heure auparavant Jean-Yves Le Déaut, député socialiste de Meurthe-et-Moselle, qui lui avait remis son rapport « sur le système français de sûreté nucléaire et de radio protection » (Le Monde du 8 juillet).**

M. Jospin a précisé que les travaux interministériels préparatoires au projet de loi « s'appuieront » sur ce rapport. La réforme proposée par M. Le Déaut prévoit notamment la création d'une autorité indépendante de radioprotection et de sûreté nucléaire et d'une agence chargée de l'expertise et de la recherche.

### DÉPÊCHE

**TOUR EIFFEL :** Philippe Dominati (UDF) s'est alarmé, mardi 7 juillet, lors du Conseil de Paris, de l'éventuel passage de la tour Eiffel sous contrôle américain à la faveur de la privatisation du Crédit foncier de France (CFF). Le gouvernement doit en effet se prononcer à la mi-juillet sur l'offre de reprise du CFF - actionnaire à 50 % de la société d'économie mixte parisienne SAGI, qui détient 70 % de la société nouvelle d'exploitation de la tour Eiffel (SNTE) - par les Américains GMAC (filiale de General Motors) et Bass.

# En 1997, 320 malades sont morts avant d'avoir pu être greffés

Dans un contexte de pénurie croissante des greffons disponibles, dû en partie à l'augmentation des oppositions des familles qui, dans l'incertitude sur la volonté du défunt, optent souvent pour le refus, la mise en service du registre des refus devrait permettre d'améliorer la situation.

Les greffes d'organes ont connu une période « noire » entre 1991 et 1994, avec une diminution de 20 % des transplantations. Depuis 1995, cette tendance s'est interrompue et, entre 1995 et 1997, le nombre de greffes est resté à peu près stable. En 1997 cependant, 320 malades sont morts avant d'avoir pu être greffés et 5 302 étaient inscrits sur une liste d'attente. « Depuis le début de l'année, il y a plutôt une tendance à une légère amélioration », a indiqué le professeur Didier Houssin, directeur de l'EFG. Au cours du premier semestre 1998, 1 566 organes ont ainsi été greffés en France, contre 1 371 durant la même période de 1997.

Ces opérations de prélèvement ne peuvent toutefois être pratiquées que sur des personnes en état de mort cérébrale, dont la respiration et l'activité cardiaque sont maintenues artificiellement, soit environ 2 000 cas sur un total de 500 000 décès chaque année. Au premier semestre 1998, 904 personnes en état de mort cérébrale ont été recensées et 416 ont été prélevées.

Laurence Folléa

• Fièvre verte : l'Europe jardine passionnément •

# l'européen

Hebdomadaire

Pourquoi les Anglais nous détestent

Un tour d'Europe des préjugés

15F / 230 EURO

**CHAQUE MERCREDI 15F**

# Festival d'Avignon

Le Monde date 10 juillet

jeudi 9 juillet

Un cahier spécial de 12 pages

مركزنا من لاصح

# Le Mondial



ANTONIO SCORZANO

## LA CHRONIQUE DE PIERRE GEORGES

### Ceux qui eurent si peur de perdre et ceux qui eurent si mal de ne pas gagner

CETTE VIEILLE malédiction orange. Qui osera prétendre qu'ils ne la méritaient pas autant cette victoire et cette finale ? Mais c'est ainsi, le sort et Taffarel ont tranché. Ce sera le Brésil et rien ne sert plus aux citoyens bataves de cultiver des regrets ou de partir en guerre contre les moulins à vent.

Le football peut être ingrat. Ce n'est pas une découverte. Les Néerlandais firent ce qu'ils purent. Tout ce qu'ils purent. Mieux, ils prirent tous les risques. A commencer par celui de ne pas construire systématiquement une digue devant leurs buts. Oser jouer à trois défenseurs face au Brésil de Ronaldo, c'est toiser le danger, le tutoyer, le moquer même. C'est affirmer d'entrée qu'on ne fait pas de complexe roaldien ou tout autre, et pour le reste, que le meilleur gagne.

**BONNES ET MAUVES**  
On ne saura jamais, maintenant qu'ils ont gagné, si ces Brésiliens furent les meilleurs. Mais tout spectateur neutre, donc français, aura constaté que l'équipe championne du monde dut, sous la menace, inverser les rôles, tomber le masque et la tenue de samba et renoncer un peu à ce qui fait sa légende plutôt que sa réalité. Le Brésil a joué derrière. D'abord derrière. A six, sept avec le goal, un Brésil défensif, point trop flamboyant et déléguant à quelques coureurs exceptionnels, Ronaldo, Bebeto, Rivaldo et « l'hénaurme » Roberto Carlos, le soin de porter les coups de dague.

Ce Brésil-là savait à qui il avait affaire : une fameuse équipe, reine dans l'art du quadrillage et de la juste passe. On ne plaisante jamais face aux Hollandais. On serre d'abord les boulons et la garde. Et l'on vérifie avant de s'embarquer pour l'aventure de l'avant s'il n'y a pas risque de fuite quelque part. Car avec eux, le football n'est plus un jeu, mais une sorte de défi total, à la fois mathématique et échiquée, un art très abouti du calcul théorique. Tu menaces mon pion, j'attaque ton cheval ! Le football néerlandais n'est pas le plus spontané, le plus artistique, le plus excitant non plus. Mais il est le plus intelligent, le plus pensé incontestablement. Au tableau noir comme sur le terrain. Une merveille de rendement au mètre carré de pelouse !

**CONCOURS DE LAMMES**  
Sur ces bases-là, le match ne pouvait être que ce qu'il fut. Etouffant, étouffé presque en première mi-temps, presque un peu décevant, beau comme l'annonce d'un long théorème sur l'annulation des forces en présence par les lois mathématiques du jeu. Puis il devint splendide en deuxième mi-temps et durant les prolongations, dès lors que Ronaldo eut profité de la seule étourderie de calcul adverse et qu'il fallut toute la science et toute la persévérance hollandaises pour culbuter enfin la digue adverse.

Après ? Ce fut l'après ordinaire et cruel des tirs au but, une entreprise de réhabilitation d'un goal brésilien trop souvent moqué par le milieu. Et un concours de lames, entre ceux qui eurent si peur de perdre et ceux qui eurent si mal de ne pas gagner. Un classique donc.

Et voici le Brésil en finale. Encore ? Toujours ou presque ! Alors contre qui ? La France, nécessairement il faudrait que ce soit la France. Non pas que l'on soit saisi de transes tardives et tricolorisantes. Mais après tout, quitte à avoir le choix des souhaits... Et puis, salt-on jamais, après cette séance à l'attendrisseur orange, peut-être le morceau sera-t-il un peu moins coriace ? On peut toujours rêver double !

## Le Brésil vit un rêve français

LES BRÉSILIENS aiment s'amuser avec un ballon. Ils aiment jongler, dribbler, marquer, ils ne pensent qu'à ça. Être gardien de but, ils n'y songent pas. C'est un poste pour les faibles des pieds, un poste par défaut. Ou alors pour des types qui ne sont pas comme tout le monde, des marginaux. Voilà pourquoi le Brésil a toujours été un peu anémique du côté de l'ultime défenseur. Enfin, c'est ce qu'on disait jusqu'à ce mardi soir qui se termina dans la tragédie et par une affaire de gardiens de but.

Côté hollandais, ce grand escogriffe un peu arrogant d'Erwin Van der Sar, vingt-sept ans, 197 centimètres de haut, considéré comme l'un des meilleurs gardiens du monde. De l'autre, Claudio Taffarel, trente-deux ans, 181 centimètres, le cheveu blond et dégarni. Il a beau avoir gardé une centaine de fois les buts brésiliens, il n'est jamais venu à l'idée de qui que ce soit de le classer parmi les modèles de la spécialité.

Ronaldo, Rivaldo et Emerson ont déjà battu Van der Sar sans bavure dans l'épreuve de tirs au but qui va désigner le premier finaliste de la seizième Coupe du monde. Frank de Boer et Dennis Bergkamp ont fait

eux aussi ce qu'ils avaient à faire. S'avance Philip Cocu. Il est épais après les quatre-vingt-dix minutes du temps réglementaire et les trente minutes de prolongation. Il tise sur la droite de Taffarel, d'une manière assez mollesse et prévisible. Taffarel ne s'y trompe pas, plonge du bon côté, le gauche, et arrête la balle. Et d'un ! Dmga marque encore pour le Brésil. Van der Sar jusqu'à présent n'a fait que regarder passer les missiles qui viennent fouetter ses filets. S'avance Ronald de Boer, frère jumeau du premier. S'il échoue, c'en est fini des espoirs hollandais. On le sent pas fier. Il s'élance, ralentit, hésite et finit par choisir le côté droit de Taffarel, lequel bondit dans ses chaussures vertes et dévie le cuir du bout des gants.

**UNE STATUE POUR TAFFAREL**  
Alors un immense cri envahit le Stade-Vélodrome de Marseille et une immense clameur le Brésil tout entier. On croit l'entendre par-delà l'océan. Ce n'est qu'un mot répété inlassablement sur un air de samba : « Taffarel ! Taffarel ! » Une statue pour « le sauveur de la patrie » ! Et lui, il pleure, il rit, il dit : « C'est Dieu

qui m'a aidé ». Les journalistes brésiliens l'assigent, lui tendent des magnétophones, des téléphones portables pour que le pays l'entende en direct. « Le Brésil mérite ce moment de joie. Mais nous n'avons rien gagné encore, sinon une bataille très difficile. Nous ferons tout notre possible pour gagner le titre. » Sur la pelouse où se croisent maintenant en tous sens des gens heureux, des gens en larmes, un monsieur de soixante-sept ans aux cheveux blancs essuie ses lunettes embuées de joie, c'est Mario Zagallo, l'entraîneur des Brésiliens.

Plus tard, celui qui a déjà gagné deux Coupes du monde comme joueur (1958 et 1962), et une comme entraîneur (1970) et une comme coordonnateur technique (1994), c'est unique, dira : « C'est une victoire de tous les joueurs, pas seulement de Taffarel. Car, tout le monde a contribué à ce succès. » Certes. Et un peut-être plus que d'autres : Ronaldo. Le plus grand joueur du monde, celui qui vaut 200 millions de francs par an, avait beau avoir marqué trois buts, fait autant de passes décisives, tapé deux fois les montants des buts adverses, il lui restait encore à justifier sa réputation aux

## LES TEMPS FORTS

**01 SAINT-DENIS**  
La France rencontre la Croatie en demi-finale de la Coupe du monde 1998, mercredi 8 juillet, au Stade de France, à 21 heures. Le vainqueur reviendra à Saint-Denis le 12 juillet pour disputer le titre au tenant, le Brésil.

Encouragée par 80 000 spectateurs, l'équipe d'Aimé Jacquet espère faire mieux qu'en 1958 (battue par le Brésil), en 1982, en Espagne, et qu'en 1986, au Mexique, où les coéquipiers de Michel Platini ont été écartés de la finale à chaque fois par l'Allemagne en demi-finale.

Les Français, qui ont accédé au quart de finale, aux dépens du Paraguay, grâce au but en or (marqué par Laurent Blanc) et qui se sont qualifiés pour la demi-finale aux tirs au but (4-3) contre l'Italie après un 0-0, sont à la recherche d'un buteur. Youri Djorkaeff a promis de marquer.

Christophe Dugarry, remis de sa blessure à la cuisse survenue le 18 juin lors de la rencontre France-Arabie-Saoudite, est inscrit sur la feuille de match. Il pourrait entrer en cours de match. Les Français peuvent s'appuyer sur une défense intraitable, dirigée par Laurent Blanc et Marcel Desailly. La Croatie, dont c'est la première participation à une Coupe du monde, est le demi-finaliste surprise de ce Mondial. Vainqueur (1-0) de la Roumanie en huitième de finale, tourneur en quart de finale de la formation allemande (3-0), l'équipe compte sur l'expérience de ses joueurs, acquise dans les clubs européens, et sur son enthousiasme.

**02 TÉLÉVISION**  
MERCREDI 8 JUILLET  
TF1 et Canal Plus à 21 heures (en direct), Eurosport à 23 heures (en différé) : France-Croatie, demi-finale.

**ORANGE AMER** Le milieu de terrain néerlandais Clarence Seedorf tombe dans les bras du défenseur brésilien Roberto Carlos, qui ne le consolera pas. Les Pays-Bas auront mis en danger le tenant du titre jusque dans les instants ultimes du match. Une des plus fortes équipes de cette Coupe du monde disparaît à son tour.

devant, les frères de Boer devant, derrière, partout, et tous les autres qui jamais ne renoncèrent. Mieux, ils dominèrent longtemps les Brésiliens. Et c'est malheur de les voir partir.

**MATCH FIN DE SIÈCLE**  
Alors maintenant, aux Français de jouer. La voie royale d'une finale qu'on espérait sans trop y croire depuis le début de la compétition leur est maintenant ouverte. Ils sont à deux pas d'un France-Brésil, revanche de Guadalajara (Mexique, 1986), quand l'équipe des Platini, Tigana, Giresse, Fernandez, Bossis et les autres gagnèrent leur place en demi-finale après séance de tirs au but où Joël Bats fut notre Claudio Taffarel. Mais fin des références aux grands anciens. C'est notre équipe black-blanc-beur farouchement stylée 1998 qui entre sur le terrain ce mercredi soir à Saint-Denis, pas des souvenirs. Et, en face, elle trouvera des Croates, nouvelle nation du football, nouvelle nation tout court. Un match fin de siècle, assez tendance, un peu post-moderne. Très excitant.

Jacques Buob

e en service du registre  
refus de dons d'organes

es d'inscription sont diffusées en pharmacies

traverse  
onocoque

des Art

maieur

مركزاً من راصح

LE CHIFFRE DU JOUR

5

C'est le nombre de joueurs français - Fabien Barthez, Lilian Thuram, Marcel Desailly, Zinedine Zidane et Thierry Henry - qui figurent dans une sélection des 38 meilleurs joueurs du Mondial établie après les quarts de finale par un groupe de techniciens de la Fédération internationale (FIFA). Avec six joueurs chacun, le Brésil et les Pays-Bas sont les sélections qui comptent le plus de joueurs retenus avec notamment Roberto Carlos, Cafu et Ronaldo pour les champions du monde en titre, et le gardien Edwin Van der Sar ou l'attaquant Dennis Bergkamp chez les Néerlandais. Présidé par le Suisse Jürg Nepper, le groupe de techniciens de la FIFA est notamment composé du Slovaque Jozsef Venglos, de l'Écossais Andy Roxburgh ou du Français Gérard Houllier.

LES ARBITRES

FRANCE-CROATIE L'Espagnol José Manuel Garcia Aranda arbitre la demi-finale entre la France et la Croatie, mercredi 8 juillet, au Stade de France (21 heures), au Stade de France (21 heures), au Stade de France (21 heures), au Stade de France (21 heures), au Stade de France (21 heures), au Stade de France (21 heures), au Stade de France (21 heures), au Stade de France (21 heures).

LA PHRASE DU JOUR (1)

« Nous avons parlé football. Nous avons dit, l'un et l'autre, qu'une finale France-Bราซิล serait une très belle finale et qu'une victoire de la France sur le Brésil est tout à fait possible et, en tout cas, nous le souhaitons de toutes nos forces, après un très beau match. »

Bernard Stasi, médiateur de la République à la sortie d'un entretien avec Jacques Chirac, président de la République, à l'Élysée, mardi 7 juillet, repris par l'AFP.

L'ANALYSE TECHNIQUE DE RAYMOND DOMENECH

Révolutions de palais

CHACQUE Coupe du monde apporte son lot de révolutions. Pas obligatoirement techniques ou tactiques, non, ce serait plutôt des révolutions de palais. Des entraîneurs limogés pendant la compétition, c'est une nouveauté, d'autres après, c'est une banalité. Aimé Jacquet, Passarella, Zagallo, Iordanescu avaient prévu avant le début du Mondial de mettre fin à leur mission à l'issue de la compétition. D'autres, moins prévoyants, s'accrochent aux branches. C'est le cas dans les grands pays du football européen dont les sélections ne sont pas à la hauteur de leurs investissements. Les raisons sont diverses. Pour l'Espagne, le mal est chronique, la Selección bûte presque toujours sur les avant-dernières marches, souvent sans gloire. Cette génération préparée par Clemente n'échappe pas à la règle. L'Espagne aurait peut-être besoin d'un entraîneur étranger pour apaiser les rivalités internes. Je leur propose Crujeff ou Luis Fernandez. En Italie, où Cesare Maldini protestait il y a quelques mois contre l'indifférence du niveau des jeunes joueurs italiens suite à l'invasion étrangère, il faudra revoir la politique nationale. Si elle existait, tant est important le rôle des clubs. Cette passion pour le calcio national (qui ne gagne même pas les coupes d'Europe), c'est sans doute ce qui a été fatal à la Squadra azzurra. En Allemagne, où l'on évoquait déjà en 1986 le modèle français, ses centres de formation et ses sports-études (il leur faudra rajouter les centres de pré-formation), la politique et Helmut Kohl, le chancelier, relançant le débat. Une génération est morte de vieillesse à Lyon, la relève n'est pas prête. Pour l'Angleterre, Owen, symbole de la jeune (trop jeune) génération montante, n'a pas réussi à masquer un manque de créneaux façon Gascoigne (sans les à-côtés), mais le travail de reconstruction pourrait bientôt porter ses fruits. Ils ont un temps d'avance sur les Allemands. En revanche, en France, la sélection n'est pas en péril. L'amalgame de jeunes joueurs, de stars confirmées et d'anciennes est solide: il suffira au nouveau sélectionneur un peu de diplomatie et de patience pour remodeler un groupe performant. Même s'il a peu de temps pour remodeler les joueurs pour les joutes européennes, moins mélioriques mais tout aussi dangereuses, il n'aura pas le droit d'y renoncer. Les espoirs sont trop forts pour décevoir. Le suis plus inquiet pour l'avenir des clubs français. Le succès de la sélection va inmanquablement entraîner une relance de l'exode. Les seuls vrais bénéficiaires seront les entraîneurs français qui n'ont plus aucune réticence à s'enfuir.

Table with tournament stages: PREMIER TOUR GROUPE A, 1/8 DE FINALE, 1/4 DE FINALE, 1/2 FINALE, FINALE. Lists participating teams and match details.

Le Brésil s'offre sa sixième finale de Coupe du monde

Marseille. Les tenants du titre ont éliminé les Pays-Bas aux tirs au but après avoir été tenus en échec 1-1

C'EN ÉTAIT TROP Mario Zagallo prit appui sur son assistant. Le Brésil était en finale de la Coupe du monde. Et le cœur de son entraîneur chancelait. Tropic d'émotion, trop de bonheur à la fois, Zagallo tubait, il s'épongeait le front. Ses yeux fixaient le sol de la pelouse du Stade-Vélodrome, comme si ce nouveau triomphe était trop dur à regarder en face. Quatre ans après son quatrième titre de champion du monde, la Selección touchait de nouveau les étoiles, presque seule au sommet du football, seule à pouvoir prétendre à une cinquième consécration. Et lui, le bonhomme de soixante-six ans, que ce succès tant espéré transformait en vieillard, ne savait plus que dire. Ce bavarde impénitent, prêt à toutes les joutes dès que l'on s'en prend à son équipe, était devenu muet. Les photographes saisissaient sur le rebord de la ligne de touche l'image d'un homme épuisé par deux heures de football et une incroyable séance de tirs au but.

les tirs au but. Taffarel avait vaincu le signe indien : un gardien de but pouvait désormais mériter la reconnaissance du peuple brésilien. Natif de Santa Rosa, dans l'État du Rio Grande do Sul limitrophe de l'Argentine et de l'Uruguay, Taffarel est en train de s'imposer, à trente-deux ans, comme le meilleur à son poste de l'histoire du football brésilien. A cet égard, on pourrait ironiser sur la relativité des choses : qui a longtemps accablé la Selección. Taffarel a déjà largement contribué à sortir le Brésil de l'ornière dans ce domaine. Doté d'un gabarit adéquat (1,81 m pour 80 kg) pour l'emploi, le numéro un des tenants du titre dispute sa troisième Coupe du monde et compte 98 sélections. Formé à l'Internacional de Porto Alegre (la capitale du Rio Grande do Sul), il peut se targuer d'avoir été le seul gardien brésilien à avoir tapé dans l'œil des sergents

vivacité brésilienne, s'est pourtant dessiné un duel à la milanaise, dont on a cru comprendre que, de son issue, dépendrait le sort de la partie. L'un s'appelle Ronaldo, avant-centre de l'Inter Milan, l'autre Patrick Kluijvert, attaquant du Milan AC. Ils ont en commun le destin des enfants stars du football. A dix-huit ans, Ronaldo devenait titulaire dans l'équipe du Brésil. A dix-neuf ans, Kluijvert arrachait son premier titre de champion d'Europe sous le maillot de l'Ajax d'Amsterdam. A vingt-deux ans, ils sont tous deux multimillionnaires. Ils partagent aussi un goût sans limite pour les buts décisifs, ceux qui éliminent l'adversaire. Dans leur équipe, ils sont forcément un peu à part, comme le supplément d'âme d'un système parfaitement huilé qui doit de plus en plus au tableau noir, de moins en moins à l'imagination. Mardi 7 juillet au Stade-Vélodrome, Kluijvert a répliqué de la tête à Ronaldo. C'est lui qui, à trois minutes de la fin du temps réglementaire, a emmené la première demi-finale de la Coupe du monde vers les prolongations.

CRAMTE MUTUELLE A peine une heure plus tard, Mario Zagallo s'était retrouvé. Il souriait. Il parlait. Il rendait hommage à l'adversaire « le plus difficile » que son équipe ait rencontré dans la compétition. Il revenait sur le match, cet étonnant mélange de foudre et de lenteur, où les joueurs s'étaient vainement échinés au douloureux exercice de la mise à mort. Il savourait ce succès qui fait de lui le porte-bonheur du football brésilien. Joueur (1958, 1962), entraîneur (1970, 1994), il est l'homme de tous les sacres, la conjonction heureuse de quelques générations d'exception. Compagnon d'armes de Pelé et de Garrucha, mentor de Ronaldo, Romario et Denilson, en une seule vie de football ! Puis il eut un mot pour ses joueurs, les héros et les humbles, les stars et les remplaçants, tous ceux sans les



Frank de Boer, ultime rempart néerlandais face à l'une des envolées de Ronaldo.

Le gardien n'est plus le talon d'Achille de la Selección

Taffarel a donné ses lettres de noblesse à un poste qui n'avait pas bonne réputation au Brésil

L'ANGOISSE du gardien de but au moment du penalty ? « Ça ne sert à rien d'être nerveux dans une épreuve aussi difficile, il faut savoir conserver son calme. J'ai pensé que si j'en arrivais un, cela renforcerait la confiance de mes coéquipiers. C'est, grâce à Dieu, ce qui s'est produit. » Ainsi parle Claudio Taffarel, héros de la qualification brésilienne pour la finale de la seizième Coupe du monde. Frétillement comme un gardien à la fin de la rencontre, il prend un malin plaisir à évoquer ses deux arrêts décisifs à l'heure des tirs au but. Sur la frappe à mi-hauteur de Cocu, lors de la quatrième tentative néerlandaise, il a effectué une belle détente sur la gauche de sa cage. « Celle-là, précise-t-il, j'ai dû aller la chercher, car les tireurs de penalty visent de plus en plus le ras du poteau. » Il préfère toutefois sa réaction sur le tir de Ronald de Boer, le cinquième et dernier, qui devait sonner le glas des espoirs bataves : « Sur le coup, j'ai senti que je ne pouvais pas y aller avec les deux mains. J'ai alors décidé de ne tendre qu'un seul bras en plongeant. Bloquer un penalty, ce n'est pas difficile. Le tout, c'est de choisir le bon coin. » Pour le gardien brésilien, tout est question d'intuition. A l'occasion de la finale de la World Cup 1994 face à l'Italie, il avait déjà révélé un flair certain dans ce genre d'exercice en détournant le tir de Massimo. En épilogue, l'infortuné Roberto Baggio s'était chargé d'envoyer le ballon dans les mailles. Le Brésil avait remporté son quatrième titre mondial au terme de la seule finale

décidée jusqu'à la dernière minute de tirs au but. Taffarel avait vaincu le signe indien : un gardien de but pouvait désormais mériter la reconnaissance du peuple brésilien. Natif de Santa Rosa, dans l'État du Rio Grande do Sul limitrophe de l'Argentine et de l'Uruguay, Taffarel est en train de s'imposer, à trente-deux ans, comme le meilleur à son poste de l'histoire du football brésilien. A cet égard, on pourrait ironiser sur la relativité des choses : qui a longtemps accablé la Selección. Taffarel a déjà largement contribué à sortir le Brésil de l'ornière dans ce domaine. Doté d'un gabarit adéquat (1,81 m pour 80 kg) pour l'emploi, le numéro un des tenants du titre dispute sa troisième Coupe du monde et compte 98 sélections. Formé à l'Internacional de Porto Alegre (la capitale du Rio Grande do Sul), il peut se targuer d'avoir été le seul gardien brésilien à avoir tapé dans l'œil des sergents

sa carrière. Six mois après avoir trouvé un employeur, il dispute la Copa America (l'équivalent sud-américain de l'Euro). Le Brésil est battu en finale, aux tirs au but, par l'Uruguay sur son terrain de Montevideo. Le président de la Confédération brésilienne de football, Ricardo Teixeira, le désigne comme bon émissaire de la défaite. Taffarel prend la mouche. La bouderie durera près de deux ans. En mars 1997, alors que le vent du Mondial recommence à souffler, il fait savoir au sélectionneur Mario Zagallo qu'il est de nouveau prêt à se mettre devant les buts. Malgré une saison maussade en championnat brésilien, il retrouve la confiance du patron de l'équipe nationale. Athlète du Christ qui lit quotidiennement la Bible conformément aux préceptes du mouvement sportif évangéliste auquel il appartient, Taffarel apprécie surtout l'ambiance des grand-messes du football. Face aux Néerlandais, il est à crêder d'un sans-faute. A la 52-minute, il a notamment réussi une parade exceptionnelle sur un tir à bout portant de Frank de Boer servi de la tête par Patrick Kluijvert. Les supporters brésiliens ont scandé son nom à la sortie du Stade-Vélodrome. « A cause de toutes les critiques qu'il a subies, la victoire était pour lui encore plus importante que pour le reste de l'équipe », a déclaré Mario Zagallo. Cinquième titre ou pas, Taffarel gagnera bientôt Istanbul. Il vient de signer pour deux ans au Galatasaray.

En France, l'amalgame de jeunes joueurs, de stars confirmées et d'anciennes est solide.

Jean-Jacques Sevilla

هذا من لاصم

BRESIL-PAYS-BAS

DEMI-FINALE - MARDI 7 JUILLET
21 heures, Stade-Vélodrome, à Marseille
• Temps agréable • Vent assez fort
• Terrain en bon état • Pelouse excellente
• Public coloré et enthousiaste • 80 000 spectateurs.
Arbitre: M. Al Mohamed Bayum (Émirats arabes unis), assisté de MM. Ghadrizari (Koweït) et Al-Husseini (Oman)



Les tirs au but sont « injustes » mais nécessaires

S'HABITUERA-T-ON un jour à la séance des tirs au but? Il va bien falloir. Celle que l'on continue de qualifier invariablement de « terrible », d'« injuste » ou encore de « cruelle » est devenue un grand classique du football. Mardi 7 juillet, l'épreuve s'est déroulée pour la treizième fois lors d'une phase finale de Coupe du monde.

Un soir d'été à Séville, l'Allemagne éliminait l'équipe de France de Michel Platini par 5 tirs au but à 4, après un match d'une intensité émotionnelle inégalée (3-3 à la fin du temps réglementaire). L'image d'un Maxime Bossis accroupi dans son malheur après avoir raté le tir qu'il ne fallait pas rater allait marquer les esprits. L'histoire des tirs au but pouvait débuter, avec force dramaturgie.

Les promesses à tenir de la Maison d'Orange

La sélection néerlandaise, dont la moyenne d'âge ne dépasse pas vingt-sept ans, se fixe désormais l'objectif de l'Euro 2000

N'EST-CE PAS la plus séduisante des trente-deux formations engagées dans ce Mondial qui s'est vu barrer la porte de la finale dans la nuit marseillaise? Face au Brésil, les joueurs néerlandais sont en quelque sorte « morts » en restant fidèles à leurs idées. C'étaient, développant un jeu collectif de premier ordre, les coéquipiers de Frank De Boer ont échoués aux portes du paradis, à l'issue d'une étonnante séance de tirs au but. Il y a deux ans, ce sont toujours les tirs au but qui avaient précipité le retour de l'Ajax à la maison, après un quart de finale de l'Euro disputé en Angleterre face aux Bleus d'Alain Jaquet.

le PSV Eindhoven, avait remporté de nombreux titres. Un positionnement qui permet à cette sélection de développer de manière beaucoup plus libre un jeu en mouvement, utilisant beaucoup les aïles. Et ce n'est pas un hasard si les douze buts réussis par cette formation lors du Mondial l'ont tout été sur des phases de jeu en mouvement et non sur des coups de pied arrêtés, comme c'est de plus en plus souvent le cas dans le football moderne. « La plupart d'entre nous ont appris ce jeu collectif à l'école de foot de l'Ajax. Les automatismes sont là et constituent notre force », expliquait Dennis Bergkamp la veille de la demi-finale. Guss Hiddink a également réglé

les problèmes relationnels qui empoisonnaient l'atmosphère de la sélection, il y a deux ans, en Angleterre. « Je parle beaucoup avec mes joueurs. Tout peut se régler par le dialogue. Contrairement à ce qui se passait à l'Euro, les clans ont disparu. En 1974, notre pays avait une grande génération, peut-être la plus douée de tous les temps. En 1990, lors du Mondial italien, nous avons également une belle génération. Mais aucune de ces sélections n'a réussi à aller au bout. Aujourd'hui, le football hollandais peut compter sur une bonne équipe, peut-être moins exceptionnelle que ses devancières mais plus solide, plus solidaire », déclarait Hiddink quelques heures avant le match contre

le Brésil. Après l'élimination, le sélectionneur moustachu cachait sa déception avec dignité. Et lorsque furent évoqués les absences de trois joueurs aussi importants que Marc Overmars, Arthur Numan et Winston Bogarde, Hiddink refusa de considérer cet aspect des choses comme déterminant: « Ceux qui les ont remplacés ont parfaitement rempli leur mission... » Lorsque la déception légitime se sera estompée, ces joueurs, dont la moyenne d'âge ne dépasse pas vingt-sept ans, pourront se tourner vers un autre objectif ambitieux: l'Euro 2000, une compétition qui aura lieu conjointement en Belgique et aux Pays-Bas. Sans doute l'occasion rêvée pour la génération

des frères De Boer, Kluitert et Bergkamp de mettre un terme aux échecs successifs si près du but. « Notre équipe compte des joueurs qui évoluent dans les plus grands clubs européens, qu'il s'agisse de l'Ajax, de la Juventus, d'Arsenal ou du Real pour ne citer qu'eux. Et même si beaucoup d'entre nous ont remporté ces derniers mois des titres nationaux, nous avons tous encore faim lorsque nous endossons le maillot orange, car il nous manque toujours un trophée avec la sélection », explique Jaap Stam, l'un des meilleurs défenseurs de la compétition. Alain Constant, à Marseille

Cocu, la fausse note de l'homme-orchestre

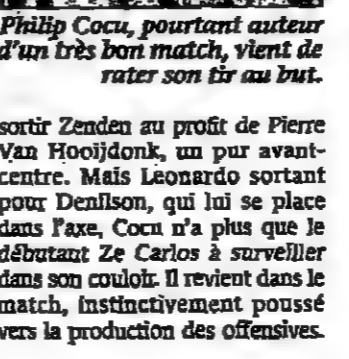
Le milieu de terrain polyvalent a manqué son tir au but, précipitant la défaite de son équipe

PHILIP COCU n'aura pas joué gardien de but dans cette Coupe du monde. Mais l'habituel milieu de terrain aura occupé toutes les autres lignes de la formation néerlandaise. Milieu face aux Belges, attaquant face aux Coréens (il inscrivit le premier but néerlandais), face aux Mexicains (un but encore) et face aux Yougoslaves en huitième de finale. Puis, Patrick Kluitert revenant, il reprend sa place face aux Argentins en quart de finale.

« Moi, je joue où on me dit de jouer », assurait-il avant la demi-finale. Sans doute savait-il déjà qu'il serait chargé des tâches défensives sur le couloir gauche où évoluent Leonardo et Ze Carlos. Mais pas tout seul. Le placement de Cocu à l'arrière implique la titularisation de Boudewijn Zenden devant lui. Les deux compères du PSV Eindhoven, qui évolueront encore ensemble la prochaine saison au FC Barcelone, ne semblent pas complexés par leur responsabilité. Ils s'entendent bien, l'un relayant toujours l'autre, pour venir chiper la balle dans les pieds de

leurs adversaires, même quand c'est Ronaldo - leur ancien partenaire au PSV - qui s'aventure dans leur zone. Un coup d'épaule s'il le faut, un tackle glissé, un bon placement. Une parfaite couverture mutuelle: le flanc gauche batave tient bon toute la première mi-temps. Il fait même mieux quand la balle est en possession des Orange. Lancers précis de Cocu dans le couloir pour Zenden, qui prend régulièrement Ze Carlos de vitesse. Les centres font mal à l'arrière-garde brésilienne, heureuse de constater que Kluitert et Bergkamp ont mal réglé leur mire. Mais tout s'écroule au retour des vestiaires. Première attaque, première balle en profondeur de Roberto Carlos pour Ronaldo. Frank De Boer n'est pas au marquage, c'est Cocu qui y est. Son tackle trome l'air, Ronaldo ouvre la marque. « C'est un geste de pur défenseur, on ne peut pas en vouloir à Philip d'avoir raté son tir », l'abaisse Frank De Boer, le capitaine libéro. L'égalisation ne venant pas, Hiddink prend des risques et fait

sortir Zenden au profit de Pierre Van Hooijdonk, un pur avant-centre. Mais Leonardo sortant pour Denilson, qui lui se place dans l'axe, Cocu n'a plus que le débatant Ze Carlos à surveiller dans son couloir. Il revient dans le match, instinctivement poussé vers la production des offensives. Il s'avance de plus en plus, déborde, centre, tire au but, sans succès. Avant que ne débute la prolongation, il déverse le contenu d'une bouteille d'eau sur ses chaussures. Les pieds brûlent: la force d'allers-retours. Un dernier sursaut pour intercepter une terrible passe-centre de Roberto Carlos à destination de Ronaldo, et Cocu subit peu à peu une panne d'énergie. Arrivent les tirs au but. Il se charge du troisième. Place la balle à côté du point de penalty. L'arbitre le rappelle, brise son premier - et dernier - élan. La frappe est molle, centrale, stoppée par Claudio Taffarel. Ses partenaires tentent de le consoler, avant de pleurer eux aussi. Philip Cocu quitte le dernier terrain après un long tête-à-tête avec Ronaldo dans le rond central. « C'est triste de quitter le Mondial ainsi », explique-t-il. Il faut l'accepter, mais nous le quittons en ayant la satisfaction d'être l'équipe qui a produit le meilleur football. Christian Jaurena, à Marseille Frédéric Potet à Marseille



Philip Cocu, pourtant auteur d'un très bon match, vient de rater son tir au but.

COUPE DU MONDE DE FRANCE 1998
LE 107 AU STADE VÉLODROME DE FRANCE
Coupe du monde
te tenus en échet

هكذا من راحل

# Pelé, ministre un temps, à jamais roi du football

**C**OMMENT ne pas croire qu'il est vraiment irremplaçable ? Quand, début avril, à l'approche du Mondial, Edson Arantes Do Nascimento, alias Pelé, quitte ses fonctions de ministre extraordinaire des sports brésilien pour le rôle de consultant vedette à TV Globo, le président de la République, Fernando Hecclique Cardoso, ne perd pas de temps à lui chercher un successeur : il annonce immédiatement la suppression du poste abandonné par son illustre occupant au terme de quarante mois de gestion. Radicale, pour ne pas dire intempestive, la démarche porterait à croire que, le ministre démissionnaire ayant réalisé des prodiges à Brasilia, le sport brésilien peut désormais se passer de portefeuille. Tant pis pour les pauvres orphelins de la tutelle fédérale, le « roi » ne laisse jamais de dauphin dans son sillage.

« J'ai marqué le plus beau but de ma vie en libérant nos footballeurs de l'esclavage », claironnait, à la veille de son départ, le premier Noir brésilien à avoir dirigé un ministère. Votée par les deux Chambres du Parlement, puis validée, en mars 1998, par le chef de l'Etat, la « loi Pelé », si elle est effectivement appliquée, devrait sous peu en finir avec les survivances archaïques qui bloquent l'indispensable modernisation du football brésilien. « Pelé a compris comment il fallait investir le terrain parlementaire, sans trop se soucier des discussions technocratiques. Il ne fait pas semblant de savoir ce qu'il ignore. Certains ministres auraient tout intérêt à l'imiter », jugeait, admiratif, un député d'opposition à l'heure du bilan.

Accoutumés à renflouer leur trésorerie en vendant leurs joueurs, les dirigeants des grands clubs professionnels, caste d'affabristes abonnée aux scandales, sont les premiers visés par l'aggiornamento législatif : les droits de transfert qu'ils détiennent parviendront à expiration au plus tard dans trois ans. De plus, les clubs disposent de deux ans pour troquer leur actuel statut d'association à but non lucratif (et ses incomparables avantages fiscaux) pour celui de société anonyme. Marqué par la fin de sa carrière au Cosmos New York (1975-1977), Pelé s'est inspiré des principes du sport-business américain pour mener l'offensive face aux profiteurs du statu quo. Il s'y est employé avec d'autant plus de zèle que son projet contrarie les intérêts majeurs de ses pires ennemis.

Car le « champion du siècle » - sacré en 1981 par *L'Equipe* devant le sprinter noir américain Jesse Owens - a dû batailler ferme pour imposer sa réforme. Dans le camp adverse, représenté par un puissant lobby à Brasilia, deux dirigeants au bras long ont commandé les manœuvres d'obstruction : Ricardo Teixeira, président de la Confédération brésilienne de football (CBF), et son beau-père et mentor, Joao Havelange, président sortant de la Fédération internationale (FIFA). Ce dernier est même monté frontalement au créneau. Sous prétexte d'infraction aux statuts de l'institution qu'il a présidée durant vingt-quatre ans, il a menacé d'exclure le Brésil du Mondial 1998, au cas où l'article autorisant la formation d'associations d'arbitres indépendantes de la CBF serait voté. La tentative d'intimidation a fait long feu. « Havelange est gaga [il est aujourd'hui âgé de quatre-vingt-deux ans], il me fait pitié », a déclaré l'ex-ministre à l'issue de son bras de fer victorieux.

Le duel qui l'oppose à Joao Havelange tient l'affiche depuis près de cinq ans. Un dieu noir du stade face à une incarnation aristocratique du pouvoir blanc : les deux sommets brésiliens du football mondial ont, d'entrée, porté leur différend sur la place publique. Suite aux accusations de corruption lancées, fin 1993, par Pelé à l'encontre de Ricardo Teixeira,

l'ombrageux patron de la FIFA avait volé au secours du genre outragé. En représailles, il avait décrété l'exclusion sommaire du triple champion du monde, pourtant invité d'honneur du Comité organisateur américain, de la cérémonie du tirage au sort des groupes de la World Cup 1994. Le procès en diffamation intenté dans la foulée par le président de la CBF s'est soldé par un non-lieu. Le contentieux et l'interminable polémique qu'il a engendrés ont toutefois fait remonter à la surface une sombre affaire de gros sous. Le litige portait en fait sur des droits de télévision acquis, grâce à un probable trafic d'influence, par une société ayant Ricardo Teixeira pour associé occulte, au détriment d'une firme rivale de marketing sportif appartenant à Pelé. Source de juteux profits, le football brésilien signale bien des appétits. Au contact de ses patrons américains, l'ancien cireur de chaussures, né le 23 octobre 1940 à Tres Corações (« Trois-Cœurs »), au centre du Brésil, a apprpris les délices de la gourmandise.

« De la même façon qu'il n'y aura jamais d'autre Beethoven, il n'y aura pas d'autre Pelé », a maintes fois proclamé le Brésilien, qui parle volontiers de lui-même à la troisième personne

Abreuvé de dithyrambes sur le « plus grand footballeur de tous les temps », son « double miraculeux » (après avoir deux enfants d'un premier mariage, Pelé, qui avait subi une vasectomie, a récemment « hérité » de jumeaux de sa deuxième épouse, Assira, grâce à une insémination artificielle), puis sur « le ministre invincible qui dribble l'opposition », les Brésiliens accompagnent depuis des lustres l'inraisemblable *success story* d'une célébrité inoxydable. Affiché en public d'un éternel sourire d'adolescent, Pelé gère son image de marque avec le professionnalisme rigoureux qui, jadis, guidait sa carrière. A l'exemple de Joao Havelange, son ennemi intime, il cultive une discrétion absolue à propos de ses prospères activités d'homme d'affaires : les *empresarios* (entrepreneurs) ne sont jamais sympathiques dans les feuillets de TV Globo.

**R**ARES sont les publications locales qui s'aventurent à explorer le jardin le plus secret de l'idole. Une enquête, publiée il y a quatre ans par l'hebdomadaire *Veja*, estimait alors son patrimoine, essentiellement composé d'immeubles au Brésil et aux Etats-Unis, à 25 millions de dollars (150 millions de francs). VRP de luxe au service de Mastercard, de l'équipementier anglais Umbro et de Warner Communications, ces seuls contrats - qui n'ont pas été suspendus durant son passage au ministère - lui rapportaient annuellement quelque 60 millions de francs. Bonne affaire pour ses employeurs : selon le cabinet de consultants Alan Taylor Communications, Pelé « pesait » en 1994 1,2 milliard de francs en « publicité indirecte » (valeur marchande de l'espace médiatique gratuitement dédié à sa gloire).

Pelé posant tout sourire aux côtés de Richard Nixon, de Gerald Ford, de Jimmy Carter, de Ronald Reagan, de George Bush, de Bill Clinton... Dans une tour qui fait face au Pain de sucre, le hall d'entrée de la société Pelé sports et marketing évoque une exposition de photos illustrant, en contraste avec la dynastie des éphémères présidents de la première puissance de la planète, la pérennité

Le joueur est inoubliable, l'ancien ministre brésilien des sports a modernisé le football de son pays, l'homme d'affaires est riche. Il ne lui reste qu'à devancer Garrincha dans le cœur de son propre peuple



d'un règne, celui du seigneur indétronable du sport roi. La fascination pour le « rétro américain » se lit aussi dans le choix de la décoration. Le génie brésilien du soccer a ses entrées à la Maison Blanche. Même au pays du football (américain), Pelé joue dans la cour des grands. Son aura universelle se compare à celle des monstres sacrés du spectacle, du pape et du président des Etats-Unis.

Assourdissant, les trompettes de la renommée chatouillent forcément Foga. « De la même façon qu'il n'y aura jamais d'autre Beethoven, il n'y aura pas d'autre Pelé. Le moule est cassé », a maintes fois proclamé le Brésilien, qui parle volontiers de lui-même à la troisième personne. A ergoter sur le fond, on s'exposerait toutefois au crime de lèse-majesté. Trois Coupes du monde, deux Coupes intercontinentales des clubs avec le Santos FC, 1 244 buts marqués, 91 sélections en équipe nationale (66 victoires, 14 nuls, 11 défaites), une collection unique d'exploits impérissables : le superlatif est de rigueur à l'évocation d'une telle

carrière. « Il est le seul joueur de l'histoire du football dont on se rappelle les buts qu'il n'a pas marqués », résume un vétéran de la presse sportive carioca. C'est à l'occasion du Mondial 1970 au Mexique, que Pelé signe, pour la seule beauté du geste, deux de ses plus belles « peintures », œuvres d'art du jargon sportif local.

**U**NNE VISTA exceptionnelle et un culot inimitable à l'époque lui inspirèrent la fameuse tentative de lob - manquée de quelques 60 mètres sur le gardien tchèque Viktor Poncec d'un tir croisé dans la cage vide, qui s'en ira capricieusement mourir à quelques centimètres de sa cible, la stupéfiante feinte de corps réussie quelques jours plus tard aux dépens du portier uruguayen Mazurkiewicz puis sa source dans la *ginga*, l'art du déhanchement, dont la samba est l'expression suprême.

Le dieu des stades n'est pourtant pas un prophète honoré par tous en son pays. Critiqué par les

organisations noires qui lui reprochent son « insensibilité » face à un certain racisme latent - il invoque l'« apartheid social plutôt que racial » pour justifier la marginalisation économique des Brésiliens noirs et métis -, Pelé suscite chez les siens davantage de respect que de sympathie. Entre le roi Pelé et Garrincha, son fou aux jambes tordues (*Le Mondial du 2 juillet*), le cœur des Brésiliens penche en faveur du second, incarnation fantasque de « la joie du peuple ». « A l'étranger, expliquait Tom Jobim, le défunt « père » de la bossa nova, Pelé fait l'unanimité mondiale. Au Brésil, on le snobe parce qu'on préfère les destins tragiques. Les Brésiliens pensent qu'ils ne peuvent aimer que Garrincha, pas Pelé ».

Jean-Jacques Sévilla

## Dispute autour du drapeau à damier croate

L'AMBASSADE DE CROATIE à Paris a dénoncé, mardi 7 juillet, le communiqué du Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme (CERA) déplorant la reprise de l'emblème oustachi par la Croatie. Selon l'ambassade, « il est tout à fait inexact d'attribuer le paternité du bison historique croate, échantonné de vingt-cinq pièces rouges et blanches, et armes du royaume croate depuis le Moyen Age, au régime oustachi ». Le CERA avait indiqué que le bison à damier est « celui qu'avait choisi pendant la seconde guerre mondiale le régime des oustachi pro-nazis d'Ante Pavelic ».

## ISL Worldwide va contrôler à 100% ISL France

ISL WORLDWIDE, le partenaire marketing exclusif de la Fédération internationale (FIFA), a décidé d'acquiescer 100% des actions ISL France, lors d'un conseil d'administration de la société française, réuni samedi 4 juillet, et-on appris mardi 7. ISL Worldwide détient actuellement 49% des actions ISL France, qui a été citée dans un trafic de billets pendant la Coupe du monde (*Le Mondial du 8 juillet*). Dans le cadre de cette enquête, le directeur général d'ISL France, Marc Loison, a été mis en examen et écroué, le 15 juin. Le conseil d'administration d'ISL France a décidé d'engager un nouveau directeur général opérationnel qui sera désigné lors de la prochaine séance du conseil, dans la semaine du 13 juillet.

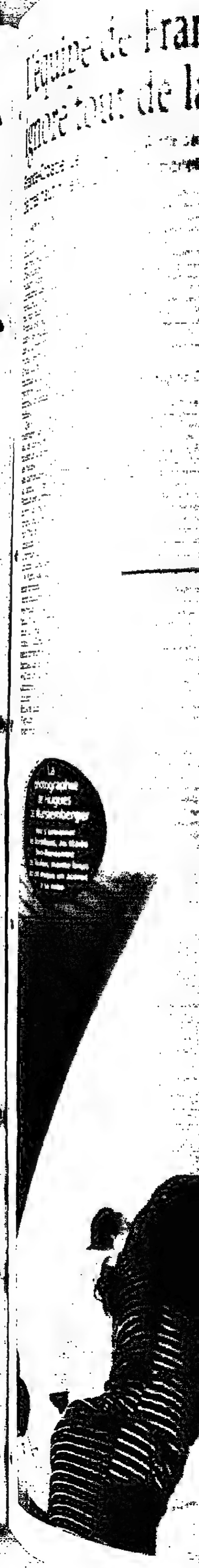
## L'Espagne gagne la Coupe du monde des banlieues

UNE ÉQUIPE de jeunes Espagnols du quartier madrilène de Vallecas a gagné la Coupe du monde des banlieues, mardi 7 juillet à Saint-Denis en battant aux tirs au but (2 à 2 à la fin du temps réglementaire) l'équipe argentine des Torneos Juveniles Bonarenses de Buenos Aires. Dix équipes françaises, cinq de Seine-Saint-Denis et cinq de grandes villes de province, et vingt-deux étrangères participaient à la compétition (un tournoi à sept) qui s'est disputée, depuis le 2 juillet, sur le stade aménagé du Stade de France de Saint-Denis et dans des stades de cinq autres villes du département.

● REPORT : le match de bienfaisance en faveur du gendarme blessé à Lens a été reporté. Cette décision a été prise en raison de l'élimination de l'Allemagne et du départ de ses supporters, à priori Egidius Braun, président de la Fédération allemande de football. Le match, prévu au stade Charitéy le 11 juillet, veille de la finale du Mondial, aura probablement lieu à la mi-septembre dans une ville allemande proche de la frontière.

● BILLETTERIE : le Comité français d'organisation (CFO) de la Coupe du monde « n'est pas en cause en l'état des investigations » policières et judiciaires concernant les différentes affaires de vente illicite de billets, selon des sources proches de ces enquêtes citées par l'AFP. Les enquêteurs mettent en cause des intermédiaires « peu scrupuleux ». Plusieurs tour-opérateurs sont soupçonnés d'avoir proposé des « packs » pour le Mondial comportant hébergement, transport et accès aux stades. Ils avaient misé, « de manière hasardeuse », selon les mêmes sources, sur le marché parallèle des billets d'entrée aux matches, par l'intermédiaire de places allouées par la FIFA, notamment aux fédérations nationales.

● RECONNAISSANCE : Michel Platini entre dans le *Who's Who* 1998-1999, a indiqué Richard Fitzwilliams, éditeur du prestigieux annuaire des personnalités.





# L'équipe de France version Mondial 98 ignore tout de la peur

## France-Croatie. Les joueurs d'Aimé Jacquet, rompus aux rencontres internationales de très haut niveau, donnent l'impression d'aborder leur demi-finale en toute sérénité

« NOUS AVONS une énorme foi en nous. Nous avons envie de faire quelque chose d'historique. » Il est un peu plus de midi quand Didier Deschamps fait son annonce à la nation. Mardi 7 juillet, le héros et capitaine des Bleus est sorti de la résidence pour envoyer ce message réconfortant au pays : l'équipe de France est bien dans sa tête et bien dans ses Adidas. Dans l'auditorium de Clairefontaine (Essonne), les mots résonnent, nets, rassurants. Une demi-finale de Coupe du monde, à le don de magnifier un propos, de transformer chaque phrase en autant de sentences éternelles.

Qu'ils y viennent, qu'ils y viennent, les Suker, Boban, Assaovic et consorts croates, avec leur talent et leur provocation, on saura les recevoir ! Didier Deschamps et ses camarades ont l'arme au pied et la lame à l'œil en pensant que la France est derrière eux. « Ça nous a donné la chair de poule de voir la ferveur qu'a provoquée notre victoire sur l'Italie. » Et de se décerner un satisfecit : « Les joueurs ont fait sur le terrain ce qu'il fallait pour qu'il y ait cette adhésion. »

A Aimé Jacquet de se faire à son tour tribun. « Un match extrêmement exaltant nous attend. Cette demi-finale est quelque chose de fabuleux. Nous sommes très conscients que ce sera un grand match pour nous. » (Silence ému.) Le sélectionneur promet ensuite du sang et des larmes, de la sueur à tout le moins. « C'est un adversaire à combien redoutable ! Je dis bien, à combien redoutable ! » (Effet de manche et frisson dans l'assemblée.) « Mais l'effectif français est ambitieux et bien préparé. Nous savons notre va-

leur. Nous n'allons pas nous arrêter là. » (Soupir de soulagement.) Et d'achever de conquérir l'auditoire par cette péroraison : « Nous avons dans les yeux nos adversaires. »

Ce qui devait être dit avait été dit. Ne restait plus qu'à se préparer à le faire. Les messages repartent vers la forteresse bleue, là-haut sur la butte, retrouver les autres chevaliers. Depuis le matin, les joueurs sont des reclus volontaires, focalisés par l'objectif et la grandeur de la tâche à accomplir. Dans la résidence, les précédents rendez-vous de cette compétition ont forgé si ce n'est une habitude du moins une accoutumance. En 1993, Fabien Barthez s'était bien endormi dans le car qui emmenait Marseille au stade olympique de Munich pour sa finale contre le Milan AC.

### Christophe Dugarry est totalement rétabli

Le vœu de Zinedine Zidane a été exaucé : son ami Christophe Dugarry a retrouvé la plénitude de ses moyens pour la demi-finale entre la France et la Croatie. L'attaquant marseillais s'est blessé tout seul à une cuisse, le 18 juin, au Stade de France, lors de France-Arabie saoudite (4-0) en levant très haut la jambe pour récupérer un ballon dans la surface de réparation adverse. Sa déchirure a été soignée par l'encadrement médical et la douleur tenace du nerf sciatique a pu être enrayer.

« Son indisponibilité m'a obligé à revoir dans l'urgence une nouvelle animation offensive », a déclaré le sélectionneur national, Aimé Jacquet, qui a inscrit l'attaquant sur la feuille de match de France-Croatie. « Christophe a marqué notre premier but lors du Mondial face à l'Afrique du Sud, l'espère qu'il inscrira le dernier de la série et qu'il sera décisif, a souhaité Zinedine Zidane. Après les critiques injustes dont il fut victime depuis plusieurs mois, ce serait un juste retour des choses. »

ence, on imagine l'ambiance tendue, le silence pesant. « Pas du tout, ils se marrent tout le temps. C'est carrément la fête. » André Bisson, le cuisinier de l'équipe de France, brise la dramaturgie comme il tranche ses oignons, sans pleurer. « Leur peur, c'est de n'avoir que des légumes à manger, ce soir. Le docteur ne veut pas de viande, mais les gars sont en train de négocier ferme s'ils ne peuvent pas obtenir quand même un petit steak. »

Ainsi sont et font les Bleus. Tandis que la France a la pétrole, son équipe se défend, à vingt-quatre heures du grand saut. C'est sans doute un peu pour cela qu'elle est encore là. Au long de leur carrière, les joueurs ont appris à gérer leur stress. Les coupes d'Europe, l'Euro 96 - « cette expérience qui était indispensable au groupe », selon le

un menuisier de Clairefontaine, les joueurs plaisaient. « On fait les cors », résume Lionel Charbonnier pour bien préciser que les conversations n'ont rien d'anthologique. Filets de saint-pierre, côtes de veau, tortellini et spaghetti sont engloutis au milieu des rires. Simplement, il n'y a plus de bouteille de vin sur la table. On en boit si peu habituellement. Cela ne fait guère de différence. Le vide sur la table est cependant le signe subliminal qu'un match s'annonce.

DANS « LEUR » STADE  
On fait comme si rien n'avait changé mais qu'ils semblaient loin le barbecue et la partie de boules organisés dimanche à Mardi, sous des dehors détachés, le cheminement intérieur est entamé. Le programme de la journée en balise les

### « Il y a M. Jacquet et "Mémé". Les joueurs, eux, ne connaissent vraiment que le premier »

### Docteur Jekyll et Mister Hyde

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

EST-IL OU NON sous influence ? Au moment de former l'équipe, Aimé Jacquet se laisse-t-il imposer ses choix par les « tauteurs », Marcel Desailly, Didier Deschamps, Laurent Blanc ? Et maintenant sa confiance à Youif Djokjaeff l'acquiesce-t-il d'une dette envers le buteur-miracle qui lui a sauvé la mise en plusieurs circonstances ?

Ses détracteurs l'ont parfois suggéré, présentant Aimé Jacquet comme un faible, un hésitant. D'autres - les mêmes ? - lui reprochent, à l'inverse, son entêtement, son autoritarisme, une certaine raideur. Ceux qui le côtoient depuis longtemps soulignent ce portrait en trompe-l'œil. Le sélectionneur tricolore est un homme de dialogue, mais très à cheval sur ses prérogatives. Il écoute les arguments de ses joueurs, il les entend parfois, mais qui peut prétendre lui avoir imposé son point de vue ?

Le personnage n'est pas facile à cerner. Pour trouver l'homme, il faut « feindre l'arrière » du sélectionneur, une fonction dont Aimé Jacquet a depuis toujours une haute idée. Raymond Domenech, qui jouait avec lui à l'Olympique lyonnais quand il est devenu entraîneur, en 1976, se souvient : « Du jour au lendemain, il a changé, il a dressé un mur entre nous, il y avait sans doute. Ce n'était plus notre copain, c'était l'entraîneur. Il est entré dans la fonction. C'est un peu Docteur Jekyll et Mister Hyde. Il y a M. Jacquet d'un côté, "Mémé" de l'autre. Les joueurs ne connaissent vraiment que le premier. »

Pour Aimé Jacquet, cette attitude « est une obligation qui permet à l'entraîneur de bien aborder tous les problèmes. » Avec la responsabilité d'entraîneur, explique le sélectionneur de l'équipe de France, la vision des choses change, la relationnel change aussi. « Avec lui, il n'y a ni copinage ni passe-droits », confirme un de ses anciens joueurs aux Girondins de Bordeaux. « L'autorité ne s'établit pas, enfin le patron des Bleus. On l'a vu au né l'a pas. » En équipe de France, quelques joueurs le tutoient, mais plusieurs anciens « s'en tiennent au vouvoiement. » « Je n'y prête pas attention », assure Aimé Jacquet. Dans le milieu du football, on a le tutoiement facile. Cela ne change pas notre relation. Ceux qui me vouvoient ? Peut-être aussi par respect, peut-être aussi pour bien me montrer que je suis entraîné et que je suis joueur. »



AIMÉ JACQUET

## Le capitaine des Bleus a toujours dû faire plus que son âge

### Benoit Hopquin, à Clairefontaine

DEPUIS la fin du premier tour de la Coupe du monde 1998, le cérémonial est entré dans les mœurs. La veille des matches, Didier Deschamps investit l'estrade de l'amphithéâtre du Centre technique national de Clairefontaine (Essonne). Le débat est précédé d'un rituel : le capitaine des Bleus distribue d'œil aux journalistes du premier rang et un bon mot pour tout le monde. Disponibilité et convivialité agrémentent le dialogue avec une pointe d'humour à l'occasion. Seul un furtif froncement de sourcil trahit une poussée d'irritation quand la question lui paraît saugrenue. Didier Deschamps enfle alors le costume du pédagogue. Une seule fois, on l'a surpris à élever le ton contre un journaliste qui avait réclamé, deux mois avant le Mondial, son éviction de l'équipe de France.

« Quand on porte atteinte à mon image, je peux sortir de mes gonds », avertit le Basque, qui a appris à remodeler son personnage en quatre années passées à la Juventus Turin. La vie publique l'a contraint à masquer sa réserve naturelle et la succession des matches à enjeux à dominer ses angoisses. « C'est à ce genre d'évolution que l'on reconnaît aussi un footballeur de haut niveau », glisse Aimé Jacquet. La relation entre le sélectionneur et son capitaine est fondée sur une confiance réciproque. Deux ambitions se sont rencontrées pour creuser le même sillon, d'où l'influence prénée au Turinois sur la composition de l'équipe. « C'est mal connaître Aimé que de le croire sous l'emprise d'un joueur », affirme le milieu de terrain.

DÉJÀ en équipe de France mixtes, il portait le brassard. Les épreuves de la vie ont accéléré le mouvement. L'amitié qui le lie à Marcel Desailly remonte aux heures passées à le soutenir après le décès accidentel de son demi-frère, Seth Adonkor. Didier Deschamps avait seize ans quand il a annoncé la nouvelle à son coéquipier. Il avait vingt ans quand son propre frère a succombé dans un accident d'avion.

Aujourd'hui, à vingt-neuf ans, sa tranche de vie ressemble à une éternité où les larmes se confondent avec les sentiments. Dès son arrivée à la Juventus, en 1994, il s'est converti aux préceptes du football italien, celui qui enrichit les palmarès : le sien comprend déjà deux Ligues des champions, une Coupe intercontinentale, une Supercoupe d'Europe, cinq titres de champion (deux avec l'OM, trois avec la Juventus) et une Coupe d'Italie. Jolie vitrine qui ne demande qu'à s'embellir.

Elie Barth, à Clairefontaine

### mais

### Dispute autour du drapeau à damier croate

### ISL. Worldwider contrôlera à ISL. France

### l'Espagne s'empare la Côte du monde des banlieues



« Nous sommes très conscients que ce sera un grand match pour nous. » (Silence ému.) Le sélectionneur promet ensuite du sang et des larmes, de la sueur à tout le moins. « C'est un adversaire à combien redoutable ! Je dis bien, à combien redoutable ! » (Effet de manche et frisson dans l'assemblée.) « Mais l'effectif français est ambitieux et bien préparé. Nous savons notre va-

« C'est un adversaire à combien redoutable ! Je dis bien, à combien redoutable ! » (Effet de manche et frisson dans l'assemblée.) « Mais l'effectif français est ambitieux et bien préparé. Nous savons notre va-

La photographie de Hugues de Wurstemberger. Voir s'entraîner les Brésiliens, au stade Bon-Rencontre de Toulon, mérite bien qu'on risque un accident à sa robe.





مركزنا من لاصح

# Espagne, 1982 : l'agression de Harald Schumacher sur Patrick Battiston

Des trois demi-finales de Coupe du monde perdues par les Bleus, celle de Séville reste la plus douloureuse : elle mena joueurs et spectateurs au bout du suspense et même de l'angoisse avec la grave blessure du défenseur français, percuté en pleine course par le gardien allemand

## sur Patrick Battiston

**C**ET homme a un passé mais peu de conscience. Il s'appelle Harald Schumacher. Jeudi 8 juillet 1982 à Séville, sa mission consistait à garder les buts de la sélection allemande face à la France de Michel Platini en demi-finale du Mondial espagnol. En déboulant de sa cage pour percuter de plein fouet Patrick Battiston, il a associé à jamais sa besogne à un match de légende avec son alchimie de rebondissement et de suspense. Seize ans après ce fait divers d'une violence extrême, les images accaparent toujours l'esprit. Le temps ne les a pas effacés.

A quarante-quatre ans, Harald Schumacher a conservé un physique sophistiqué. Ses boucles soigneusement entretenues et sa démarche précieuse stylent son allure de dandy. Le sourire est resté immuable, juvénile et narquois. Ces trois dernières années, il se pavait sur les terrains d'entraînement du Borussia Dortmund, l'un des géants financiers du football allemand, couronné champion d'Europe en mai 1997. En charge de l'entraînement des gardiens, il s'acquittait de sa tâche en soldat discipliné. En 1987, il avait ébranlé le monde du football allemand en signant un livre - qui connut un succès commercial énorme, *Ampliff* - coup d'envoi - incendiaire sur les pratiques douteuses du milieu. Les révélations contenues dans l'ouvrage, traduit en français sous le titre *Coup de sifflet chez Carrère-Lafon*, sur une pratique organisée du dopage, avait suscité la stupeur dans les milieux du football allemand ainsi que parmi les supporters.

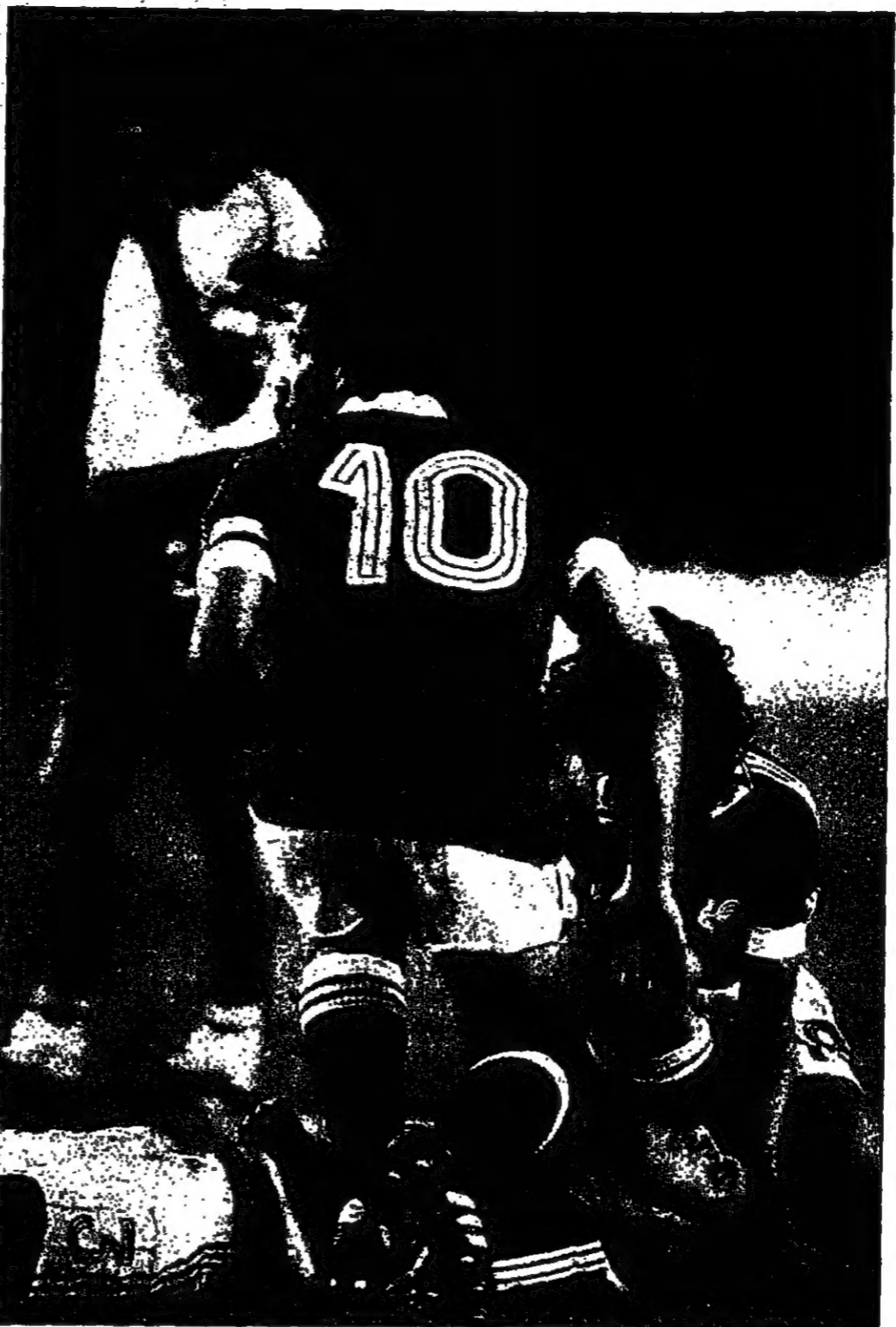
Depuis le mois de juillet 1998, il entraîne le Fortuna Cologne, club de deuxième division. L'enfant terrible du football allemand a planqué ses accusations sous le boisseau et la voûte-face fait sourire. Enseignera-t-il à ses futurs joueurs l'art de la motivation guerrière comme il en a livré une démonstration peu reluisante, ce 8 juillet 1982 ? Schumacher n'étudia pas la question : « J'ai anticipé l'action en sortant de ma cage. Je m'attendais à une frappe enlevée. Je ne pouvais pas éviter Patrick Battiston. J'avais les pieds décollés. Dans mon élan, je n'ai pu que pivoter légèrement ce qui a permis d'éviter un choc plus intense. Je l'ai heurté avec ma hanche. Je n'ai pas voulu le blesser. Il faut avoir joué au plus haut niveau pour comprendre que cet incident malheureux peut se produire sur un terrain. Je regrette simplement de ne pas m'être excusé tout de suite. Cette

affaire m'a causé beaucoup de tort. » Ce voltigeur sans foi est bien le seul à narrer l'épisode avec autant de désinvolture.

Avant de rencontrer l'Allemagne, l'équipe de France a bouclé un premier tour sans éclat avec une défaite (1-3) devant l'Angleterre, un nul (1-1) devant la Tchécoslovaquie et une victoire (4-1) devant le Koweït. Le second tour marque, en revanche, une montée en puissance dans le sillage de Michel Platini. Les Bleus dominent l'Autriche (1-0) et l'Irlande du Nord (4-1). La voie est dégagée pour les demi-finales.

La trajectoire de l'Allemagne est plus tourmentée. La Mannschaft commence par s'incliner face à l'Algérie (1-2) - un drame national - et se couvre de déshonneur en s'arrangeant tactiquement avec l'Autriche pour un succès (1-0) qui qualifie les deux nations pour le second tour au détriment de l'équipe algérienne. Les Allemands écartent ensuite dans la douleur l'Angleterre (0-0) et l'Espagne (2-1). Avec la France comme prochain adversaire, l'Allemagne, entraînée par Jupp Derwall, n'imagine pas un seul instant une élimination. Franz Beckenbauer fourmille aimablement les clés du triomphe annoncé. « Les Français ont horreur du jeu physique ; nos joueurs doivent être durs, très durs dans les duels », ose cette figure légendaire qui abhorrait ces pratiques quand il foulait les pelouses avec la prestance d'un chevalier.

**A**lcazar del Rey don Pedro, leur superbe hôtel sévillan, les Bleus restent à l'écart de la guerre des nerfs. Dans leurs propos, il n'est question que de plaisir, de convivialité. Le sélectionneur Michel Hidalgo profite de sa causerie collective, le jour du match, pour magnifier les principes qui ont balisé l'avenue jusqu'aux portes de la finale. « N'oubliez pas ce qui nous a permis



Patrick Battiston a perdu connaissance : Michel Platini et Didier Six se précipitent, affolés.

d'arriver si loin dans la compétition, respectons l'adversaire sans faire de complexes », recommande-t-il. La campagne de presse orchestrée par les journaux espagnols sur le thème de l'agressivité des joueurs français depuis le début de l'épreuve ne soulève ni polémique, ni rancœur de la part des accusés.

A-t-elle influencé Charles Corver ? L'arbitre néerlandais désigné pour cette demi-finale est considéré, alors, comme l'un des meilleurs spécialistes mondiaux. Quelques-unes de ses décisions vont pourtant écorner son prestige. En l'espace de sept minutes, de la 33<sup>e</sup> à la 40<sup>e</sup>, il reste impassible devant les incar-

tades de Harald Schumacher qui malmène dans l'ordre Michel Platini, Manuel Amoros et Didier Six. « L'arbitre nous a clairement désavantagés », s'indigne encore aujourd'hui Didier Six. Sur le banc des remplaçants, Patrick Battiston s'inquiète du comportement de Harald Schumacher dont il devine l'état de surexcitation. Le défenseur de l'AS Saint-Etienne en parle d'ailleurs à ses voisins. Quand Michel Hidalgo le lance dans l'arène à la 51<sup>e</sup> minute de jeu à la place de Bernard Genghini, il songe dans un premier temps à amillier les offensives allemandes. Mais dans cette partie prenante, intense, chaque équipe attaque à tour de rôle en balançant par-dessus bord les consignes tactiques.

Lorsque Michel Platini cède une longue ouverture, Battiston a déjà entamé sa chevauchée. A la réception de Poffrande, Harald Schuma-

cher se précipite vers l'adversaire. Ses bras s'écartent, le rictus du visage témoigne d'une froide détermination. Le Français, les yeux rivés sur le ballon, sème le dernier défenseur allemand, Manfred Kaltz, et ajuste du droit une frappe à ras de terre qui rase le montant gauche de la cage allemande. Le ballon n'a pas encore achevé sa trajectoire quand Schumacher percute le Français en plein visage le coude en avant.

« Patrick était pris de convulsions, il tremblait avant de perdre connaissance, je n'oublierai jamais cette vision », raconte Didier Six, le premier à accourir vers le blessé. Michel Platini est saisi par l'effroi. « J'étais écoeuré. » Marcus Trésor réclame des secours : « J'ai eu peur qu'il ne se relève plus jamais. » Le docteur Villar, attaché à l'équipe de France, sprinte sur le pré. Penché sur le corps inanimé du joueur, il ne trouve pas le pouls. « J'ai cru à une fracture des vertèbres cervicales. »

**D**ANS les tribunes, un silence pesant glace la nuit torride. Seuls quelques drapeaux allemands flottent dans l'arène. Harald Schumacher n'a pas un regard, pas un geste de compassion pour sa victime. Il a récupéré le ballon et jongle avec l'objet avant de le poser à l'angle des six mètres pour signifier à l'arbitre son impatience à reprendre le cours de la partie. Charles Corver n'a pas jugé utile d'exclure ou d'avertir le fauteur, ni même de le sanctionner d'un simple coup franc. Pendant que l'Allemagne fête sa qualification pour la finale au terme de la série des tirs au but, Patrick Battiston passe la nuit à l'hôpital de Séville. Le diagnostic égrène une litane de traumatismes : dents cassées, mâchoire enfoncée, entorse des cervicales, troubles de la vue... Quand il recouvre ses esprits, le malheureux ne se souvient de rien.

« J'ai porté un corset pendant trois semaines puis un collier cervical le mois suivant. Indique Patrick Battiston. J'ai conservé des séquelles comme toute personne victime d'un coup du lapin. » Dans sa vidéothèque, figure la cassette du match qui lui a offert un supporteur, mais la bande n'a jamais chauffé le magnétoscope. « Je ne cultive pas le souvenir de cet épisode. Je ne veux pas m'en servir ou nourrir le culte des nostalgiques de l'anti-Allemagne. »

Les deux hommes se sont revus le 15 juillet 1982, à Metz, à l'initiative du gardien allemand. « Les retrouvailles ont eu lieu au siège du République lorrain. Je n'avais rien à gagner dans l'histoire. J'ai accepté en me disant que cela mettrait un terme aux polémiques. » Patrick Battiston ne s'attendait pas à une mise en scène médiatique du face-à-face. « Quand je me suis rendu sur place, j'ai eu la surprise de voir une armée de photographes et de caméraman. Je ne sais plus exactement ce qu'il m'a dit. Il a exprimé ses regrets et on s'est serré la main. » Après une petite heure, Schumacher est reparti, rasséréné. Le soir du drame, il avait commenté en ces termes le duel sans merci : « Si vraiment ça lui fait plaisir, je lui palerai ses fesses de dentiste. »

Elie Barth



Tout au long de la rencontre, le gardien allemand n'a cessé de défier et de provoquer ses adversaires.

Philippe Broussard

## Mexique, 1986 : la fin de la génération Platini

**EN MATIÈRE** de football, la mémoire est volontiers sélective. Si personne n'a oublié la malheureuse demi-finale France-Allemagne de 1982, à Séville (lire ci-dessus), le souvenir de la défaite de 1986 - au même stade de la compétition et toujours contre les Allemands (0-2) - s'est estompé avec le temps. Bien des supporters n'ont voulu retenu du Mondial mexicain de 1986 que les ultimes apparitions internationales de Michel Platini et, surtout, l'élimination du Brésil aux tirs au but, en quart de finale, à Guadalajara. En définitive, il n'est resté de ce deuxième France-Allemagne que le sentiment d'avoir laissé filer, de manière peu glorieuse, l'occasion d'accéder à la finale.

A l'époque, l'équipe du sélectionneur Henri Michel présentait pourtant tous les arguments d'un vainqueur potentiel du tournoi mondial : elle avait brillamment écarté les Italiens (2-0) puis les Brésiliens lors des tours précédents ; elle disposait de jeunes de talent (Stopyra, Ferreri, Papin) pour épauler un milieu de terrain exceptionnel (Tigana-Fernandez-Platini-Giresse) ; elle brûlait de prendre sa revanche sur des Allemands qui l'avaient éliminée en 1982 dans les circonstances que l'on sait.

La demi-finale eut lieu le mercredi 25 juin 1986, à Guadalajara. Le grand stade Jalisco, où les Français avaient écarté les Brésiliens quatre jours plus tôt, sonnait le creux (40 000 spectateurs), comme si ce match ne présentait finalement qu'un intérêt limité pour le public local.

**LASSITUDE**  
Le fait est que l'affaire fut vite réglée : en ouvrant le score dès la neuvième minute sur un coup franc de Brehme, les Allemands prirent un avantage décisif, confirmé en fin de rencontre par Völler (89'). Tout au long de la partie, les

Français parurent fatigués, usés par cinq semaines de vie commune au Mexique. Une lassitude particulièrement marquée chez les « cadres » de l'équipe, Michel Platini et Alain Giresse. Le premier ne cessait de pester contre ses coéquipiers. Le second paraissait hors de forme. Seuls les infatigables Jean Tigana et Luis Fernandez essayaient de compenser les défaillances de leurs partenaires.

En fait, le mal était sans doute plus profond qu'une simple question de condition physique. En dépit des beaux discours d'avant-match sur la revanche à prendre contre les Allemands de Franz Beckenbauer, les Bleus semblaient battus avant même le coup d'envoi. L'équipe de France avait-elle inconsciemment atteint son sommet de jeu au Brésil ? Ne nourrissait-elle pas, depuis Séville, une forme de « complexe » allemand ? Dans un livre de souvenirs publié à son retour au pays, le gardien de but Joël Bats écrit : « Rapidement, j'ai réalisé que nous n'y arriverions pas, que nous ne passerions jamais, qu'il n'y aurait pas de prolongation, comme à Séville. Nous nous sommes battus avec toujours en point de mire la tentation d'une résignation inéluctable. L'exact contraire de ce que nous avions vécu, quelques jours auparavant, contre le Brésil. »

Le soir, dans leur hôtel situé au bord du lac de Chapala, quelques anciens - Platini, Bats, Rocheteau, Boests - se réunirent autour d'un verre de tequila. Ce match, beaucoup plus que celui de la troisième place contre la Belgique (victoire 4-2), marquait la fin d'une époque pour toute une génération de joueurs. Il faudra attendre douze ans, et l'édition française du Mondial, pour que l'équipe nationale retrouve la Coupe du monde et se voie offrir une nouvelle occasion d'accéder à la finale.

## Suède, 1958 : un jeune prodige nommé Pelé

A la Coupe du monde 1958, en Suède, l'équipe de France de Just Fontaine affronte, en demi-finale, le Brésil à Stockholm. Les Bleus résistent une demi-heure aux assauts de la Seleção, jusqu'à la blessure du défenseur Robert Jonquet, qui ne peut être remplacé puisque les règlements de l'époque ne l'autorisent pas. Diminué, la formation tricolore subit la déferlante « surivrider » et s'incline 5-2, encaissant notamment trois buts d'un jeune prodige nommé Pelé. Restent, pour l'histoire, deux buts des attaquants français Just Fontaine et Roger Piantoni, les seuls à avoir battu le gardien brésilien Gilmar depuis le début du tournoi. L'équipe de France se consola en prenant la troisième place de la compétition au détriment de l'Allemagne, battue 6-3, et avec le sacre de Just Fontaine, meilleur buteur de la compétition (13 buts). En finale, Pelé pleura à chaudes larmes : son équipe, vainqueur de la Suède 5-2, est sacrée championne du monde. Il a dix-sept ans.

le rêve



Le Zidane la boulangerie

la Sele

هكذا من الامم

Brésil-Pays-Bas au Bataclan, à Paris

« Chez nous, ils sont inondés d'émissions sur la France »

**A**u plafond, on a accroché de vieilles robes, des combinaisons, des draps qui pendent au-dessus du public. Un disc jockey est suspendu dans un coin, en haut de l'écran de retransmission. Dès que Ronaldo reprend le ballon aux Néerlandais pour une de ces incroyables remontées de terrain, le DJ l'accompagne d'une musique de chevauchée sauvage.

En bas, sur les planches du Bataclan, la salle de spectacles du boulevard Voltaire à Paris, Cindy, dix-huit ans, est habillée en hôtesse de l'air, façon années 50. Yas, vingt ans, roule des muscles dans un T-shirt brésilien. Ça sent la sueur, le citron vert et les effluves de cachassa, l'alcool de canne. Et puis, la fiancée de Ronaldo apparaît, entourée de deux gardes du corps... et repart : il y a trop de monde à la soirée Bataclan, organisée par le restaurant Le Favela chic.

Seule Noëlla s'est assise dans un coin et regarde les jambes des gens. « J'attends la fête après. » Les autres, Parisiens, Brésiliens, sont comme Bombia, vingt-huit ans, enfant d'une favela de Rio devenu musicien : prêts à exploser. Une accélération des maillets jaunes vers les buts néerlandais ? On danse, on lève les bras, on crie comme dans un film catastrophe ; et l'on imite l'air chaviré des Brésiliens lorsque, sur le terrain, leurs joueurs manquent une action. « Mon Dieu, quelle équipe ! », s'exclame René Dubois Jr, trente-cinq ans, avocat à Brasília. « Moi, je suis brésilien, précise l'avocat, avec l'accent. Mais mes arrière-grands-parents étaient français, ils étaient arrivés d'Avignon. »

« On se dépense trop, c'est nous ça, on explose, on met tout dans l'attaque, après on est épuisés »

Bombia est inquiet mais il rit, avec sa dent en moins. « Je vois quelque chose, je le vois... », devine-t-il et Fernando s'égosille pour crier « Bourra Bourra » à chaque ratage de l'équipe. « Mon Dieu, quelle équipe ! », s'exclame René Dubois. Contre le Danemark, on se disait que nos joueurs avaient eu de la chance mais là... Bombia est prêt à sortir son agogo, deux tubes de métal qui lui servent à rythmer le bal. Bombia, Fernando, et les autres avaient été repérés, gamins, en train de taper sur des bidons, au stade, pour encourager l'équipe de Santos. Depuis, leur groupe, le Moleques de Rua, a été sacré révélation de l'année en 1992 par les critiques brésiliens, court les festivals et joue, mercredi à Saint-Denis, au Village du monde. « Bourra Bourra ! », répète Fernando.

Inès, Brésilienne mariée à un architecte français, rassure son enfant. Léo (six ans), debout sur une encoignure. Il ne dit pas un mot, le petit Léo, ouvre de grands yeux, assez pétrifiés. « Quand le Brésil a perdu, il s'est mis à pleurer. Ronaldo blessé, c'était pareil, il ne voulait plus se coucher... », explique Inès, qui prépare une thèse sur la littérature française. Elle aussi est aragoisée : « On se dépense trop, c'est nous ça, on explose, on met tout dans l'attaque, après on est épuisés. » Son mari s'amuse : « Après le match, son frère qui vit

en Australie, sa mère et sa sœur restées au Brésil à Porto Alegre, et Inès, tous vont s'appeler et se raconter ce qu'ils ont vu. » Inès : « Le Mondial, c'est ça. On est sûr de se sentir avec cent millions de Brésiliens, on sait qu'on vit tous les mêmes émotions aux mêmes instants. C'est très important pour un Brésilien. Il vit dans une culture orale du présent. Il faut être là, participer et se le dire. En France, si on crie, ça n'a pas d'importance tant que ce n'est pas écrit », plaisante-t-elle, en dansant.

Le petit Léo est toujours inquiet. « A l'école à Paris, il venait habillé en tenue de joueur brésilien, ses copains étaient bouche bée, voulaient que Léo leur prête un drapeau, un maillot. Ça m'a fait chaud au cœur. On sent que la France aimerait rencontrer le Brésil. Et au Brésil, ils sont inondés d'émissions sur la France, ils adorent. » Elle rigole : « Ma mère m'a téléphoné en me disant : "Qu'ils sont beaux les joueurs français, ils sont polis, civilisés..." »

**D**ANS la discothèque, le DJ dramatise volontairement les actions en variant ses incrustes sonores, tirées de séries américaines. Il joue avec les sifflets de samba, des trompettes de corrida, souvent pour déstabiliser les Néerlandais quand ils ont le ballon, car tout le monde crie : « Olé ! » La musique se mélange à la voix du commentateur, « Luciano », capté sur une chaîne de télé brésilienne et Luciano est en forme. Les tirs au but sont annoncés par la musique des « Dossiers de l'écran ». Tout le monde crie, s'asperge d'eau. Les tambours de samba battent crescendo. Au derrier but brésilien, Inès prend Léo dans ses bras, Bombia commence à danser au milieu d'un cercle, Djelo prend le relais avec son platé à la jambe, Fernando continue en faisant trembler ses bras, son ventre. Jean-Louis, un dentiste reconverti restaurateur à Bahia, éclate de rire : « Qu'ils perdent, qu'ils gagnent, avec eux, tu es sûr d'avoir dix minutes où tu t'envoies avec eux, je sais pas, c'est de la magie ! »

Franck, étudiant à Normale sup, regarde sa nouvelle copine danser, Ludmille, une Brésilienne, rencontrée sur une plage il y a un mois et demi, au sud de Montpeiller. « Dimanche, on sera à Amsterdam, on se trouvera bien une télé dans un coffee-shop », savoure-t-il à l'avance. Jean-Baptiste, trente ans, cadre dans une chaîne câblée, ne résiste pas à l'émotion : « Nos parents, nos grands-parents n'ont peut-être jamais vu un aussi beau match. D'un côté, un football européen dans ce qu'il avait de plus beau. De l'autre, eux, les Brésiliens... », et il n'a plus les mots.

Au bar du Bataclan, la clientèle de jeunes Parisiens se moque un peu d'elle-même, du snobisme anti-Mondial « dans lequel on s'est tombé, un mois avant, c'était clair, explique Olivier, directeur financier. Et puis j'ai vu les trois matches de la France, ils ont gagné, ça m'a pris ». Jean-Luc, architecte, dit : « Pour moi, le foot, c'était un truc de beauf. Tout d'un coup, tout le monde adore et j'en fais partie, moi aussi. On découvre le jeu, le suspense. Ce qui est marrant, c'est qu'on regarde tous le foot mais personne ne le sait. Un étranger qui débarque à Paris, il ne s'en rend pas compte. » L'un d'eux crie, dans le fracas des tambours : « Paris est trop aseptisé ! »

Dominique Le Guilledoux



Les rues de Sao Paulo ont fêté dans une nuit de liesse la qualification des Aseriverde pour la finale, à l'image du pays tout entier. Le slogan « Cinq fois champions ! » a retenti. Pour savoir si leur vœu a été exaucé, les Brésiliens devront attendre le 12 juillet.

STRATÉGIE LA POLITIQUE DE COMMUNICATION DES ENTREPRISES

BGB relève le gant du Mondial

LA BOUTIQUE du gardien de but (BGB), une petite entreprise familiale française, spécialisée dans la production et la commercialisation d'articles pour gardiens de but, est assurée d'avoir au moins un représentant en finale du Mondial 1998. Cette société compte parmi ses « porte-drapeau » le gardien de but croate Drazen Ladic, son remplaçant Mirjan Mimic et le troisième portier de l'équipe de France, l'Amérain Lionel Charbonnier. Sur la carte de visite de BGB, figurent également le gardien égyptien Hussein El Sayed, champion d'Afrique des nations 1998, le portier du FC Porto, le Suédois Lars Eriksson, auteur du doublé coupe-championnat, sans oublier Bruno Valenciano, vainqueur de la Coupe de France 1997, avec l'OGC Nice, et son homologue parisien Vincent Fernandez, lauréat, lui de l'édition 1998. Pas si mal pour une entreprise qui compte cinq salariés.

En 1992, Jean-Pierre Latscha, ancien gardien de but, crée BGB, avec son fils Antoine. L'histoire de la société, c'est un peu celle de l'ogre et du Petit Poucet, version football. Les grands équipementiers mondiaux, qui régnoient sur le marché de l'équipement sportif, ne goûtaient guère la concurrence. Cela leur coûtait parfois très cher. La marque britannique Umbro n'a pas hésité à déboursier quelque 2 millions de francs par an pour s'assurer les services du gardien de la sélection anglaise, David Seaman. Impossible pour la PME parisienne, qui sous-traite la totalité de sa production, de s'aligner sur ces tarifs. Les Latscha, père et fils, décident de contourner l'obstacle. Ils écument les centres de for-

mation, rencontrent les futurs gardiens professionnels et mettent à leur disposition toute la gamme de produits (gants, textiles, cordiers, etc.). « La plupart de nos clients nous restent fidèles parce qu'ils sont satisfaits de nos produits, des prix que nous pratiquons et du rapport humain que nous entretenons », explique Antoine Latscha. A ses débuts, BGB pratiquait également la vente au détail dans ses deux boutiques du 12<sup>e</sup> arrondissement. Le succès aidant, l'entreprise a élargi ses frontières. Elle est aujourd'hui implantée au Portugal, en Autriche, en Italie et même en Nouvelle-Zélande. Les 150 000 licenciés français évoluant dans les « cages », représentent pour BGB une clientèle potentielle confortable. « Mais nous fonctionnons avec un système de distribution qualitatif et non pas quantitatif », souligne Antoine Latscha, qui entend bien ne pas dévier de sa stratégie initiale.

REGNET FRANCO-CROATE Pour BGB, le Mondial représente une formidable opportunité de donner à la marque une audience planétaire. Mais la compétition stigmatise aussi l'impitoyable concurrence que se livrent les équipementiers. Et sur ce terrain, la Fédération internationale (FIFA) impose les règles du jeu. A l'occasion du match Jamaïque-Croatie, la délégation croate a eu droit à un virulent rappel à l'ordre de l'instance internationale. Motif : sur les gants du gardien Drazen Ladic, le signe de reconnaissance du sponsor, un B majuscule, dépassait les 5 cm réglementaires. « Bien qu'il existe sur ce type d'affaire deux poids et deux mesures, au bénéfice de certains

grands équipementiers, nous avons dû céder. C'est la loi du plus fort », se désolait-on chez BGB. Le second regret d'Antoine Latscha est plus sentimental. Ne pas voir ses deux « bébés », la France et la Croatie, s'affronter en finale de la Coupe du monde le désole. Mais, s'amuse-t-il, « on ne peut pas tout avoir ».

Cédric Ryan

Tableau de la phase finale

1 <sup>ère</sup> DE FINALE	2 <sup>ème</sup> DE FINALE	3 <sup>ème</sup> DE FINALE	PAYS-BAS - ?
FRANCE - 4-1	BRESIL - DANEMARK	PERDANTS	Le 11/7/21 heures à Péris, match pour le 3 <sup>e</sup> place
ARGENTINE - 1-0	PAYS-BAS - ANGLETERRE	BRESIL - PAYS-BAS (4-2 k.a.b.)	BRESIL - ?
PAYS-BAS - 2-1	FRANCE - 2-1	FRANCE - CROATIE	Le 12/7/21 heures à St-Denis FINALE
ESPAGNE - 2-1	FRANCE - 2-0	FRANCE - CROATIE	Le 8/7 à 21 h à St-Denis
ITALIE - 2-1	FRANCE - 2-0		
FRANCE - 1-0			
ALLEMAGNE - 2-1			
ESPAGNE - 2-1			
FRANCE - 2-0			

LES BUTEURS

FRANCE	BRESIL
1 RONALDO (Bresil)	1 COCHI (Pays-Bas)
2 BERGKAMP (Pays-Bas)	2 HADDA (Maroc)
3 CESAR SAMPAIO (Bresil)	2 KORO (Jamaïque)
4 ELBERMANN (Pays-Bas)	2 BOLDVIAN (Russie)
	2 FELIZ (Néerlandais)
	2 ORTEGA (Argentine)
	2 WHITFIELD (Canada)

Votre passe pour la Coupe du Monde sur 162 KHz ou 1852 m www.98radiofrance.com

La radio associée au Comité Français d'Organisation de la Coupe du Monde de Football 1998, en partenariat avec la FIFA

162 kHz 1852 m 60/LW 98 Radio France

